

TARN
VILLENEUVE-LÈS-LAVAU

P L U
PLAN LOCAL D'URBANISME

Maîtrise d'œuvre

AMENA-Etudes

33, rue des Lois
31000 TOULOUSE
05 61 99 82 08
06 82 05 00 64
vzerbib1@gmail.com

1^{ère} MODIFICATION SIMPLIFIÉE

Notifiée le :

Approuvée le :

Exécutoire le :

NOTICE EXPLICATIVE

1

PROCÉDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIÉE

Le PLU peut faire l'objet d'une procédure de modification sous réserve des cas où une révision s'impose en application des dispositions de l'article L. 153-31 du Code de l'Urbanisme, c'est-à-dire si le projet de modification du PLU n'a pas pour objet ou conséquence de :

- Changer les orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables ;
- Réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- Réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- Ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

La procédure de modification est engagée à l'initiative du maire qui établit le projet de modification et le notifie, avant la mise à disposition du public du projet, au Préfet et Personnes Publiques Associées (Etat, Région, Département, SCoT, EPCI compétent en matière de PLH, Chambres Consulaires).

Le projet de modification est soumis à enquête publique lorsqu'il a pour effet :

- Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Dans les autres cas, le projet de modification peut être adopté selon une procédure simplifiée (sans enquête publique). **Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.**

Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations sont enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, le maire en présente le bilan devant le Conseil Municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

L'acte approuvant la modification simplifiée devient exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

OBJET DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLU

L'objet de cette modification est de corriger une erreur matérielle intervenue lors de l'approbation du PLU.

Lors de la réunion pour l'analyse des avis des services, une mise à jour des bâtiments identifiés pour permettre le changement de destination a été proposée afin de répondre à une remarque des Personnes Publiques Associées (PPA) sur ce sujet.

Au cours de cette réunion, il est apparu qu'entre l'arrêt du PLU (13/12/16) et la fin de la consultation des services (fin mars 2017), certains bâtiments avaient évolué :

- Le bâtiment N°6 avait été détruit ;
- Le bâtiment N°3, aménagé depuis longtemps, avait été identifié par erreur ;
- Un permis de construire était en cours d'instruction sur le bâtiment N°2.

En partant du principe que l'identification des bâtiments N°3 et 6 ne se justifiait plus, et dans la mesure où l'obtention du permis de construire du bâtiment N° 2 ne posait pas de problème et devait logiquement être accordé au moment de l'approbation du PLU, la décision avait été prise de supprimer ces 3 identifications lors des modifications avant approbation (*voir réponse de la commune aux demandes des PPA en pièce jointe*). C'est ce qui a été fait (*voir en page suivante le zonage du PLU approuvé le 6 février 2018*).

En fait, le permis de construire qui était en cours d'instruction à la mi-2017 n'a pas abouti (*permis n°08131817A0002 déposé le 27/06/2017 au lieu-dit « aux tuileries » (le Caussanel), qui a fait l'objet d'un arrêté opposant un sursis à statuer en date du 18/12/2017*).

Un nouveau permis n° 081318A0001 a été déposé le 20/02/2018, après l'approbation du PLU. Il est aujourd'hui en cours d'instruction (délai au 20 mai 2018) et dans l'attente de l'avis de la CDPENAF et ne peut être délivré sur la base du PLU approuvé puisque le bâtiment n'est plus identifié sur le document approuvé.

L'objet de cette modification est de corriger l'erreur matérielle en désignant ce bâtiment sur le document graphique du PLU afin que ce projet puisse être réalisé.



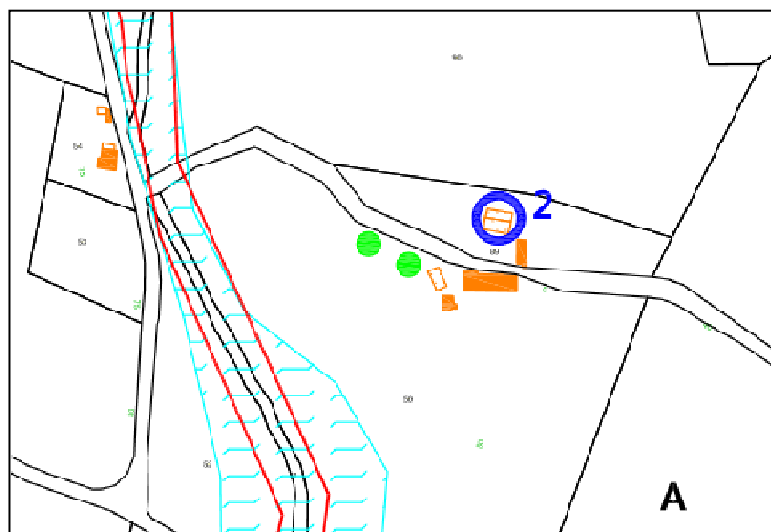
En effet, située au cœur du très bel ensemble du Caussanel (une maison de maître et des dépendances remarquables, une implantation en sommet de colline dominant un magnifique paysage agricole, la vue sur cet ensemble bâti est un des plus beaux panoramas de Villeneuve-lès-Lavaur), cette grange présente un intérêt architectural certain. Sa transformation en habitation ou en gîte permettrait de préserver et de valoriser ce patrimoine.

MODIFICATION DES PIÈCES DU PLU	
--------------------------------	--

La modification concerne le document graphique du règlement.

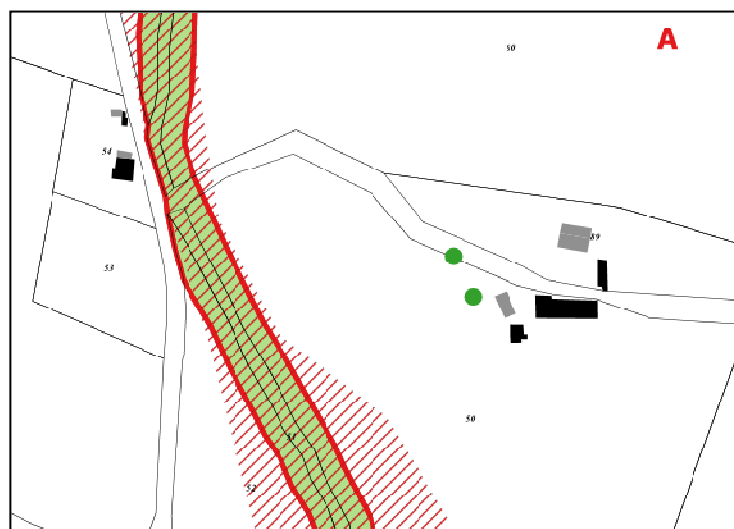
ÉLABORATION DU PLU, ZONAGE ARRÊTÉ par DCM du 13/12/16

La grange est identifiée. Le projet arrêté est celui qui a été mis à l'enquête publique. Le dossier mis à l'enquête comporte les avis des services et les réponses que la commune souhaitait y apporter en fin de procédure, notamment la « dé-identification » de cette grange compte tenu du fait que l'obtention du permis de construire était prévue à très court terme.



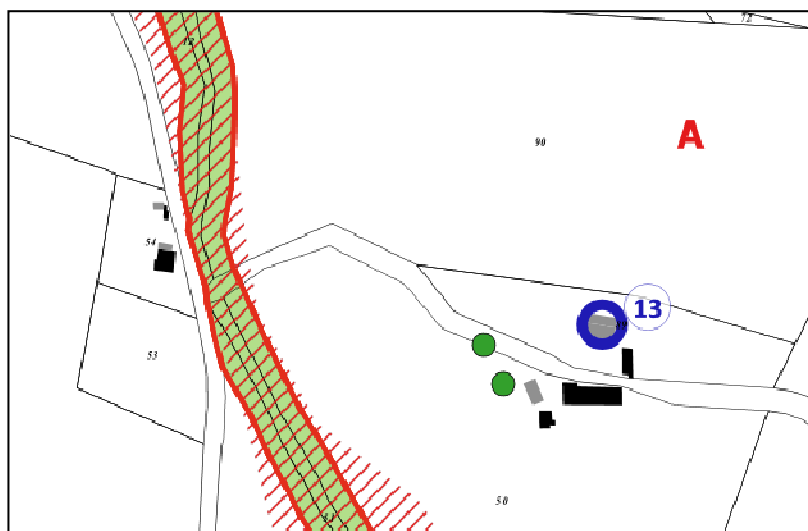
ÉLABORATION DU PLU, ZONAGE APPROUVÉ par DCM du 6/02/18

Comme annoncé, le bâtiment n'est plus identifié.



ZONAGE APRÈS MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLU

Le bâtiment est à nouveau identifié et porte le N°13.



TARN
VILLENEUVE-LÈS-LAVAU

P L U
PLAN LOCAL D'URBANISME

Maîtrise d'œuvre

AMENA-Etudes

33, rue des Lois
31000 TOULOUSE
05 61 99 82 08
06 82 05 00 64
vzerbib1@gmail.com

1^{ère} MODIFICATION SIMPLIFIÉE

Notifiée le :

Approuvée le :

Exécutoire le :

NOTICE EXPLICATIVE

1

PROCÉDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIÉE

Le PLU peut faire l'objet d'une procédure de modification sous réserve des cas où une révision s'impose en application des dispositions de l'article L. 153-31 du Code de l'Urbanisme, c'est-à-dire si le projet de modification du PLU n'a pas pour objet ou conséquence de :

- Changer les orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables ;
- Réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- Réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- Ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

La procédure de modification est engagée à l'initiative du maire qui établit le projet de modification et le notifie, avant la mise à disposition du public du projet, au Préfet et Personnes Publiques Associées (Etat, Région, Département, SCoT, EPCI compétent en matière de PLH, Chambres Consulaires).

Le projet de modification est soumis à enquête publique lorsqu'il a pour effet :

- Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Dans les autres cas, le projet de modification peut être adopté selon une procédure simplifiée (sans enquête publique). **Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.**

Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations sont enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, le maire en présente le bilan devant le Conseil Municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

L'acte approuvant la modification simplifiée devient exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

OBJET DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLU

L'objet de cette modification est de corriger une erreur matérielle intervenue lors de l'approbation du PLU.

Lors de la réunion pour l'analyse des avis des services, une mise à jour des bâtiments identifiés pour permettre le changement de destination a été proposée afin de répondre à une remarque des Personnes Publiques Associées (PPA) sur ce sujet.

Au cours de cette réunion, il est apparu qu'entre l'arrêt du PLU (13/12/16) et la fin de la consultation des services (fin mars 2017), certains bâtiments avaient évolué :

- Le bâtiment N°6 avait été détruit ;
- Le bâtiment N°3, aménagé depuis longtemps, avait été identifié par erreur ;
- Un permis de construire était en cours d'instruction sur le bâtiment N°2.

En partant du principe que l'identification des bâtiments N°3 et 6 ne se justifiait plus, et dans la mesure où l'obtention du permis de construire du bâtiment N° 2 ne posait pas de problème et devait logiquement être accordé au moment de l'approbation du PLU, la décision avait été prise de supprimer ces 3 identifications lors des modifications avant approbation (*voir réponse de la commune aux demandes des PPA en pièce jointe*). C'est ce qui a été fait (*voir en page suivante le zonage du PLU approuvé le 6 février 2018*).

En fait, le permis de construire qui était en cours d'instruction à la mi-2017 n'a pas abouti (*permis n°08131817A0002 déposé le 27/06/2017 au lieu-dit « aux tuileries » (le Caussanel), qui a fait l'objet d'un arrêté opposant un sursis à statuer en date du 18/12/2017*).

Un nouveau permis n° 081318A0001 a été déposé le 20/02/2018, après l'approbation du PLU. Il est aujourd'hui en cours d'instruction (délai au 20 mai 2018) et dans l'attente de l'avis de la CDPENAF et ne peut être délivré sur la base du PLU approuvé puisque le bâtiment n'est plus identifié sur le document approuvé.

L'objet de cette modification est de corriger l'erreur matérielle en désignant ce bâtiment sur le document graphique du PLU afin que ce projet puisse être réalisé.



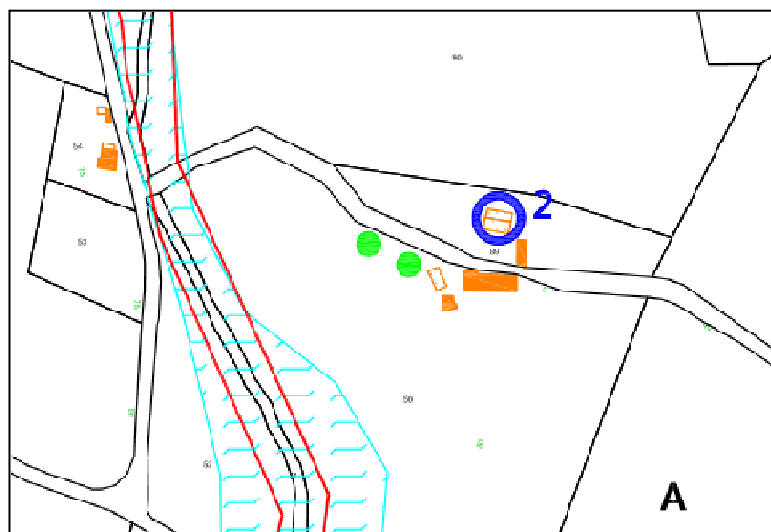
En effet, située au cœur du très bel ensemble du Caussanel (une maison de maître et des dépendances remarquables, une implantation en sommet de colline dominant un magnifique paysage agricole, la vue sur cet ensemble bâti est un des plus beaux panoramas de Villeneuve-lès-Lavaur), cette grange présente un intérêt architectural certain. Sa transformation en habitation ou en gîte permettrait de préserver et de valoriser ce patrimoine.

MODIFICATION DES PIÈCES DU PLU

La modification concerne le document graphique du règlement.

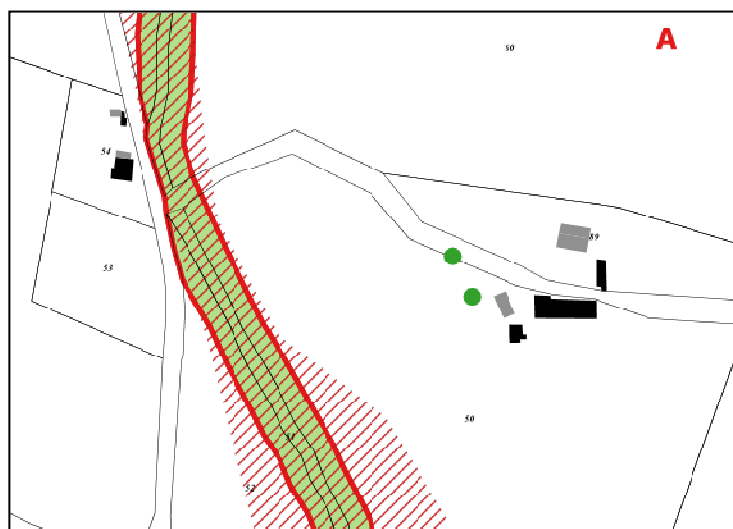
ÉLABORATION DU PLU, ZONAGE ARRÊTÉ par DCM du 13/12/16

La grange est identifiée. Le projet arrêté est celui qui a été mis à l'enquête publique. Le dossier mis à l'enquête comporte les avis des services et les réponses que la commune souhaitait y apporter en fin de procédure, notamment la « dé-identification » de cette grange compte tenu du fait que l'obtention du permis de construire était prévue à très court terme.



ÉLABORATION DU PLU, ZONAGE APPROUVÉ par DCM du 6/02/18

Comme annoncé, le bâtiment n'est plus identifié.



ZONAGE APRÈS MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLU

Le bâtiment est à nouveau identifié et porte le N°13.



TARN
VILLENEUVE-LÈS-LAVAU

PLAN LOCAL D'URBANISME

Maîtrise d'œuvre

AMENA-Etudes
AMENIS
ECTARE

05.61.99.82.08
06 82 05 00 64
vzerbib1@gmail.com

ÉLABORATION DU PLU

Arrêté le :

Approuvé le :

Exécutoire le :

RAPPORT DE PRÉSENTATION

1

SOMMAIRE

Situation générale.....	P.03
Situation administrative	P.04

PARTIE I : ETAT INITIAL DU SITE ET DE L'ENVIRONNEMENT ET DIAGNOSTIC TERRITORIAL

Milieu physique.....	P.08
Faune, Flore, Milieux naturels.....	P.36
Qualité des milieux, nuisances et pollutions	P.42
Organisation et analyse urbaine	P.47
Equipements et services	P.57
Les réseaux	P.58
La trame viaire	P.60
Les paysages et le patrimoine.....	P.64
Bilan socio-économique	P.69

PARTIE II : CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

Perspectives de développement.....	P.82
Principes du PADD	P.84

PARTIE III : DELIMITATION DES ZONES ET MOTIFS DES LIMITATIONS ADMINISTRATIVES A L'UTILISATION DU SOL

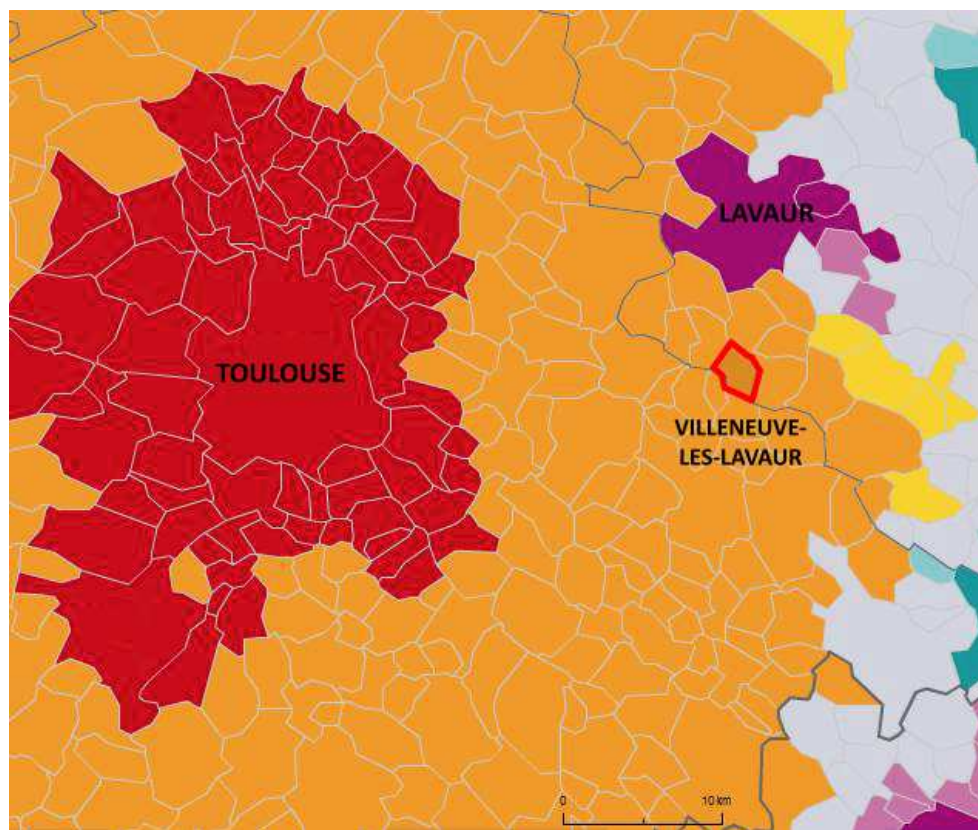
Les zones urbaines.....	P.87
Les zones à urbaniser.....	P.90
La zone agricole.....	P.95
La zone naturelle.....	P.102
Tableau des surfaces et potentiel de construction	P.103

PARTIE IV : COMPATIBILITE AVEC LE SCoT ET INCIDENCES DU PLU

Compatibilité avec le SCoT du Vaurais	P.107
Servitudes d'utilité publique.....	P.114
Risques	P.114
PCET.....	P.114
Patrimoine	P.115
Bruit.....	P.115
Route à grande circulation	P.115
Projet autoroutier.....	P.116
Captage d'eau potable.....	P.117
Agriculture.....	P.118
Milieux naturels et paysages	P.121

SITUATION GENERALE

D'une superficie de 6,2 km², la commune de Villeneuve-lès-Lavaur appartient à la région Occitanie et se situe en limite sud-ouest du département du Tarn. Elle appartient à la couronne¹ du grand pôle toulousain (cf. carte ci-contre), tout en étant proche géographiquement du moyen pôle de Lavaur.



Fond : INSEE

De plus, Villeneuve-lès-Lavaur se situe quasiment à équidistance entre Toulouse et Castres avec un accès facilité depuis la RN 126 et l'autoroute A68.



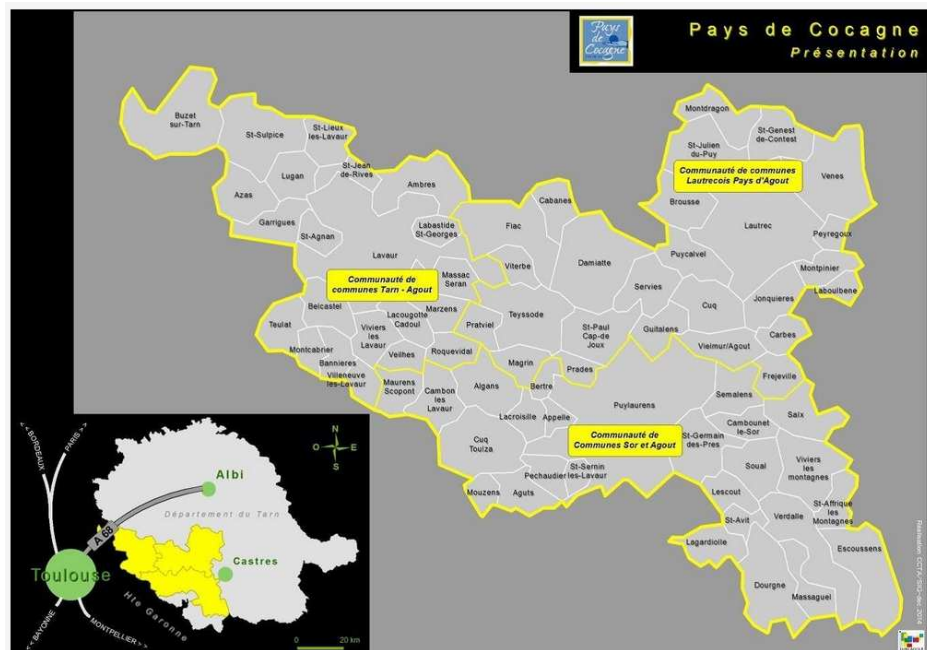
¹ La couronne d'un grand pôle urbain correspond à l'ensemble des communes dont au moins 40 % des actifs occupés résidents travaillent hors de leur commune de résidence, dans un grand pôle ou dans des communes de sa couronne. »

Le PETR regroupe actuellement trois Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) :

- Après une phase de concertation avec les acteurs locaux et un diagnostic territorial, réalisés dans le courant de l'année 2002, un premier Contrat de Pays (2005-2007) a vu le jour afin de se doter d'une stratégie territoriale. Le Schéma Territorial des Infrastructures Economiques, le Schéma de Développement Culturel ou encore le Schéma de Développement Touristique du territoire ont ainsi été réalisés durant cette période.

- L'accueil et l'intégration des nouvelles populations, tout en respectant les fondements de l'identité du territoire ;
- Le renforcement de l'économie du territoire qui s'avère équilibrée (un tissu d'entreprises, une bonne répartition des commerces et de l'artisanat, une agriculture dynamique, un potentiel touristique) ;
- L'intégration des réflexions liées au développement durable en essayant de garantir la durabilité de chacune des actions du Pays.

La troisième génération de contrat de Pays a été signé pour la période 2015-2020. Enfin, un Contrat de ruralité 2017-2020 est à venir.



B. LE SCoT VAURAI

La Communauté de Communes Tarn Agout a décidé de s'engager dans une démarche de planification par l'intermédiaire du Syndicat Mixte du SCoT du Vaurais. Le périmètre et les modalités de mise en œuvre ont été arrêtés en juin 2007.

La phase de diagnostic, engagé en avril 2009, a permis d'engager la réflexion sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable qui a fait l'objet d'ateliers de travail dans le courant de l'année 2010. Le PADD a fait l'objet d'un débat en Conseil Communautaire le 20 février 2013, il a ensuite été présenté à la population le 3 juin 2013 au cours d'une réunion publique qui s'est déroulé à Saint-Sulpice. Le projet de SCoT ayant reçu un avis défavorable lors de l'arrêt, le document a été remanié et a pu être mis à l'enquête publique en octobre 2016. Suite à un avis favorable, le document a été approuvé définitivement le 12 décembre 2016 (*soit ultérieurement à l'arrêt du projet de PLU de Villeneuve-lès-Lavaur*).

Le diagnostic a permis de faire émerger quatre enjeux principaux :

- Inscrire pleinement le développement du bassin de vie du Vaurais dans une dynamique du Grand Territoire ;
- Préserver l'identité rurale et patrimoniale du Vaurais ;
- Renforcer le bassin de vie, et équilibrer son développement en s'appuyant sur les pôles de Lavaur et de Saint-Sulpice, ainsi que sur le maillage rural ;
- Valoriser les filières économiques locales.

Le PADD se structure autour de quatre objectifs :

- Un projet de territoire qui s'appuie sur une attractivité affirmée ;
- Adapter l'attractivité aux contextes géographiques et paysagers ;
- Organiser la mobilité territoriale au centre de l'armature urbaine ;
- Conforter l'armature urbaine par la structuration du développement économique.

A noter que sur le plan de l'armature urbaine, Villeneuve-lès-Lavaur appartient à la famille des « communes rurales ». Il est considéré que les communes rurales doivent limiter fortement leur développement. Elles constituent toutefois une alternative d'habitat et participent à la préservation identitaire du territoire. L'un des objectifs est ainsi de « pérenniser les fonctions de proximité sur le maillage de villages ruraux », notamment :

- Préserver le capital agricole du territoire ;
 - Offrir une qualité de vie à ses habitants, par la maîtrise des coûts du foncier, la pérennisation de l'offre artisanale, de la vie associative et des services essentiels (l'école notamment) ;
 - Stopper le développement urbain récent diffus lié à la dynamique démographique (fort impact sur le développement des réseaux et des coûts pour les communes, question de l'entretien des voiries, limiter le mitage des secteurs agricoles et des paysages) ;
 - Permettre le maintien des activités artisanales de proximité en centre-bourg, dans les zones existantes et interdire le développement de nouveaux parcs artisanaux.
-

C. LA COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT

Créée en 1994, la Communauté de Communes Tarn-Agout a évolué au 1^{er} janvier 2013 avec la fusion avec la Communauté de Communes Secteur Sud du Canton de Lavaur (SESCAL) et le rattachement de la commune de Roquevidal. Située sur deux départements, elle comprend désormais 22 communes, représentant près de 28 000 habitants.



Source : Communauté de Communes Tarn Agout

La communauté de communes a pour compétences obligatoires le développement économique et l'aménagement de l'espace. Elle peut notamment constituer et gérer des réserves foncières nécessaires à la réalisation d'opérations pour lesquelles elle est compétente. De même, elle peut exercer son droit de préemption dans le cadre d'opérations relevant d'une de ses compétences, et ce, après délégation de la commune concernée.

Elle s'est également dotée de compétences optionnelles telles que la protection et la mise en valeur de l'environnement (sentiers de randonnées, élaboration du SAGE Agout), les actions sociales d'intérêts communautaires (enfance et petite-enfance), la politique de logement social (élaboration d'un PLH et mise en œuvre d'OPAH), la gestion des équipements sportifs d'intérêt communautaire, l'assainissement.

PARTIE I :
ETAT INITIAL DU SITE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DIAGNOSTIC TERRITORIAL

MILIEU PHYSIQUE

A. GEOLOGIE ET TOPOGRAPHIE

Sources : carte (1/50000^{ème}) et notices géologiques de Montauban (n°930) et Grenade-sur-Garonne (n°956), site de la Chambre Régionale de l'Agriculture de Midi-Pyrénées, site géoportail

1 - Géologie

La commune de Villeneuve-lès-Lavaur s'étend en rive droite du Girou, sur les coteaux molassiques du Lauragais et du Tolosan.

Ces coteaux molassiques sont découpés en blocs par les larges vallées de petites rivières comme le Girou. Les vallées de ces rivières, relativement larges, à fond marécageux, orientées du SE au NW, sont le plus souvent dissymétriques.

La dissymétrie des vallées a surtout une cause climatique ; taillées dans les marnes et molasses tendres du Stampien qui forment tout le substratum de la région, les vallées se sont élargies par évolution rapide des versants aux périodes périglaciaires. Sur les replats et les plateaux, des formations résiduelles plus ou moins épaisses cachent le substrat molassique tandis que des argiles solifluées et éboulées glissent sur les versants longs.

Globalement sur le territoire communal, les formations suivantes affleurent :

1.1 - Dans la vallée, au sud, le long du Girou et dans le vallon du cours d'eau du Lac de Messal :

Fz - Alluvions modernes des cours d'eau secondaires : le fond de la vallée du Girou et de son affluent sur la commune de Villeneuve-lès-Lavaur est couvert d'alluvions de composition pétrographique assez homogène. C'est un limon d'inondation à éléments fins, parfois décalcifié, mais le plus souvent un peu calcaire. Ce limon repose directement sur la molasse ou la marne du substratum. Parfois, la molasse est creusée plus profondément de sillons comblés d'argile fétide bleutée, à débris végétaux. D'ailleurs, la plupart des vallées étaient marécageuses avant les travaux historiques d'assainissement entrepris dans toutes les vallées des rivières secondaires et, ainsi, de puissantes masses de vase se sont formées, plus ou moins recouvertes par les débris de la molasse flués le long des versants et étalés en nappe sur le fond.

1.2 - Sur les franges du vallon du ruisseau du Lac de Messal

G2 – Stampien : tout le substratum de la région est exclusivement d'âge stampien. Un examen minutieux de la pétrographie montre que les faciès sont légèrement différents selon les niveaux. Il a ainsi pu être établi quatre divisions. Comme le pendage général du Stampien du Lauragais et du Tolosan est faible vers l'Ouest, les diverses zones se succèdent dans l'espace, avec les principaux affleurements du Stampien moyen dans la zone d'étude.

G2b – Stampien moyen : ce sous-étage est formé par la masse du calcaire de Briatexte. Or, le calcaire se prolonge vers l'Ouest, à son sommet, par un banc de calcaire blanc, dur, relativement

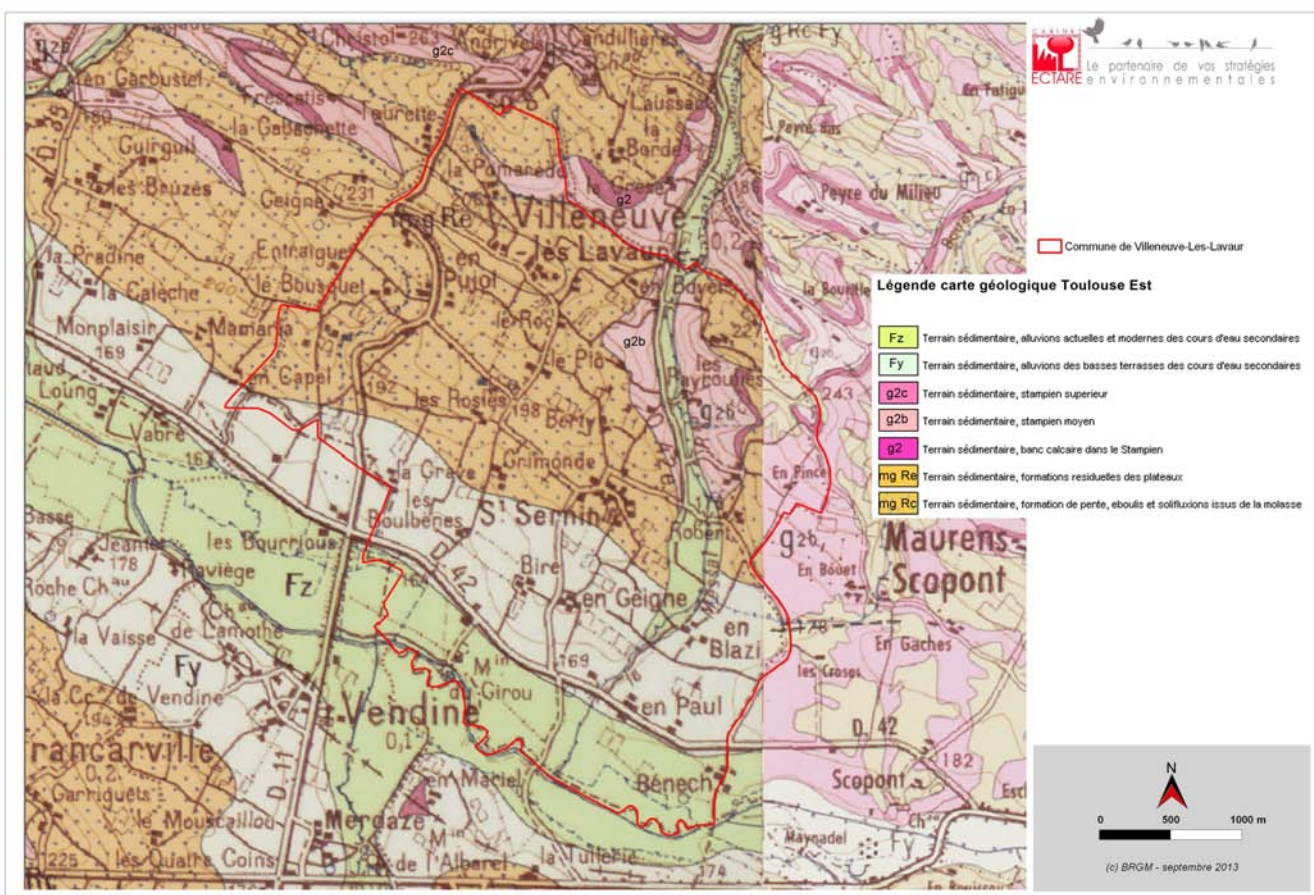
constant et dont on peut suivre le plongement régulier vers l'Ouest, même s'il est souvent caché par les formations superficielles. La limite inférieure du Stampien moyen serait un autre banc calcaire, d'une constance de niveau moins évidente que le précédent, mais toujours blanc et souvent encombré d'amas de poudingues quartzeux grossiers. Entre ces deux bancs, le faciès le plus fréquent est une marne calcaire ocre ou jaune, se débitant en prismes allongés, et un grès jaune à ciment calcaire dur. La puissance du Stampien moyen est d'environ 40 m.

1.3 - Au nord de la D42, en pied de coteaux :

Fy – Alluvions anciennes des cours d'eau secondaires : à une dizaine de mètres au-dessus du fond inondable du Girou, des dépôts de constitution granulométrique semblable à celle des limons actuels s'observent. Elles sont totalement décalcifiées, parfois acides.

1.4 - Sur les coteaux sur une grande partie nord-ouest de la commune :

m-g Re – Formations résiduelles des plateaux : sur les parties horizontales des interfluvies, sur les replats, les pentes douces, la molasse s'est décomposée sur place pour donner une formation de 1 à 2 m d'épaisseur, plus ou moins décalcifiée, parfois légèrement acide et pédologiquement évoluée. Les formations résiduelles passent vers la base, progressivement, à la molasse sableuse où à la marne argileuse du substratum. Vers Villeneuve-lès-Lavaur, elles sont plus calcaires et plus rouges. Leur extension marque souvent ici de petites plates-formes structurales développées sur des bancs plus durs du Stampien, parfois sur des bancs calcaires. La surface de ces formations résiduelles est nettement inclinée vers l'Ouest, avec une pente de 2 à 3 m par kilomètre.



Contexte géologique

2 –Pédologie et utilisation des sols

Le Tolosan et le Lauragais sont les terres classiques du « terrefort », nom local de la terre argileuse, compacte, difficile à travailler. En fait, on peut distinguer plusieurs types de sol :

- Les sols squelettiques sur la molasse, argilo-calcaires ou sablo-calcaires ;
- Les sols bruns sur molasse ;
- Les sols bruns sur alluvions modernes, au fond des vallées, sont également homogènes dans leur profil et plus ou moins décalcifiés. Leur situation topographique provoque un mauvais drainage responsable d'une hydromorphie parfois très accusée, notamment dans la vallée du Girou ;
- Les sols évolués.

2.1 - Sols squelettiques sur la molasse, argilo-calcaires ou sablo-calcaires

Ces sols se forment par décomposition superficielle du substratum stampien qui s'érode au fur et à mesure, ce qui supprime toute possibilité d'évolution.

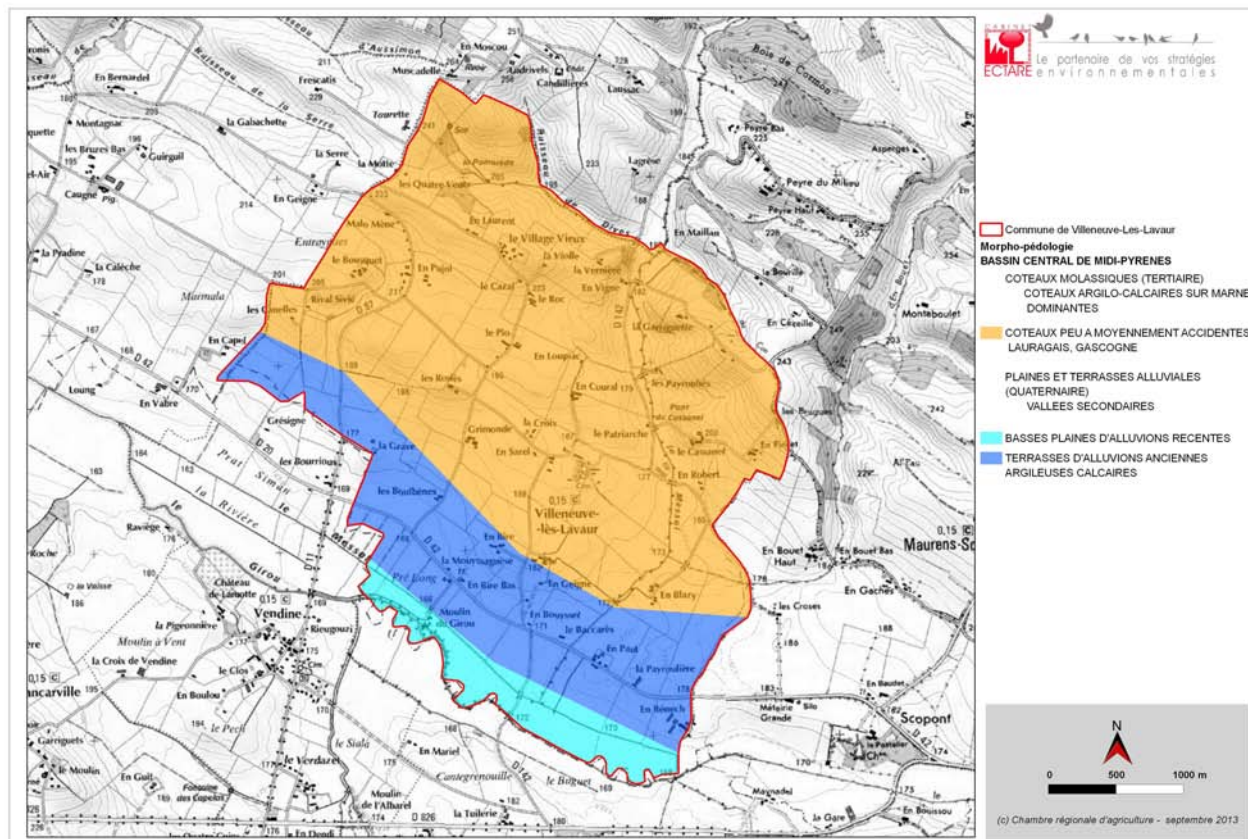
2.2 - Sols bruns sur molasse

Ces sols ont acquis depuis longtemps une structure stable. Leur roche-mère est la molasse (ou la marne) stampienne ou encore les coulées solifluées. Leur profil est homogène, leur texture le plus souvent argileuse sur toute leur épaisseur, leur couleur brune plus ou moins foncée. Ils sont plus ou moins décalcifiés, mais leur réaction est toujours neutre ou basique. Ce sont de bons terrains de culture, les riches terroirs à grande culture du Lauragais, sur les pentes faibles et les replats des coteaux

2.3 - Sols évolués

Ils sont de deux sortes :

- De type podzolique, avec décoloration superficielle, acidification, constitution d'un horizon B argileux sur les terrasses inférieures des petites rivières, et à la base de certaines coulées d'argiles solifluées sur de très faibles pentes. Parfois, ils prennent le caractère des boubènes, acides et battantes, sur les versants longs des vallées, sur les formations résiduelles (boubènes des plateaux) ;
 - De type rendzine, avec coloration du sol en brun ou en noir, sur les placages de formations résiduelles assez calcaires.
-



Morpho-pédologie

3 – Topographie

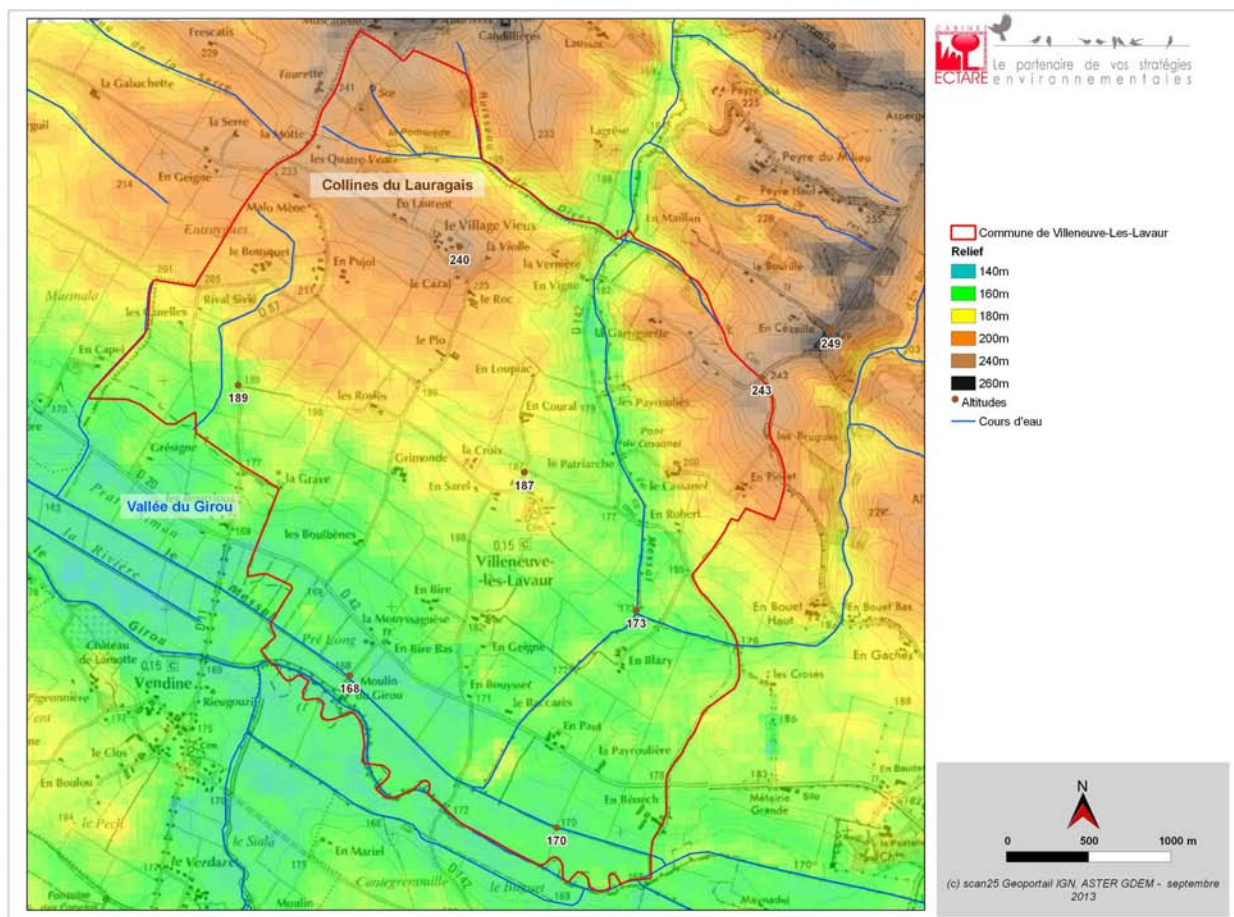
De manière générale, la plaine du Girou est assez large et occupe la moitié sud du territoire communal.

La moitié nord est quant à elle composée d'une zone de coteau, scindée par la vallée du cours d'eau du lac de Messal.

Au niveau du territoire communal, dans la vallée, les points les plus bas se trouvent à 168 m NGF environ, au niveau des cours d'eau au sud.

Les points hauts se situent dans la partie nord, avec une zone de coteaux culminant à 240 m NGF dans le quart nord-ouest de la commune (le village vieux) et à 243 m NGF sur la frange nord-est. Le ruisseau de Messal se trouve, au cœur des coteaux, à environ 180 m NGF.

Les pentes restent assez douces et relativement constantes, de l'ordre de 7% au niveau des secteurs les plus pentus. Les coteaux sont légèrement ondulés, peu entaillés.



Relief

Tant d'un point de vue géologique, pédologique ou topographique, la commune voit son territoire marqué, d'une part par la vallée du Girou et son affluent Le Messal, d'autre part, par les coteaux. On retrouve ainsi des espaces de vallée au sud et au cœur de la commune, et des zones à la topographie plus marquée au nord-ouest et au nord-est.

Il y a aussi des sols de tout âge, des roches-mères diverses : Stampien avec ses divers faciès, formations superficielles intercalées entre la molasse et le sol, à la fois sols et roches-mères.

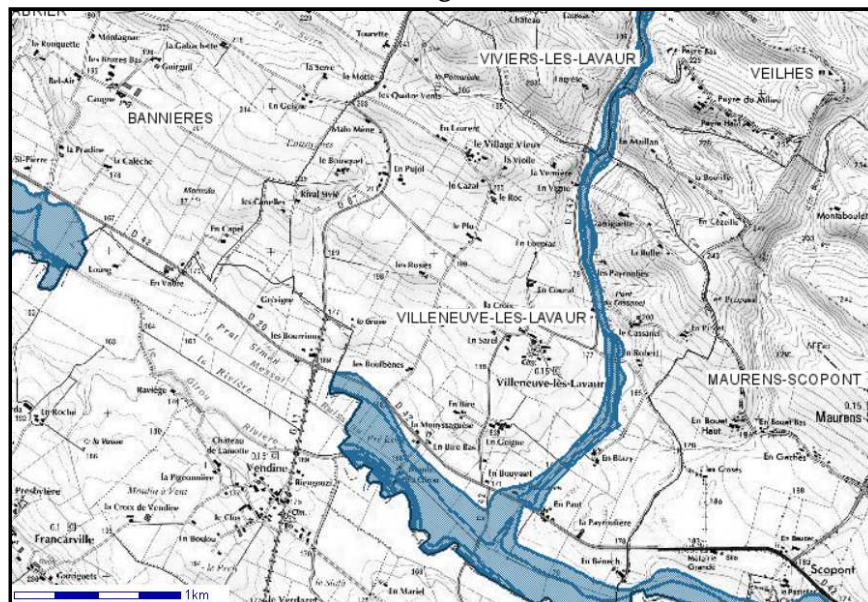
Cette diversité des sols explique l'ancienne polyculture et est à la base de la répartition moderne des spéculations agricoles, de la grande culture blé-maïs aux prairies d'élevage.

B. RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Sources : site prim-net, site info-terre du BRGM, cartorisque

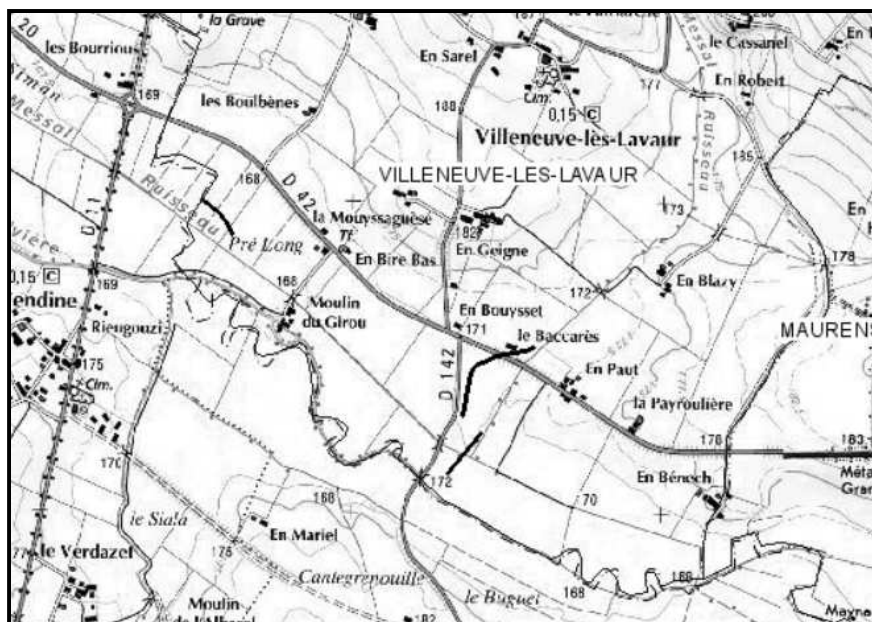
1 – Risques naturels

→ Le risque inondation concerne une partie du territoire communal. Les secteurs concernés par les inondations sont situés le long de la rivière le Girou et du ruisseau le Messal.



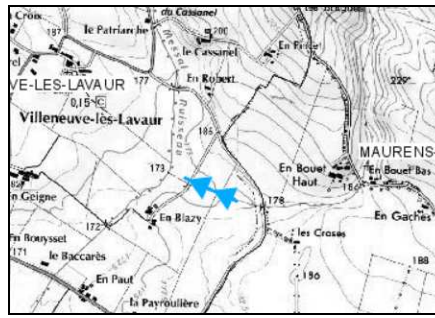
Aléa inondation sur le territoire
(source : cartorisque)

Un repère de crue est implanté sur la commune, au moulin du Girou. Trois chenaux de crue sont identifiés sur le territoire.



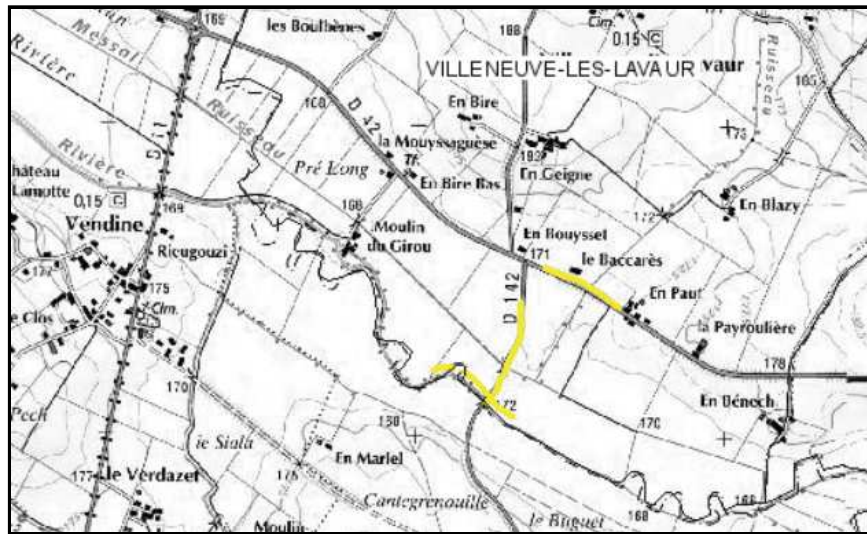
Chenaux de crue

Deux flux d'inondation locale sont par ailleurs à prendre en compte : un flux entre En Bouet Haut et En Blazy et un flux au nord, sur la limite communale, au nord du Village Vieux.



Flux locaux d'inondation

Des obstacles à l'écoulement des eaux existent par ailleurs sur le territoire, sur la frange sud, au niveau des D42 et D142.

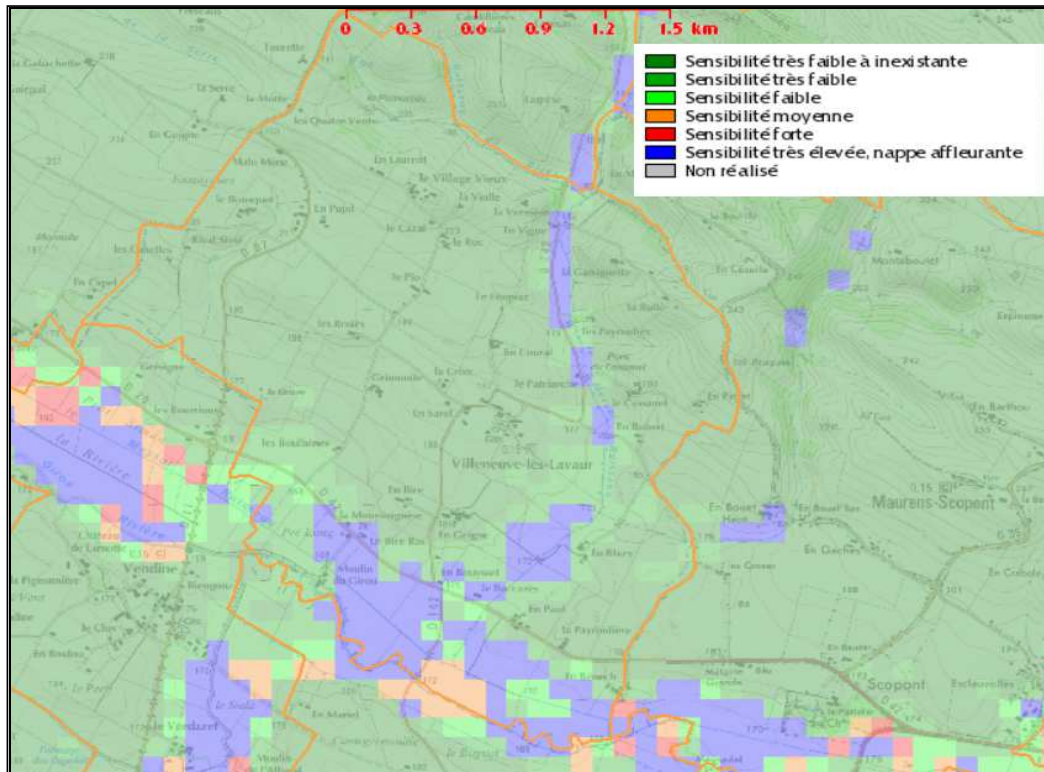


Obstacles à l'écoulement

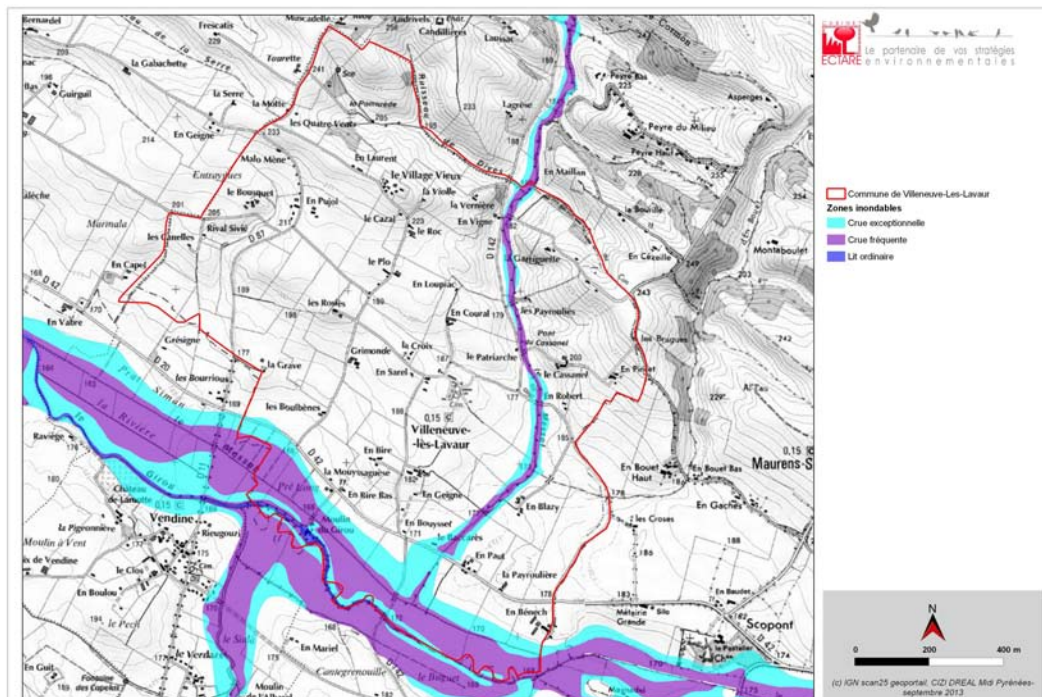
Dans les zones soumises au risque d'inondation, la meilleure prévention consiste à préserver les champs d'inondation de tout aménagement :

- Ne pas remblayer les champs d'expansion des crues.
- Ne pas construire dans ces mêmes champs d'expansion.

→ Le phénomène de remontées de nappe dans les sédiments a été cartographié sur la commune. Le phénomène concerne essentiellement la vallée du Girou, et localement celle du Messal, où la sensibilité est très élevée. Le reste du territoire est en sensibilité très faible.

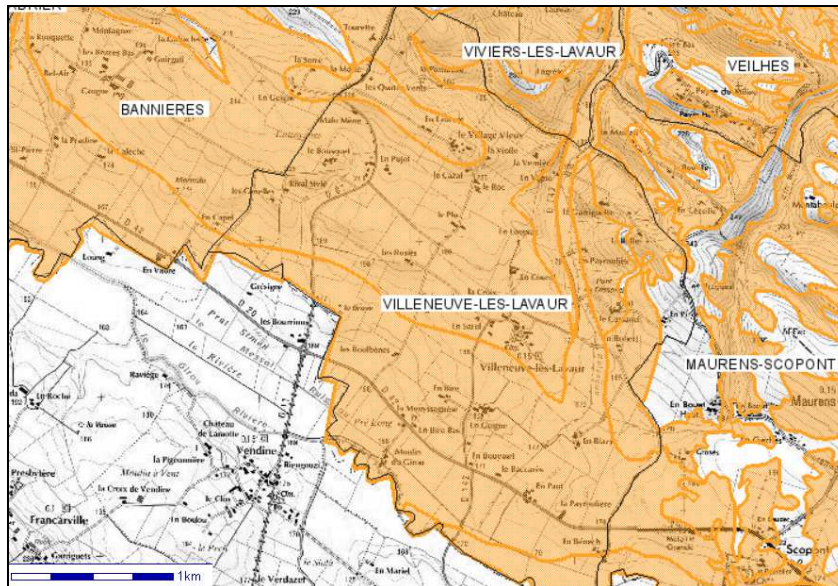


Phénomène de remontée de nappes dans les sédiments



Zones inondables sur le territoire communal

- Le risque mouvement de terrain concerne le territoire. L'aléa de retrait et gonflement des argiles a été cartographié. Cet aléa est lié aux variations de la quantité d'eau dans certains terrains argileux qui produisent des gonflements (période humide) et des tassements (périodes



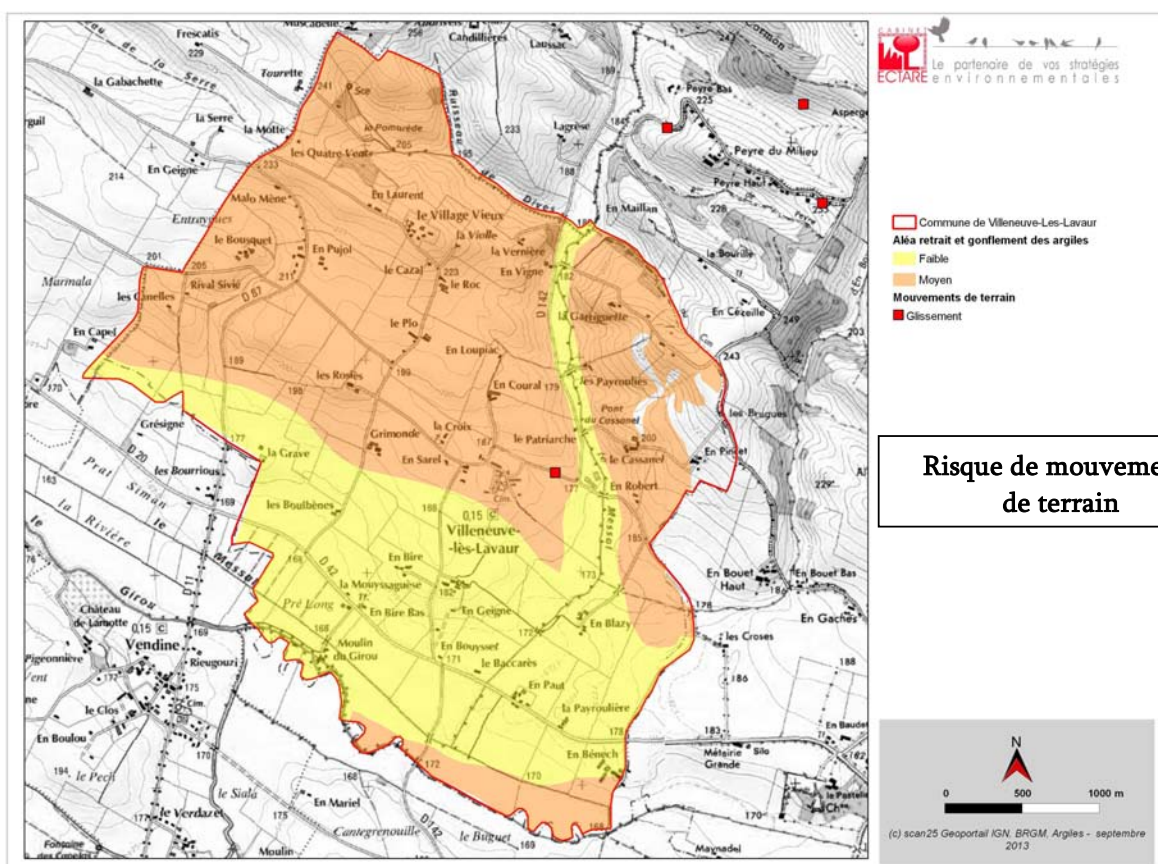
**Aléa mouvement de terrain
sur le territoire
(source : cartorisque)**

sèches) du sol.

Les coteaux sont en zone d'aléa moyen, ainsi que la frange sud du territoire. Les vallées sont en zone d'aléa faible. Un glissement de terrain a été déclaré sur la commune, à l'est du bourg de Villeneuve-lès-Lavaur.

La problématique majeure des mouvements de terrain concerne essentiellement les aménagements humains qui y sont très sensibles et parce que les dommages aux biens peuvent être considérables et souvent irréversibles. La prévention des risques se fait par une maîtrise de l'urbanisation adaptée, des constructions adaptées et l'information et la surveillance.

- Risque sismique : dans la nomenclature des zones de sismicité (décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français), la commune de Villeneuve-lès-Lavaur se trouve en zone de sismicité 1, très faible. Des mesures préventives, notamment des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation parasismiques, sont appliquées aux bâtiments, aux équipements et aux installations de la classe dite "à risque normal" situés dans les zones de sismicité 2, 3, 4 et 5 (décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique). Aucune règle de protection particulière n'est à appliquer dans le cadre d'éventuels projets.



La commune est soumise au phénomène météorologique - Tempête et grains (vent). Bien que le risque tempête intéresse plus spécialement le quart nord-ouest du territoire métropolitain et la façade atlantique dans sa totalité, les tempêtes survenues en décembre 1999 et en janvier 2009 ont souligné qu'aucune partie du territoire n'est à l'abri du phénomène. Du fait de la pluralité de leurs effets (vents, pluies...) et de zones géographiques touchées souvent étendues, les conséquences des tempêtes sont fréquemment importantes, tant pour l'homme que pour ses activités ou pour son environnement. L'identification de ce risque n'impose aucune contrainte particulière vis à vis du projet de PLU.

2 - Prise en compte des risques naturels sur la commune

En matière d'information préventive, un dossier de Transmission des Informations au Maire (TIM) a été notifié ou transmis par le Préfet le 28/01/2010.

La commune de Villeneuve-lès-Lavaur est concernée par l'Atlas des Zones Inondables du bassin de risque Garonne Amont, Garonne aval, Girou et Hers mort non diffusé. La zone inondable concerne ici la vallée du Girou et du Messal.

Un dispositif d'annonce des crues existe par ailleurs dans le département du Tarn pour les rivières non couvertes par le réseau national de prévision des crues. Dès réception par le Maire (ou son

suppléant) de l'alerte, celui-ci doit avertir ses administrés susceptibles d'être concernés par les crues, par les moyens définis à l'avance et de prendre les mesures de sauvegarde.

Face à la menace des "orages cévenols" et des crues torrentielles, le SCHAPI, Service Central d'Hydrométéorologie et d'Appui à la Prévision des Inondations a été créé en juin 2003. Ses principales missions consistent en l'appui aux services de prévision des crues au niveau national ainsi qu'en une veille hydrométéorologique 24 heures sur 24 localisée sur les bassins rapides.

Pour faire face aux événements météorologiques dangereux, Météo-France exerce les attributions de l'Etat en matière de sécurité météorologique des personnes et des biens. Météo-France est chargée, pour cette mission, de fournir l'information nécessaire aux services chargés de la sécurité civile en matière d'événements météorologiques dangereux, qualifiés d'exceptionnels, comme par exemple de fortes précipitations ou des orages importants pouvant générer des inondations par ruissellement ou débordement. La carte de vigilance, produite deux fois par jour, à 06 heures et à 16 heures, est disponible en permanence sur le site Internet de Météo-France.

Les phénomènes couverts par la vigilance météorologique sont :

- Les vents violents ;
- Les orages ;
- Les fortes précipitations (pluie-inondation) ;
- Le grand froid (neige ou verglas) ;
- La canicule (du 1er juin au 30 septembre de chaque année).

Un PPR mouvement de terrain – tassements différentiels, approuvé le 13/01/2009, intéresse également le territoire (bassin de risque département du Tarn). Le règlement du PPR Mouvement de terrain détermine les mesures de prévention des risques naturels prévisibles de mouvements de terrain différentiels liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux. Le règlement ne s'applique pas aux bâtiments à usage agricole et aux annexes d'habitation non accolées.

Le département, et par voie de conséquence la commune, est concerné par un seul zonage, incluant les secteurs faiblement à moyennement exposés à l'aléa retrait-gonflement des argiles.

En application de l'article L. 562-1 du Code de l'Environnement, le règlement définit :

- Les conditions de réalisation, d'utilisation et d'exploitation des projets d'aménagement ou de construction ;
- Les mesures relatives aux biens et activités existants en vue de leur adaptation au risque ;
- Les mesures plus générales de prévention, de protection et de sauvegarde qui incombent aux particuliers ou aux collectivités.

Les différentes catastrophes naturelles recensées sur la commune sont présentées ci-après (mise à jour au 18/08/2010). Elles permettent de qualifier et de quantifier les risques identifiés sur le territoire :

Type de catastrophe	Période	Arrêté du
Tempête	Du 06/11/1982 au 10/11/1982	18/11/1982
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	Du 01/03/1998 au 31/12/1998	08/07/2003
	Du 17/06/2011 au 31/12/2011	20/02/2013
Glissement de terrain	Du 09/06/1992 au 13/06/1992	16/10/1992
Inondations et coulées de boue	Du 09/06/1992 au 13/06/1992	16/10/1992
	Le 01/09/1997	12/03/1998

Il n'y a pas de risque très fréquent sur le territoire.

3 – Risque technologique

Transport de Matière Dangereuse (TMD) : de par ses nombreuses entreprises industrielles, le département du Tarn connaît un volume important de transport de matières dangereuses et de déchets toxiques. Les produits dangereux les plus fréquemment transportés par la route sont les produits pétroliers et les produits chimiques. La commune est concernée par le risque d'accident de transport de matières dangereuses sur les principaux axes qui la traversent et la longent, notamment **la RN 126, la RD 142 et la RD 87**. Les accidents de TMD peuvent néanmoins se produire en tout point de la commune (desserte locale). L'incendie, l'explosion ou/et le dégagement d'un nuage toxique, à la suite d'un accident, constituent un risque pour la population. Selon la nature et la matière du produit déversé, tous les bâtiments et habitations situés le long des axes de communication sont concernés par le risque. Le déversement accidentel de certains produits toxiques dans le lit des rivières peut provoquer des pollutions accidentelles ; l'ensemble des cours d'eau de la commune est alors concerné par ce risque.

Au regard du risque TMD, on retiendra que certaines restrictions de vitesse et d'utilisation du réseau routier sont mises en place (les tunnels ou les centres villes sont souvent interdits à la circulation). Certains transports routiers sont interdits les week-ends et lors de grands départs en vacances.

Cinq risques concernent la commune et un PPR est applicable sur le territoire ; la présence du Girou et de son affluent le Messal engendre un risque inondation qui fait qu'une partie du territoire est en zone inondable. Les coteaux argileux engendrent un risque de mouvement de terrain.

C. HYDROLOGIE ET QUALITE DES EAUX

Sources : carte (1/50000^{ème}) et notice géologiques de Montauban (n°930) et Grenade-sur-Garonne (n°956), carte IGN 25000^{ème}, site et données de l'Agence de l'eau du bassin Adour Garonne

1 - *Eaux souterraines*

1.1 - Généralités

Les ressources des aquifères sont conditionnées par les facteurs principaux suivants : la pluie efficace (quantité d'eau de pluie qui ruisselle et s'infiltre dans le sol), les conditions d'alimentation aux limites de l'aquifère (relations avec les rivières, avec d'autres aquifères), la porosité et la perméabilité, la fracturation des calcaires, la solubilité des roches carbonatées (karstification), la structure des corps sédimentaires, l'évolution géomorphologique des aires d'affleurement.

La zone de coteaux étudiée présente peu de sources. L'imperméabilité de la molasse fait que la pluie ruisselle rapidement. Les nappes souterraines, établies dans les lentilles sableuses ou graveleuses du Stampien, sont réduites en extension horizontale comme en épaisseur, et sont mal alimentées. Cependant, il existe quelques sources profondes, à assez fort débit, à la base des coteaux vers la vallée du Girou notamment. Ces sources peuvent mettre en communication tout un réseau de lentilles sableuses mais il est difficile de déterminer leur alimentation.

Plus fréquentes sont les sources de vallon, établies par le rassemblement des eaux glissant sous la masse des formations superficielles, et recueillant les eaux venues des lentilles sableuses de la molasse, au point bas du bassin de réception des petits ruisseaux. Mais ces sources sont toujours de faible débit, et tarissent assez fréquemment en été. Enfin, les petites vallées ont des nappes sous les alluvions actuelles ; mais par suite de l'absence du niveau caillouteux, ces nappes sont irrégulières, fragmentées selon les chenaux qui ont sculpté le socle molassique, et difficiles à déterminer.

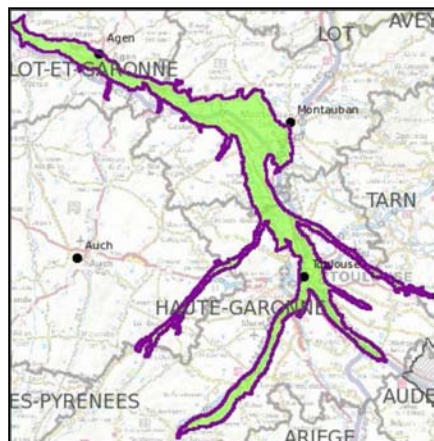
1.2 - Les terrains de la commune

Deux aquifères sont identifiés dans le cadre de la Base de Données sur le Référentiel Hydrogéologique Français (BDRH, cartographie nationale des entités hydrogéologiques françaises à laquelle est associé un ensemble d'informations thématiques).

- L'aquifère 339 « Garonne » est un aquifère alluvial de la rive droite de la Garonne et de l'Hers. Il s'étend de Villefranche-de-Lauragais sur l'Hers à Grisolles sur la Garonne. Il s'agit d'un système aquifère alluvial étendu, à nappe libre, non subordonné principalement à des cours d'eau de surface, assimilable à un monocouche. L'épaisseur non saturée moyenne est de 1 m et l'épaisseur saturée est de 3 m. Le volume total est évalué à 1350 hm³. Le volume total d'eau est évalué à 50 hm³ avec une réserve variable de 25 hm³ sur l'année.
- L'aquifère 561 « Albigeois et Toulousain » pour la moitié nord de la commune. Il s'agit d'un domaine sans aquifère libre, à aquifère captif bi- ou multicouche comportant des couches semi-perméables capacitatives ("magasin(s)" captif(s) à réserve mobilisable appréciable) et sans

échange significatifs avec la surface. La partie supérieure de la couverture peut être constituée par des formations "imperméables" ou semi-perméables non connectées au multicouche. Quatre masses d'eau souterraines² intéressent le territoire communal :

→ FRFG020 - Alluvions de la Garonne moyenne et du Tarn aval, la Save, l'Hers mort et le Girou :



cette masse d'eau de type alluvial est libre.

Elle recouvre une superficie de 1479 km² et présente un bon état quantitatif mais un mauvais état chimique.

Les paramètres déclassant sont les nitrates et les pesticides.

Les pressions que subit cette masse d'eau sont les suivantes :

SDAGE 2010-2015

<u>Pression qualitative</u>	Pression
Occupation agricole des sols (répartition des cultures, azote organique et phytosanitaires) :	Forte
Elevage :	Faible
Non agricole (nitrates issus de l'assainissement autonome, phytosanitaires utilisés par les usagers non agricoles, sites et sols pollués,...) :	Moyenne
Des milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges des milieux aquatiques superficiels sur la masse d'eau souterraine) :	Inconnue
Sur les milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges de la masse d'eau souterraine sur les milieux aquatiques superficiels) :	Inconnue
<u>Pression quantitative</u>	Pression Evolution
Prélèvement agricole :	Forte →
Prélèvement industriel :	Moyenne →
Prélèvement eau potable :	Moyenne →
Recharge artificielle (par modification directe ou indirecte de la recharge) :	Absente
Des milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges des milieux aquatiques superficiels sur la masse d'eau souterraine) :	Inconnue
Sur les milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges de la masse d'eau souterraine sur les milieux aquatiques superficiels) :	Inconnue

² Une masse d'eau souterraine est un volume distinct d'eau souterraine à l'intérieur d'un ou de plusieurs aquifères.

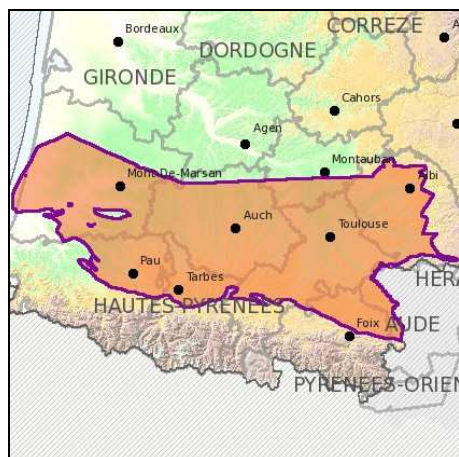


→ FRFG043 - Molasses du bassin de la Garonne et alluvions anciennes de Piémont : la masse d'eau présente des problèmes de qualité liés aux produits phytosanitaires et aux nitrates. La masse d'eau est « imperméable, localement aquifère », les problèmes de qualité repérés sont donc à mettre en relation avec les aquifères locaux concernés. L'état de cette masse d'eau n'est pas classé d'un point de vue quantitatif et il est mauvais d'un point de vue chimique, du fait des nitrates et pesticides.

Les pressions sur cette masse d'eau sont les suivantes :

SDAGE 2010-2015

<u>Pression qualitative</u>	Pression	
Occupation agricole des sols (répartition des cultures, azote organique et phytosanitaires) :	Forte	
Elevage :	Forte	
Non agricole (nitrates issus de l'assainissement autonome, phytosanitaires utilisés par les usagers non agricoles, sites et sols pollués,...) :	Moyenne	
Des milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges des milieux aquatiques superficiels sur la masse d'eau souterraine) :	Inconnue	
Sur les milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges de la masse d'eau souterraine sur les milieux aquatiques superficiels) :	Inconnue	
<u>Pression quantitative</u>	Pression	Evolution
Prélèvement agricole :	Moyenne	→
Prélèvement industriel :	Faible	→
Prélèvement eau potable :	Moyenne	→
Recharge artificielle (par modification directe ou indirecte de la recharge) :	Absente	
Des milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges des milieux aquatiques superficiels sur la masse d'eau souterraine) :	Inconnue	
Sur les milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges de la masse d'eau souterraine sur les milieux aquatiques superficiels) :	Inconnue	

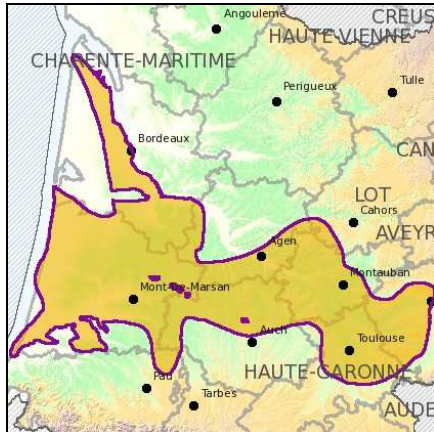


FRFG082 - sables, calcaires et dolomies de l'éocène-paléocène captif sud AG : cette masse d'eau à dominante sédimentaire non alluviale s'étend sur 25888 km² et est majoritairement captive. Son état (2000 – 2008) quantitatif est évalué comme mauvais (le test balance « recharge / prélèvements » a été médiocre) et son état chimique est bon.

Les pressions, assez faibles sur cette masse d'eau, sont les suivantes :

<u>Pression qualitative</u>		Pression
Occupation agricole des sols (répartition des cultures, azote organique et phytosanitaires) :		Faible
Elevage :		Faible
Non agricole (nitrates issus de l'assainissement autonome, phytosanitaires utilisés par les usagers non agricoles, sites et sols pollués,...) :		Faible
Des milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges des milieux aquatiques superficiels sur la masse d'eau souterraine) :		Faible
Sur les milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges de la masse d'eau souterraine sur les milieux aquatiques superficiels) :		Absente
<u>Pression quantitative</u>		Pression Evolution
Prélèvement agricole :		Faible →
Prélèvement industriel :		Faible →
Prélèvement eau potable :		Moyenne ↗
Recharge artificielle (par modification directe ou indirecte de la recharge) :		Absente
Des milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges des milieux aquatiques superficiels sur la masse d'eau souterraine) :		Faible
Sur les milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges de la masse d'eau souterraine sur les milieux aquatiques superficiels) :		Absente

→ **FRFG083 - Calcaires et sables de l'oligocène à l'ouest de la Garonne** : cette masse d'eau à dominante sédimentaire non alluviale s'étend sur 23493 km² et est majoritairement captive. Son état (repris de 2004) quantitatif est évalué comme bon tout comme son état chimique.



Les pressions sur cette masse d'eau sont globalement faibles, excepté celles liés aux prélèvements agricoles et pour l'eau potable.

Pression qualitative		Pression
Occupation agricole des sols (répartition des cultures, azote organique et phytosanitaires) :		Faible
Elevage :		Faible
Non agricole (nitrates issus de l'assainissement autonome, phytosanitaires utilisés par les usagers non agricoles, sites et sols pollués,...) :		Faible
Des milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges des milieux aquatiques superficiels sur la masse d'eau souterraine) :		Faible
Sur les milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges de la masse d'eau souterraine sur les milieux aquatiques superficiels) :		Absente
Pression quantitative		Pression Evolution
Prélèvement agricole :		Forte →
Prélèvement industriel :		Faible →
Prélèvement eau potable :		Forte →
Recharge artificielle (par modification directe ou indirecte de la recharge) :		Absente
Des milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges des milieux aquatiques superficiels sur la masse d'eau souterraine) :		Faible
Sur les milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges de la masse d'eau souterraine sur les milieux aquatiques superficiels) :		Faible

2 - Réseau hydrographique et qualité des eaux superficielles

2.1 – Réseau hydrographique

La commune s'implante en rive droite du Girou. Elle est pour près de 87% de son territoire dans la zone hydrographique du « Girou du confluent de l'Algans au confluent de la Vendinelle » et pour 14% dans la zone hydrographique du « Girou du confluent de la Vendinelle au confluent du Foncalbe (inclus) ».

Cinq cours d'eau (hors bras) marquent le territoire :

- Le Girou
- Le Messal
- Ruisseau de Cun
- Ruisseau d'en Bouet
- Ruisseau de Dives.

→ Le Girou longe, ici, la limite sud de la commune sur un linéaire de près de 2,3 km. Le Girou est une rivière qui parcourt les départements du Tarn et de la Haute-Garonne ; il est un sous-affluent de la Garonne par l'Hers-Mort. Il prend sa source à proximité de la Borie Neuve, dans la commune de Puylaurens, il se jette dans l'Hers-Mort au nord de Saint-Jory, après un parcours de 62 kilomètres.

L'état de la masse d'eau a été évalué (Evaluation SDAGE 2010 sur la base de données 2006-2007) : l'état écologique est moyen avec un état biologique moyen et un état physico-chimique également moyen. L'état chimique est bon.

Des mesures ont été réalisées sur le Girou à Verfeil, au niveau du pont de la D77d au lieu-dit en Olivier, à environ 11 km en aval de Villeneuve-lès-Lavaur. Les données 2006/2007 (SDAGE 2010/2015) sont les suivantes :

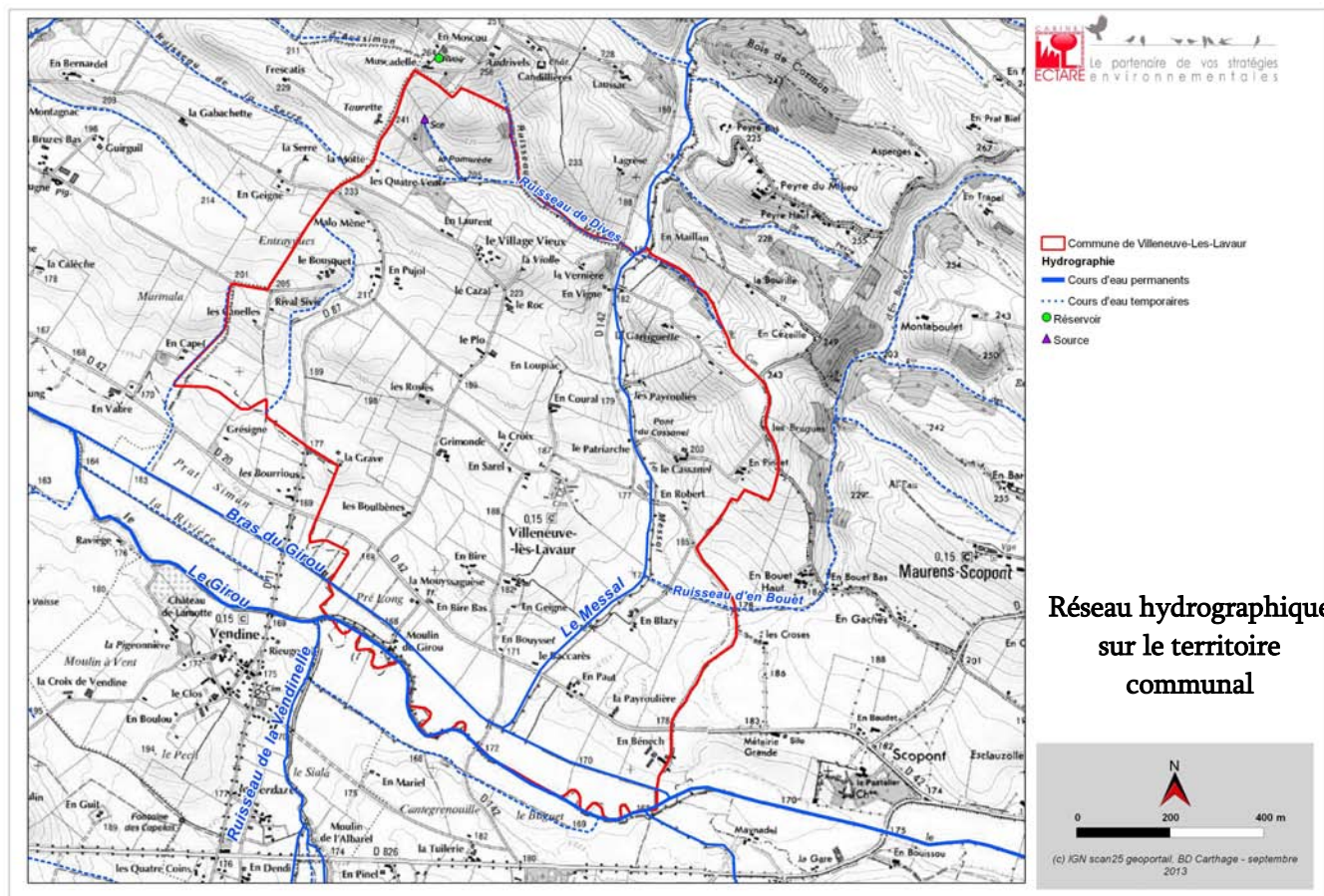
ECOLOGIE		Non classé
Physico-chimie		Médiocre
		Valeurs retenues *
Oxygène		Médiocre
Carbone Organique (COD)	Moyen	9,8 mg/l
Demande Biochimique en oxygène en 5 jours (D.B.O.5) (DBO5)	Médiocre	16 mg O2/l
Oxygène dissous (O2 Dissous)	Bon	6,4 mg O2/l
Taux de saturation en oxygène (Taux saturation O2)	Moyen	64 %
Nutriments		Moyen
Ammonium (NH4+)	Bon	0,3 mg/l
Nitrites (NO2-)	Bon	0,22 mg/l
Nitrates (NO3-)	Bon	37 mg/l
Phosphore total (Ptot)	Moyen	0,38 mg/l
Orthophosphates (PO4(3-))	Bon	0,23 mg/l
Acidification		Bon
Potentiel min en Hydrogène (pH) (pH min)	Très bon	7,7 U pH
Potentiel max en Hydrogène (pH) (pH max)	Bon	8,3 U pH
Température de l'Eau (T°C)		Bon
Elément qualité retenu pour calculer l'état :		Très bon Bon Moyen Médiocre Mauvais Non classé
Elément qualité non retenu pour calculer l'état :		Très bon Bon Moyen Médiocre Mauvais Non classé
Soulignés, les éléments de qualité assouplis (cf. arrêté du 25 janv. 2010)		

Ecologie		Moyen
Physico-chimie		Bon
Carbone Organique (COD) :	Très bon	
Demande Biochimique en oxygène en 5 jours (D.B.O.5) (DBO5) :	Très bon	
Oxygène dissous (O2 Dissous) :	Très bon	
Taux de saturation en oxygène (Taux saturation O2) :	Bon	
Ammonium (NH4+) :	Bon	
Nitrites (NO2-) :	Très bon	
Nitrates (NO3-) :	Très bon	
Phosphore total (Ptot) :	Bon	
Orthophosphates (PO4(3-)) :	Bon	
Potentiel min en Hydrogène (pH) (pH min) :	Très bon	
Potentiel max en Hydrogène (pH) (pH max) :	Bon	
Température de l'Eau (T°C) :	Bon	
Biologie		Moyen
Indice Biologique Diatomées (IBD) :	Moyen	13,3/20
Indice Biologique Global Normalisé (I.B.G.N.) (IBGN) :	Moyen	10,5/20
Indice Poisson Rivière (IPR) :	Moyen	16,1 ∞
Paramètres chimiques		
Chimie :	Bon	

Légende : ■ Très bon ■ Bon ■ Moyen ■ Médiocre ■ Mauvais ■ Non classé

En 2012, les mesures effectuées présentaient les paramètres suivants :

- Le ruisseau de Messal prend naissance vers la commune de Lacougotte-Cadoul, au nord-est de Villeneuve-lès-Lavaur. Il coule de nord-est en sud-ouest, alimenté par de nombreux petits affluents. Il est en partie retenu au niveau du Lac de Messal qui se situe en limite des deux communes de Viviers-lès-Lavaur et de Veilhes. Il fait en tout 9 km de long. Il draine, de manière générale, les coteaux au nord de la commune. Le Messal rejoint le Girou au sud-est de la commune de Bannières. Il s'écoule du nord au sud sur la commune de Villeneuve-lès-Lavaur, Dans la traversée des communes de Bannières et de Montcabrier, il a un tracé très rectiligne. Son état écologique est modélisé comme moyen et son état chimique comme bon.
- Les ruisseaux de Dives, d'En Bouet et du Cun s'écoulent en limite de la commune de Villeneuve-lès-Lavaur, ils se jettent dans le ruisseau le Messal. Il n'y a pas de mesure de qualité ou de quantité sur ces derniers cours d'eau.



2.2 – Usages de l'eau

- Aucun prélèvement d'eau dans le milieu n'a été déclaré sur le territoire communal ;
- Aucun ouvrage (point d'eau, sources, rejet...) n'est identifié sur le territoire.

3 - Objectifs de qualité et orientations du SDAGE

3.1 – Orientations du SDAGE

Le SDAGE et le PDM 2010-2015 du bassin Adour Garonne, qui intègrent les obligations définies par la directive européenne sur l'eau (DCE) ainsi que les orientations du Grenelle de l'environnement pour atteindre un bon état des eaux d'ici 2015, ont été adoptés par le comité de bassin le 16 novembre 2009, puis approuvés par l'arrêté du préfet coordinateur du bassin le 1^{er} décembre 2009. Il sera mis à jour tous les six ans.

Le SDAGE propose six grandes orientations constituant les règles essentielles de gestion pour atteindre les objectifs environnementaux de la DCE (notamment le bon état des eaux) mais également les objectifs spécifiques au bassin (gestion quantitative, zones humides, migrateurs, ...) :

- ➔ Créer les conditions favorables à une bonne gouvernance ;
- ➔ Réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques ;
- ➔ Gérer durablement les eaux souterraines, préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides ;
- ➔ Assurer une eau de qualité pour les activités et usages respectueux des milieux aquatiques ;
- ➔ Maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique ;
- ➔ Privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire.

Trois axes ont été identifiés prioritaires pour atteindre les objectifs du SDAGE :

1. Réduire les pollutions diffuses ;
2. Restaurer le fonctionnement de tous les milieux aquatiques ;
3. Maintenir des débits suffisants dans les cours d'eau en période d'étiage en prenant en compte le changement climatique (gestion rationnelle des ressources en eau).

Les enjeux des différentes Unités Hydrographiques de Référence (UHR) marquant le territoire de Villeneuve-lès-Lavaur sont les suivants :

➔ Pour l'UHR Hers-mort Girou :

- Pollutions diffuses agricoles (grandes cultures) ;
- Pollutions domestiques ;
- Déficit des débits d'étiage ;
- Fonctionnalité des cours d'eau : artificialisation des rivières (ripisylve, berges, lit mineur...), raréfaction des zones humides ;
- Vulnérabilité des ressources AEP.

➔ Pour l'UHR Nappes Profondes :

- Equilibre entre captages et renouvellement ;
 - Risques d'intrusion saline ;
 - Risques (pour l'AEP) d'extension d'un panache très minéralisé (riche en sulfates et fluor) ;
-

- Pollutions anthropiques (nitrates, pesticides, toxiques...) au voisinage des affleurements.

→ Pour l'UHR Garonne :

- Pollutions domestiques ;
- Pollutions diffuses agricoles (nitrates, pesticides) : altération des cours d'eau et nappes alluviales ;
- Vulnérabilité des ressources AEP ;
- Déficit des débits d'étiage ;
- Fonctionnalité des cours d'eau (aménagements hydroélectriques) : migration, éclusées...

→ Pour l'UHR « Rivières de Gascogne » :

- Pollutions diffuses agricoles (grandes cultures) ;
- Déficit des débits d'étiage ;
- Fonctionnalité des cours d'eau : artificialisation des rivières (ripisylve, berges, lit mineur...), raréfaction des zones humides ;
- Vulnérabilité des ressources AEP ;

Les objectifs du PLU doivent être menés en prenant en compte les enjeux qui le concernent potentiellement.

3.2 - Objectifs de qualité

La directive cadre sur l'eau du 23 octobre 2000 (DCE) prévoit, pour 2015 en particulier, un **objectif de bon état pour l'ensemble des milieux aquatiques**. Un programme de mesures (PDM), associé au schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), fixe les modalités d'atteinte de cet objectif. Le secteur d'étude est concerné par le SDAGE 2010-2015 du bassin Adour-Garonne et le PDM Adour-Garonne 2010-2015 l'accompagnant, constituant le recueil des actions dont la mise en œuvre est nécessaire pour atteindre les objectifs fixés par le SDAGE, en application de la DCE.

Le SDAGE 2010-2015 du bassin Adour-Garonne fixe les objectifs environnementaux suivant au niveau du bassin :

- Sur 2808 masses d'eau superficielles : 60% seront en bon état écologique en 2015 ;
- Sur 105 masses d'eau souterraines : 58% seront en bon état chimique en 2015.

Pour les eaux de surface, le bon état est obtenu lorsque l'état écologique (ou le potentiel écologique) et l'état chimique sont simultanément bons. Pour les eaux souterraines, le bon état est obtenu lorsque l'état quantitatif et l'état chimique sont simultanément bons.

Sur Villeneuve-lès-Lavaur, deux masses d'eau sont identifiées comme **masse d'eau de rivière** dans le cadre de la DCE. Elles sont le support de la Directive Cadre sur l'Eau pour évaluer les états, les risques de non atteinte du bon état, les objectifs (2015, 2021 ou 2027) et les mesures pour y arriver.

L'objectif de bon état global de la masse d'eau Le Girou du confluent de l'Algans au confluent de l'Hers mort est fixé pour 2021 :

SDAGE 2010-2015	Objectif état global :	Bon état 2021
	Objectif état écologique :	Bon état 2021
	Type de dérogation :	Conditions naturelles, Raisons techniques
	Justification dérogation :	Hydromorphologie : Hydrologie fonctionnelle, Morphologie, Lutte contre les pollutions diffuses agricoles
Objectif état chimique : Bon état 2015		

L'objectif de bon état global de la masse d'eau Le Messal est également fixé pour 2021 :

SDAGE 2010-2015	Objectif état global :	Bon état 2021
	Objectif état écologique :	Bon état 2021
	Type de dérogation :	Conditions naturelles, Raisons techniques
	Justification dérogation :	-
Objectif état chimique : Bon état 2015		

Concernant les masses d'eau souterraines, les objectifs sont fixés ainsi :

→ FRFG043 - Molasses du bassin de la Garonne et alluvions anciennes de Piémont :

Objectif état global :	Bon état 2021
Type de dérogation :	Conditions naturelles
Objectif état quantitatif :	Bon état 2015
Objectif état chimique :	Bon état 2021

→ FRFG082 - sables, calcaires et dolomies de l'éocène-paléocène captif sud AG (UHR nappes profondes)

Objectif état global :	Bon état 2027
Type de dérogation :	Conditions naturelles
Objectif état quantitatif :	Bon état 2027
Objectif état chimique :	Bon état 2015

→ FRFG020 - Alluvions de la Garonne moyenne et du Tarn aval, la Save, l'Hers mort et le Girou :

SDAGE 2010-2015	Objectif état global :	Bon état 2021
	Type de dérogation :	Conditions naturelles
	Objectif état quantitatif :	Bon état 2015
	Objectif état chimique :	Bon état 2021

Les mesures définies au niveau de l'UHR « Hers mort Girou » (pour les masses d'eau superficielles), de l'UHR « Garonne » (pour la masse d'eau souterraine « Alluvions de la Garonne moyenne et du Tarn aval, la Save, l'Hers mort et le Girou »), au niveau de l'UHR « Rivières de Gascogne » (pour la masse d'eau souterraine Molasses du bassin de la Garonne et alluvions anciennes de Piémont) et de l'UHR « nappes profondes (pour les masses d'eau « sables, calcaires et dolomies de l'éocène-paléocène captif sud AG », « calcaires et sables de l'oligocène à l'ouest de la Garonne ») et concernant potentiellement la collectivité sont les suivantes :

- Améliorer la connaissance des performances des réseaux d'assainissement (Conn-3-03) ;
- Réaliser des schémas d'assainissement des eaux usées départementaux ou par bassin et si nécessaire pour les bassins urbanisés un schéma de gestion des eaux pluviales (Ponc-1-03) ;
- Mettre en place des techniques de récupération des eaux usées ou pluviales pour limiter les déversements par temps de pluie (Ponc-1-04) ;

- Améliorer les équipements et les pratiques en matière d'utilisation de produits phytosanitaires (local de stockage des produits phytosanitaires, sécurisation des aires de remplissage et de rinçage) (Dif-3-01) ;
- Mettre en œuvre des plans d'actions "phytosanitaires" visant les usages non agricoles (diminution des doses, utilisation de techniques alternatives, formation, sensibilisation et bilans ...) (Dif-3-04) ;
- Entretenir les berges et abords des cours d'eau ainsi que les ripisylves (Fonc-2-02) ;
- Réaliser des études et des travaux visant à traiter les problématiques "seuils" et maintien des faciès d'écoulement (Fonc-2-03) ;
- Déterminer les espaces de mobilité des cours d'eau (Fonc-2-05) ;
- Aménagement ou effacement des ouvrages pour rétablir la libre circulation pour les migrateurs (notamment mise en œuvre de la trame bleue) (Fonc-4-01) ;
- Aménagement des ouvrages pour favoriser le transport des matières solides (Fonc-4-02) ;
- Favoriser les économies d'eau : sensibilisation, économies, réutilisation d'eau pluviale ou d'eau de STEP, mise en œuvre des mesures agroenvironnementales (amélioration des techniques d'irrigation, évolution des assolements...) (Prel-2-02) ;
- Développer les aménagements de ralentissement dynamiques (Inon-1-02).

D'autres mesures concernent les autres acteurs du territoire (agriculteurs, particuliers, industriels, institutionnels...) et devront être prises en compte le cas échéant.

3.3 - Programmation du SDAGE

L'ensemble du territoire est en zone de vigilance nitrates grandes cultures et en zone de vigilance pesticides.

Dans ces zones, les efforts de réduction des pollutions diffuses d'origine agricole résultent :

- Des opérations de sensibilisation et de promotion des bonnes pratiques ;
- Des obligations réglementaires (programme d'actions en zone vulnérable notamment) ;
- De la mise en œuvre de démarches volontaires (plans d'actions concertés) sur des territoires prioritaires.

4 - Périmètre de gestion intégrée et zonages réglementaires

4.1 – Périmètre de gestion intégrée

La commune fait partie du territoire du SAGE « Hers-Mort-Girou » en phase d'émergence. La phase d'émergence a débuté en 2009. Elle a été pilotée et animée par le Conseil Général de la Haute Garonne en concertation avec les services de l'Etat et l'Agence de l'Eau Adour Garonne. Menée dans le cadre d'une très large concertation, cette phase d'émergence a permis d'identifier les enjeux majeurs et de définir un périmètre qui a été approuvé par l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2011. L'arrêté préfectoral portant création de la CLE a été signé par le préfet de la Haute

Garonne le 09 février 2012. Le SAGE entre alors dans sa phase d'élaboration, avec la réunion d'installation de la CLE le 19 mars 2012. Ce SAGE devrait être approuvé avant 2015.

4.2 – Zonages réglementaires

L'aire d'étude est en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) 8108 par arrêté préfectoral du 27 mars 1996. Les zones de répartition des eaux sont des zones caractérisées par une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins.

Le Girou est un cours d'eau classé. Dans ces cours d'eau, tout ouvrage doit comporter des dispositifs assurant la circulation des poissons migrateurs. L'exploitant de l'ouvrage est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien de ces dispositifs.

Toute la commune est en zone sensible ce qui signifie que cette zone est particulièrement sensible aux pollutions. Il s'agit notamment des zones qui sont sujettes à l'eutrophisation et dans lesquelles les rejets de phosphore, d'azote ou de ces deux substances, doivent être réduits. La mise en place d'un système de collecte et de station(s) d'épuration (avec traitement complémentaire de l'azote et/ou du phosphore et/ou d'un traitement de la pollution microbiologique) est obligatoire dans ces secteurs.

Les cours d'eau du territoire sont tous classés en deuxième catégorie piscicole ce qui signifie qu'ils n'accueillent pas d'espèces de salmonidés (*les cours d'eau classés en 1^{ère} catégorie piscicole sont ceux qui peuvent accueillir les espèces de salmonidés*).

La commune s'implante dans le bassin versant du Girou. Elle est drainée par le Girou et son affluent le Messal qui traverse les coteaux.

Il n'existe pas de contrainte rédhibitoire pour l'aménagement du territoire en matière de qualité et de ressource en eau et peu de document d'orientation sont en vigueur sur le territoire.

La commune est incluse dans le périmètre d'un SCoT approuvé. Conformément à l'article L.131-1 du Code de l'Urbanisme, le SCoT est compatible avec le SDAGE. Le PLU doit être compatible avec le SCoT (pas de lien juridique entre le PLU et le SDAGE).

D. CLIMATOLOGIE

Sources : site météo France, base de données Météorage

1 - Données climatologiques générales

Villeneuve-lès-Lavaur se trouve dans le département du Tarn, à la limite du département de la Haute-Garonne. Le climat du secteur peut être correctement défini à partir des informations recueillies auprès de la station météorologique de Toulouse Blagnac, située à 35 km environ au nord-ouest.

Le Lauragais bénéficie d'influences atlantiques et méditerranéennes, avec des hivers doux, des printemps humides et des étés chauds. Ce sont les masses d'air venues de l'ouest qui apportent des précipitations.

2 - Caractéristiques climatologiques

La commune se situe à une douzaine de kilomètres au sud de la station météorologique de Montauban. Les caractéristiques climatologiques y sont les suivantes :

2.1 - Les températures

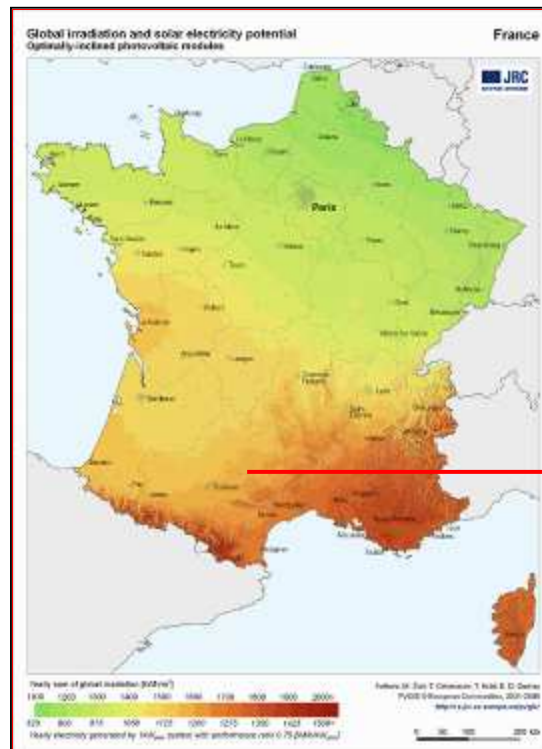
A Toulouse-Blagnac, les caractéristiques sont les suivantes :

Station: Toulouse-Blagnac													Dépt.: 31 HAUTE-GARONNE
Alt: 151 m Lat. Lon.: 43°37' N 1°23' E													Période: 01/01/1961-31/12/1990
	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jun	Jul	Aou	Sep	Oct	Nov	Déc	Année
Température minimale (Tmin en °C)													
Q80	3.1	4.9	5.4	7.4	11.1	13.7	16.2	16	13.5	11.1	6.7	4.2	8.5
MOY	1.8	2.9	4	6.5	9.6	12.8	15.2	15	12.7	9.5	5	2.5	8.1
Q20	0.9	1.1	2.7	5.4	8.8	11.9	14.2	13.8	11.6	8.1	3.4	0.5	7.6
Température moyenne (Tmoy en °C)													
Q80	6.6	8.6	9.7	12.5	15.7	19.1	22.5	21.8	19.7	15.9	10.7	7.7	13.4
MOY	5.4	6.8	8.7	11.3	14.8	18.4	21.3	20.8	18.5	14.4	8.9	5.9	12.9
Q20	4.2	4.8	7.4	10.2	13.8	17.4	20	19.6	17	13.3	7.4	3.8	12.5
Température maximale (Tmax en °C)													
Q80	10.6	13.2	15	17.8	21.4	24.8	29.1	28.1	25.8	21	14.5	11.1	18.3
MOY	9	10.8	13.4	16.1	20	23.9	27.4	26.7	24.3	19.2	12.9	9.4	17.8
Q20	7.5	8.8	12.3	14.6	18.6	22.5	25.7	25.3	22.3	18	11.2	7.4	17.3
Nombre de jours de gel													
Q80	14.6	13.6	7.8	1.8	0	0	0	0	0	0	6	14.8	48.8
MOY	9.9	8	5.1	0.8	0	0	0	0	0	0.2	4	9	36.9
Q20	6	3.2	2	0	0	0	0	0	0	0	0.2	5	24.6
Nombre de jours avec :													
TX>=30°C	0	0	0	0	0.2	2.9	8.5	6.7	3	0	0	0	21.3
TX>=25°C	0	0	0.1	0.4	4	12	22.1	20.5	13.2	2.1	0	0	74.3
TX<=0°C	1.4	0.3	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2.7	
TM>=18°C	0	0	0	0.1	4.7	16.3	26.8	26.2	17.3	5	0.1	0	96.5
TN<=-5°C	2.2	0.8	0.4	0	0	0	0	0	0	0	0.3	1.5	5.2

On retiendra que dans le Lauragais, la température moyenne annuelle est située entre 12°C et 13°C. La moyenne du mois le plus froid descend rarement en dessous de 5°C. L'été est souvent caniculaire et arrive sans transition.

2.2 - L'insolation

A Toulouse, l'ensoleillement est de l'ordre de 2000 heures/an. Le gisement solaire est quant à lui de l'ordre de 1650 kwh/m².

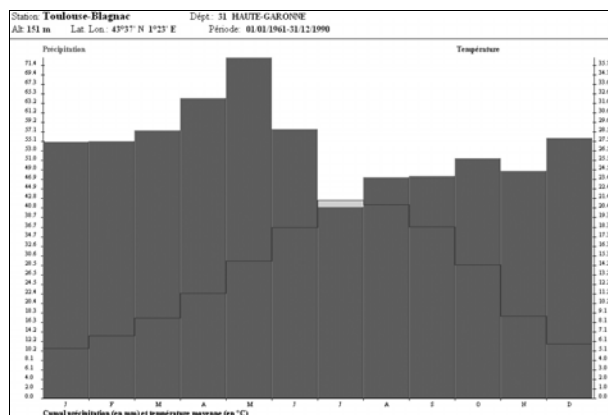



Villeneuve-
lès-Lavaur

Gisement Solaire, France

2.3 - Les précipitations

A Toulouse, le cumul des précipitations est de l'ordre de 650 mm en moyenne. La hauteur maximale des précipitations en 24h00 est de 82,7 mm.



	Station: Toulouse-Blagnac						Dépt.: 31 HAUTE-GARONNE						
Alt: 151 m		Lat. Lon.: 43°37' N 1°23' E					Période: 01/01/1961-31/12/1990						
Cumul mensuel des précipitations (en mm)													
	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jun	Jul	Aou	Sep	Oct	Nov	Déc	Année
Q80	85.1	76.3	83.1	91.4	98.5	83	61.9	67.6	76	91.3	68.7	76	747.3
MOY	55.1	55.2	57.5	64.4	73.1	57.8	41	47.4	47.7	51.5	48.8	55.9	655.7
Q20	24.7	32.4	34.8	35.7	37.3	33.1	16	15	16.8	19.3	34.3	22.1	555.2
Hauteur maximale des précipitations en 24 h (en mm)													
	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jun	Jul	Aou	Sep	Oct	Nov	Déc	Année
mm	27.8	58.6	42.2	43.8	55	54.1	82.7	56.6	37.8	59.3	33.7	46.4	82.7
DATE	30/01/88	12/02/90	22/03/71	23/04/88	13/05/88	18/06/88	07/07/77	26/08/83	09/09/76	11/10/70	07/11/62	13/12/81	07/07/77
Nombre de jours avec précipitations (RR)													
	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jun	Jul	Aou	Sep	Oct	Nov	Déc	Année
RR>=1mm	10.1	9.4	10.6	10.5	10.2	7.9	4.9	6.3	6.5	7.1	8.7	9.2	101.3
RR>=5mm	4.2	3.5	4.1	4.3	4.5	3.8	2.2	2.6	3	3.2	3.3	3.8	42.5
RR>=10mm	1.3	1.2	1.2	1.7	2.4	1.6	1.3	1.4	1.4	1.3	1.2	1.6	17.7

Précipitations à Toulouse

Dans le secteur d'étude, la pluviosité annuelle est généralement comprise entre 600 et 750 mm. Les précipitations sont relativement bien réparties. Le printemps est la saison la plus arrosée (environ un tiers du total annuel), du fait de l'influence du climat océanique. Les précipitations estivales représentent environ 20% du total annuel. Cependant, en juillet-août, une certaine sécheresse succède au printemps humide.

2.4 - Les vents

Le sud du département est assez souvent balayé, par un vent régional de sud-est qui parcourt ensuite la vallée de la moyenne Garonne : il s'agit de l'autan, ou vent d'autan, un vent violent et turbulent, du fait des accélérations qu'il subit en s'engouffrant dans des vallées resserrées, comme c'est le cas à dans la vallée du Thoré ou au pied de la Montagne Noire.

Sa forme la plus fréquente est l'autan blanc, qui peut durer jusqu'à une semaine : ayant perdu son humidité sur les versants ascendants des reliefs méditerranéens, ce vent est associé au beau temps ; frais en hiver, chaud en été, il est généré par l'association entre une situation anticyclonique sur l'Europe de la Baltique et une zone dépressionnaire sur le Portugal.

Plus rare est l'autan noir, qui souffle dans le prolongement d'un marin suffisamment humide pour garder une part de cette humidité après avoir franchi les reliefs : ce vent chaud, qui peut amener des précipitations, ne dure généralement qu'un ou deux jours ; il est lié à une dépression située dans le golfe de Gascogne et se déplaçant vers le nord-est.

2.5 - L'activité orageuse

L'activité orageuse est définie par la densité d'arcs (Da) = nombre d'arcs, par km² et par an. La base de données METEORAGE indique, pour la commune de Villeneuve-lès-Lavaur et pour la moyenne nationale, les valeurs suivantes :

Commune	Da
Villeneuve-lès-Lavaur	1,26
<i>Moyenne France</i>	<i>1,55</i>

Activité orageuse sur la commune (source : Météo-France - période 2003 - 2012)

Le secteur est au-dessous de la moyenne nationale. Ceci illustre le fait que le secteur est soumis à des orages peu fréquents sans probabilité de foudroiement particulièrement élevée.

Les caractéristiques climatologiques locales ne présentent pas de contraintes majeures.

FLORE, FAUNE ET MILIEUX « NATURELS »

Sources : site internet de la DREAL, bibliographie, site INPN

A. CONTEXTE BIOGEOGRAPHIQUE

La commune se développe dans la vallée du Girou, mais est également marquée par une zone de coteaux sur sa partie nord, les coteaux du Lauragais.

L'occupation des sols essentiellement marquée par l'agriculture.

Le Lauragais constitue une partie d'un vaste ensemble de coteaux et de vallées où dominent les terres cultivées (céréales, oléagineux), les bois ne constituant la plupart du temps que des bosquets disséminés dans les champs. La forêt occupe en effet 6 639 hectares soit 9,6% de la surface totale du Lauragais.

Le Lauragais est couvert par deux étages de végétation :

- L'étage méso méditerranéen occupe la majeure partie de la région jusqu'à une ligne suivant à peu près « la rigole » de la Montagne Noire et passant en limite est du lac de la Ganguise. L'étage méso méditerranéen inférieur couvre la vallée du Fresquel, à l'est de Castelnaudary. Il correspond aux séries du pin pignon, du chêne-liège et du micocoulier. L'étage méso méditerranéen supérieur, où le chêne vert est prépondérant, occupe le reste de la partie orientale de la région ;
- L'étage sup atlantique couvre les secteurs soumis aux influences océaniques. Le chêne pubescent et le chêne rouvre y sont prépondérants.

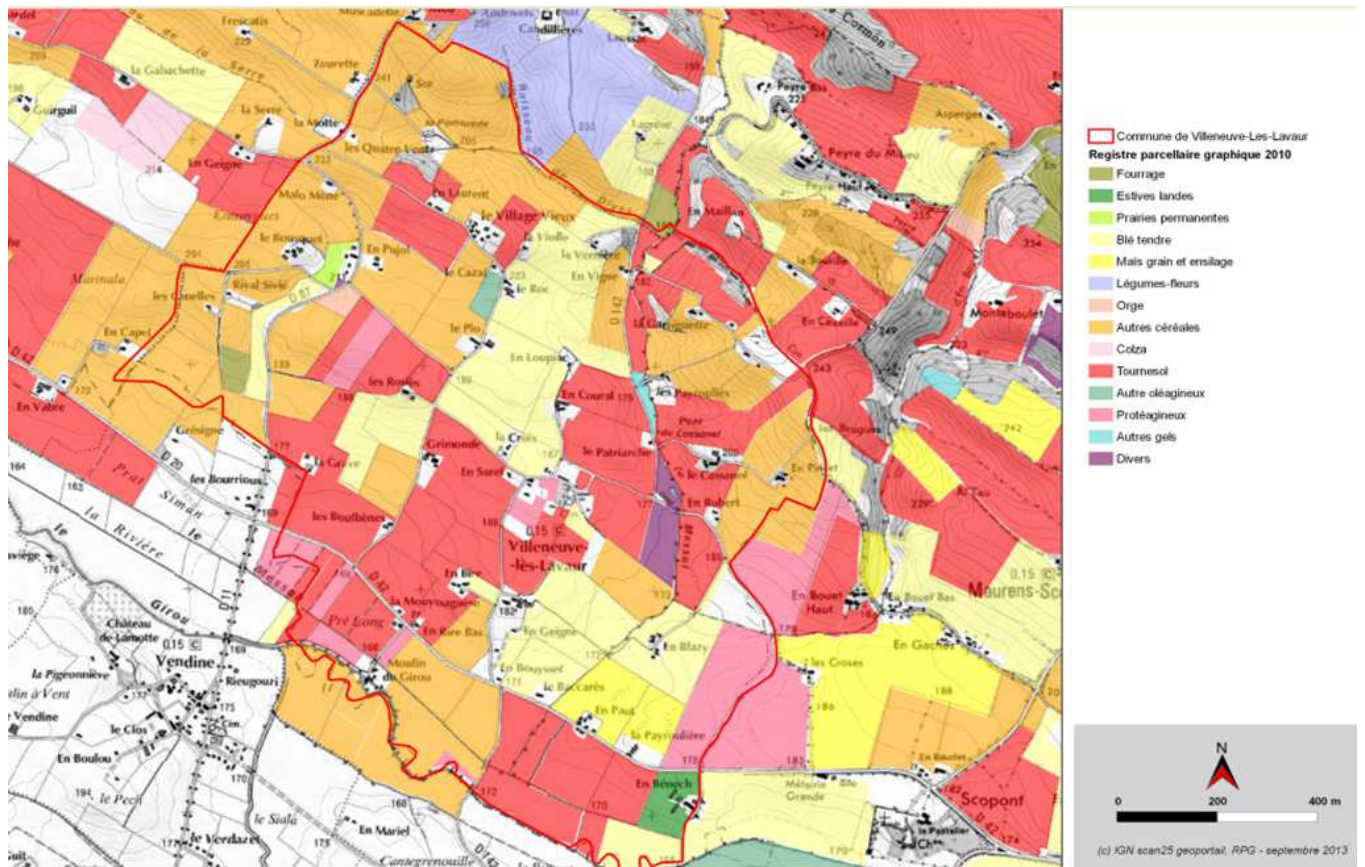
Sa situation géographique en limite des influences méditerranéennes et atlantiques est la principale richesse écologique de cette région. En effet, on trouve à très peu de distance des milieux très différents allant de la chênaie pédonculée à des pelouses sèches méditerranéennes. Certaines essences y sont en limite d'aire (par exemple, le charme).

Sur le territoire communal cependant, c'est l'agriculture qui domine nettement l'occupation du sol. La quasi-totalité du territoire est en effet vouée aux cultures : tournesol, blé tendre et autres céréales dominent. Il existe une parcelle en prairie permanente, une à destination de fourrage.

Cinq petits espaces boisés marquent ensuite le territoire communal. Ils sont de petite taille et sont tous concentrés dans la partie nord du territoire, sur les coteaux ou dans les vallons.

Les zones d'habitat sont souvent bordées de petits espaces boisés d'agrément. Quelques haies bordent les parcelles agricoles, essentiellement dans la partie nord-est de la commune.

Les cours d'eau sont accompagnés d'une ripisylve globalement peu importante.



Registre Parcellaire Graphique 2010

B. STATUTS DE PROTECTION ET INVENTAIRES

Sur le territoire communal, aucun espace ne fait l'objet d'une protection ou d'un inventaire au titre du patrimoine naturel.

L'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. On distingue 2 types de ZNIEFF :

- les ZNIEFF de type I : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique ;
- les ZNIEFF de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

Cet inventaire est devenu aujourd'hui un des éléments majeurs de la politique de protection de la nature. Il doit être consulté dans le cadre de projets d'aménagement du territoire (document d'urbanisme, création d'espaces protégés, élaboration de schémas départementaux de carrières...).

La zone inventoriée la plus proche est la ZNIEFF de type 1 « La Vendinelle, le Girou et prairies annexes », au sud de Villeneuve-lès-Lavaur.

C. RESEAU NATURA 2000

La constitution du réseau Natura 2000 repose sur la mise en œuvre de deux directives européennes – les directives « oiseaux » et « habitats ». Son objectif est la conservation, voire la restauration d'habitats naturels et d'habitats d'espèces de la flore et de la faune sauvage, et d'une façon générale, la préservation de la diversité biologique.

Les sites instaurés au titre de la Directive « Habitats » sont désignés en tant que Zones Spéciales de Conservation (ZSC). Suite à l'approbation de la Commission européenne du site d'intérêt communautaire (SIC), il est désigné et intégré au réseau Natura 2000. Enfin, c'est par arrêté ministériel que le site d'intérêt communautaire est désigné en tant que Zone Spéciale de Conservation.

Le site N2000 le plus proche est la Zone Spéciale de Conservation FR7301631 « vallées du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou ».

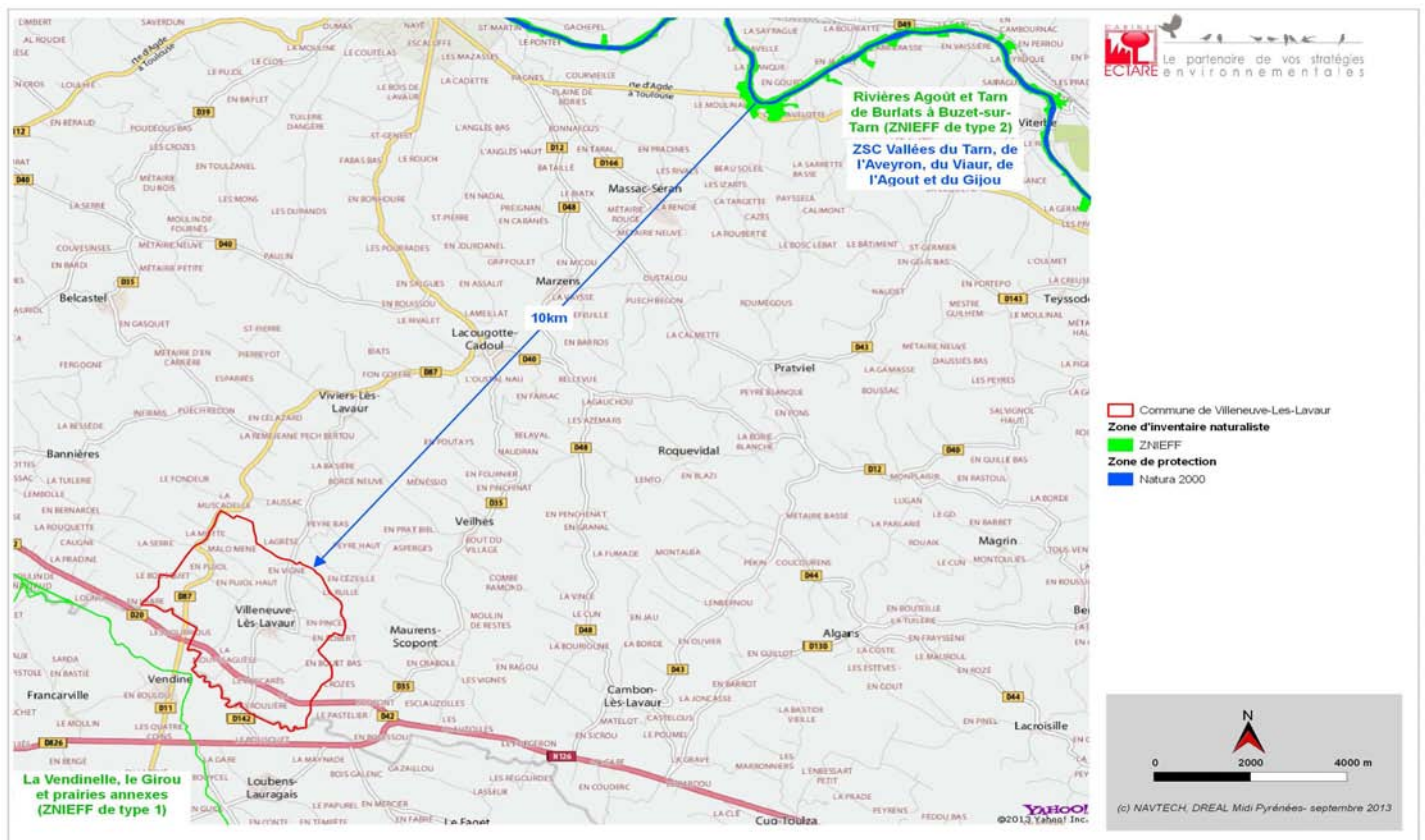
Ce site englobe les vallées des principaux affluents du Tarn dans le département du Tarn et de l'Aveyron (Bassin versant au Sud-Ouest du Massif Central). Il est composé :

- De trois vallées encaissées sur granite et schistes (Haute- Vallée de l'Agoût, vallée du Gijou dans le département du Tarn, Vallée du Viaur dans le département du Tarn et de l'Aveyron), qui comportent de nombreux affleurements rocheux, des ripisylves, boisements (chênaies avec hêtre, châtaigneraies et reboisements artificiels en résineux), landes, prairies et cultures.
 - Du cours linéaire (lit mineur) de la basse vallée de l'Agoût (partie planitaire) et du Tarn à l'aval de sa confluence avec le précédent, dans le département du Tarn, de la Haute-Garonne et du Tarn-et-Garonne,
-

- Du cours linéaire (lit mineur) de l'Aveyron dans les départements du Tarn-et-Garonne, du Tarn et de l'Aveyron.
- Du cours linéaire (lit mineur) du Viaur dans le département de l'Aveyron.

Les cours linéaires sont retenus pour leurs potentialités pour les poissons migrateurs (restauration en cours). Ce vaste réseau de cours d'eau et de gorges présente une très grande diversité d'habitats et d'espèces. Les intérêts majeurs résident aux frayères potentielles de *Salmo salar* (restauration en cours).

La vulnérabilité du site est liée au remplacement des habitats forestiers d'origine par des résineux exotiques, et à la qualité de l'eau à surveiller.



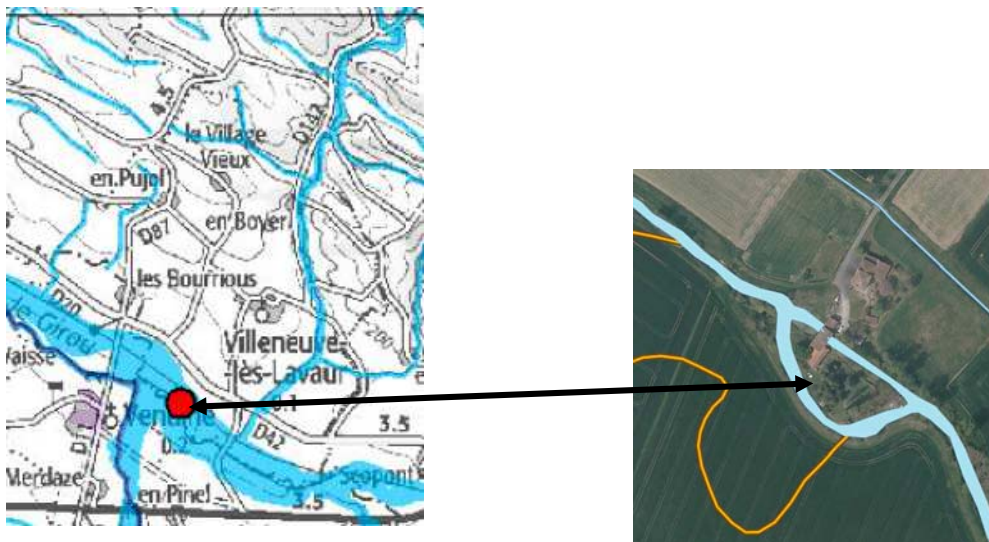
Zones naturelles inventoriées ou protégées dans le périmètre de la commune

D. LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE (SRCE) MIDI-PYRENEES

Sept grands enjeux en lien avec les continuités écologiques ont été définis en Midi-Pyrénées :

1. Un besoin de préservation des zones humides et des continuités latérales des cours d'eau,
2. La nécessaire continuité longitudinale des cours d'eau,
3. De difficiles déplacements au sein de la plaine,
 - a. Les secteurs de plaine les plus favorables (relativement) aux continuités écologiques : du piémont pyrénéen à l'armagnac,
 - b. Les secteurs de plaine les moins favorables aux continuités écologiques : le bassin de vie toulousain et ses alentours,
4. Des déplacements préservés au sein des Causses,
5. Le besoin de flux d'espèces entre Massif central et Pyrénées pour assurer le fonctionnement des populations
6. Les déplacements au sein des Pyrénées particulièrement entravés dans les vallées,
7. Le rôle de refuge de l'altitude dans le contexte de changement climatique.

A Villeneuve-lès-Lavaur, le Schéma de Cohérence Ecologique de Midi-Pyrénées a identifié le réseau hydrographique communal comme réservoir de biodiversité et corridor écologique à préserver. Il note également un obstacle à l'écoulement du Girou, a priori au niveau de l'ancien moulin.



Implantée dans un secteur très agricole, les terrains de la commune ne présentent pas de sensibilités majeures à prendre en compte dans l'aménagement du territoire.

La commune est incluse dans le périmètre d'un SCoT approuvé. Conformément à l'article L.131-2 du Code de l'Urbanisme, le SCoT a pris en compte le SRCE. Le PLU doit être compatible avec le SCoT (pas de lien juridique entre le PLU et le SRCE),

E. LE FONCTIONNEMENT ECOLOGIQUE DU SECTEUR TRAMES VERTE ET BLEUE

Les Trames verte et bleue sont une mesure phare du Grenelle Environnement qui porte l'ambition d'enrayer le déclin de la biodiversité au travers de la préservation et de la restauration des continuités écologiques. Elles sont inscrites dans la Loi Grenelle II du 12 juillet 2010.

Les Trames verte et bleue sont un outil d'aménagement du territoire qui vise donc à (re)constituer un réseau écologique cohérent pour permettre aux espèces animales et végétales de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer... En d'autres termes, d'assurer leur survie, et permettre aux écosystèmes de continuer à rendre à l'Homme leurs services.

Les continuités écologiques correspondent à l'ensemble des zones vitales (réservoirs de biodiversité) et des éléments (corridors écologiques) qui permettent à une population d'espèces de circuler et d'accéder aux zones vitales. Les Trames verte et bleue sont ainsi constituées des réservoirs de biodiversité et des corridors qui les relient.

La zone étudiée est composée de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques de nature différente et d'emprise plus ou moins importante :

- Le cours du Messal et du Girou, ainsi que la confluence du Girou avec la Vendinelle ;
- Les quelques bois et bosquets présents au nord du territoire ;
- Les haies que l'on trouve essentiellement sur les coteaux, mais qui ne sont pas particulièrement en communication entre-elles ;
- Les ripisylves accompagnant les cours d'eau majeurs et secondaires.

L'interconnexion de ces milieux est le garant des échanges favorables à la biodiversité. Ces connexions se font, en l'état, essentiellement par le biais des cours d'eau.

A l'échelle de la commune, il serait intéressant de favoriser le maintien voire le développement des haies et les corridors écologiques entre la zone de coteaux au nord et la vallée du Girou au sud.

L'ensemble de ces espaces sont autant de réservoirs biologiques ou de corridors écologiques qui permettent la circulation des espèces. Les corridors entre les boisements de feuillus au nord de la commune et les cours d'eau sont particulièrement importants.

L'analyse écologique du territoire communal met en évidence le fait que les milieux rencontrés sont peu diversifiés. Les quelques réservoirs et corridors identifiés sont autant de support à l'accueil et à la diversification des espèces qui doivent être protégés et valorisés autant que possible.

QUALITE DES MILIEUX, NUISANCES ET POLLUTIONS

Sources : site de l'agence de l'eau, site de la DREAL Midi-Pyrénées, schéma départemental des carrières, bases de données Basias et Basol, site de l'ORAMIP

A. QUALITE DE L'EAU

Sur le territoire communal, aucune pression spécifique n'est identifiée vis à vis du milieu aquatique. Cependant, on retiendra que l'absence de réseau d'assainissement collectif et le caractère très agricole de l'occupation des sols engendrent des sensibilités au regard de la ressource en eau :

- Les pollutions diffuses d'origine agricole qui sont liées aux engrais et pesticides employés,
- Les pollutions diffuses d'origine domestique, liées ici aux assainissements non collectifs, aux polluants sur la voirie dans une moindre mesure.

B. QUALITE DE L'AIR

L'ORAMIP est chargé de surveiller la qualité de l'air dans la région Midi-Pyrénées qui s'étend sur huit départements dont la Haute-Garonne. Il existe 36 stations fixes de mesures de la qualité de l'air sur la région. Les stations les plus proches de Villeneuve-lès-Lavaur sont situées à Toulouse et Bélesta-en-Lauragais. La station de Bélesta est plus représentative du contexte communal car c'est une station rurale. Elle mesure l'ozone (O3). Cette station fixe régionale est placée sous les vents de Toulouse lorsque ceux-ci viennent de nord-ouest. Elle permet donc d'étudier l'impact des émissions toulousaines, notamment pour l'ozone, sur la qualité de l'air en milieu rural.

Les sources de chaque polluant et leurs effets sont les suivants :

- L'ozone (O3) provient de la réaction des polluants primaires (issus de l'automobile ou des industries) en présence de rayonnement solaire et d'une température élevée. Il provoque toux, altérations pulmonaires, irritations oculaires ;
 - Les oxydes d'azote (Nox) proviennent des combustions et du trafic automobile. Le dioxyde d'azote provient à 60% des véhicules. Ils affectent les fonctions pulmonaires et favorisent les infections ;
 - Le monoxyde de carbone (CO) provient du trafic automobile et du mauvais fonctionnement des chauffages. Il provoque maux de têtes, vertiges. Il est mortel, à forte concentration, en cas d'exposition prolongée en milieu confiné ;
 - Le dioxyde de soufre (SO2) provient de la combustion du fioul et du charbon (agriculture, industrie, chauffage). Il irrite les muqueuses, la peau et les voies respiratoires supérieures ;
 - Les particules en suspension (PM10) proviennent du trafic automobile, des chauffages fonctionnant au fioul ou au bois et des activités industrielles. Plus elles sont fines, plus ces poussières pénètrent profondément dans les voies respiratoires ;
-

- Les poussières sédimentables (PS) se différencient des particules en suspension par leur taille : alors que les particules en suspension ont un diamètre inférieur à 10 microns, celui des poussières sédimentables est de l'ordre de la centaine de microns. Les PS ont pour origine l'exploitation de carrières en zone rurale, et d'usines d'industries lourdes. Les PS ne sont pas dangereuses pour la santé de l'homme, mais elles gênent principalement son confort ;
- L'ammoniac (NH₃) est un polluant essentiellement agricole, émis lors de l'épandage des lisiers provenant des élevages d'animaux, mais aussi lors de la fabrication des engrais ammoniés. Il a une action irritante sur les muqueuses de l'organisme. On retiendra globalement la présence potentielle de polluants liés aux pesticides ou à des produits "phytosanitaires".

Les résultats des dernières mesures disponibles (2009) à la station de Bélesta-en-Lauragais sont les suivantes :

Polluant	Taux de représentativité* (en %)	Moyenne annuelle (en µg/m³)	AOT40** (en µg/m³.h)	Maximum journalier (en µg/m³)	Max moyenne 24 heures à partir des données arrêtées à 8h et à 14h	Maximum journalier de la moyenne sur 8 heures (en µg/m³)	Nb de jours moyenne sur 8h > 120 µg/m³	Maximum horaire (en µg/m³)
Station BELESTA EN LAURAGAIS (rurale régionale)								
Dioxyde d'azote	90,9	8						60
Ozone	99,1	64	9759	112		140	13	146

* Données validées sur l'année

** AOT40 = l'AOT40 exprimé en microgrammes par mètre cube par heure, est égal à la somme des différences entre les concentrations horaires supérieures à 80 µg/m³ (soit 40 ppb) et 80 µg/m³ en utilisant uniquement les valeurs sur une heure mesurées quotidiennement entre 8 heures et 20 heures, de mai à juillet.

> En savoir plus : 1 µg/m³ = 1 microgramme par mètre cube = 1 millionième de gramme par mètre cube d'air.

Les stations de mesures rurales, dont celle de Bélesta-en-Lauragais, respectent l'ensemble des réglementations fixées pour le dioxyde d'azote et les particules de diamètre inférieures à 10 microns. Les valeurs cibles en ozone sont respectées, cependant l'objectif de qualité reste à atteindre.

Concernant l'ozone, la situation par rapport à la réglementation en 2009 est la suivante :

Polluant	Seuil	dépassement	commentaire
Ozone O ₃	• Valeurs cibles	NON	- La valeur cible pour la protection de la santé humaine a été dépassée moins de 25 jours pour les 3 sites ruraux : 13 jours à Bélesta, 10 jours à Gaudonville et 2 jours à Peyrusse-Vieille. - Il n'y a eu aucun dépassement de la valeur cible pour la protection de la végétation.
	• Objectif de qualité (valeur à atteindre)	OUI	- Toutes les stations de l'ORAMIP ont dépassé l'objectif de qualité pour la protection de la santé. La concentration horaire maximale obtenue sur le réseau de l'ORAMIP a été atteinte à Gaudonville (157 µg/m³) - Toutes les stations de l'ORAMIP ont enregistré un dépassement de l'objectif de qualité (valeur à atteindre) pour la protection de la végétation excepté Peyrusse-Vieille (4 299 µg/m³.h).
	• Seuils de recommandation et d'alerte	NON	Les seuils d'information et d'alerte n'ont pas été atteints en 2009.

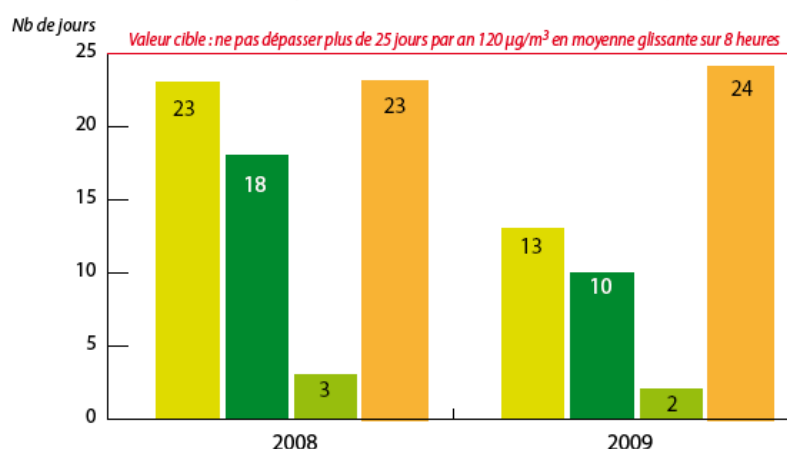
L'ozone résulte de réactions chimiques très complexes entre certains polluants dits polluants précurseurs. Les niveaux rencontrés sont particulièrement élevés en périphérie des zones urbaines où les émissions de précurseurs sont importantes et où l'ensoleillement et les températures sont particulièrement élevés et persistants.

Depuis 1994, les niveaux annuels d'ozone de fond ont varié entre 55 et 72 µg/m³. La concentration annuelle la plus élevée a été mesurée pendant l'année 2003, année particulièrement marquée par la pollution à l'ozone du fait de la canicule.

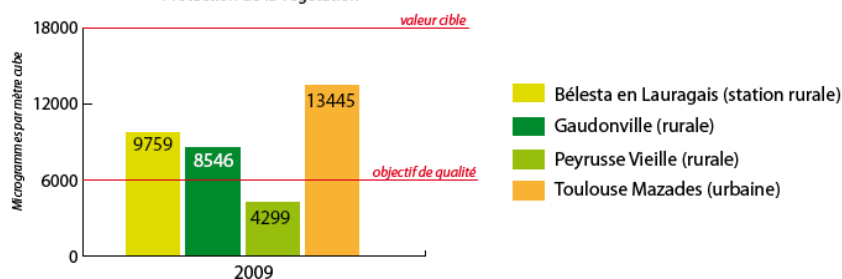
Les moyennes annuelles de Gaudonville et de Bélesta et le nombre de dépassements de la valeur cible et de la valeur de l'AOT 40 observés à Bélesta et Gaudonville sont plus élevés que à Peyrusse

Vieille. En effet, ces deux stations sont sous influence des émissions anthropiques (précurseurs d'ozone) de l'agglomération toulousaine.

Protection de la santé : nombre de jours de dépassement des $120 \mu\text{g}/\text{m}^3$ en moyenne sur 8 heures



Protection de la végétation



Lorsque l'on s'éloigne des villes, tout en restant sous leur panache, la quantité de précurseurs émis diminue. L'ozone ne réagira plus avec le monoxyde d'azote alors que l'ensemble des autres réactions va se poursuivre lors du déplacement des masses d'air. La concentration en ozone va donc augmenter car l'ozone formé n'est plus détruit.

Globalement, il ressort que la commune est dans un secteur sans source de pollution majeure mais néanmoins sous le panache de l'agglomération toulousaine, donc potentiellement soumise à des pollutions à l'ozone.

C. POLLUTION DES SOLS

Les sols sont essentiellement mis en valeur de manière agricole. Les gisements identifiés sur le territoire dans le cadre du schéma départemental des carrières sont des alluvions récentes au niveau de la vallée du Girou, des alluvions de basse terrasse en pied de coteau puis de la molasse au niveau des coteaux.

Il n'y a aucune zone de contrainte avérée ni zone d'interdiction. Aucune carrière n'est en activité sur le territoire.

Aucun site ou sol pollué ou potentiellement pollué n'est identifié sur la commune de Villeneuve-lès-Lavaur.

Aucune Installation Classée pour la Protection de l'Environnement autre qu'agricoles (source : base nationale des ICPE) n'est recensée sur la commune.

D. CONTEXTE SONORE

Le contexte sonore du secteur est caractéristique d'un secteur rural, rythmé essentiellement par les activités agricoles (activités dans les champs, manutention dans les fermes...) et domestiques (déplacements, vie locale). Les voiries sont des voiries locales. Les RD 42, RD 142 et RD 87 sont les voiries les plus importantes et potentiellement les plus fréquentées. Seule la RD142 traverse le bourg de Villeneuve-lès-Lavaur. Ces routes ne présentent cependant pas de contrainte majeure liée au bruit.

Le cadre de vie sur la commune de Villeneuve-lès-Lavaur est caractéristique d'un milieu rural et ne présente aucune sensibilité particulière.

E. LE PLAN CLIMAT ENERGIE TERRITORIAL (PCET)

La loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010 rend obligatoires la réalisation de ce type de plan pour les régions, les départements, les communautés urbaines, les communautés d'agglomération ainsi que les communes ou communautés de communes de plus de 50 000 habitants.

Un plan climat énergie est mis en œuvre par la région pour la période 2011-2020.

Les objectifs de la politique énergétique régionale s'appuient sur quatre axes dans ce domaine :

- Economiser : maîtrise de l'énergie, efficacité/performance énergétique, réduction de la précarité énergétique.
 - Développer les énergies renouvelables : développement du bois énergie, du photovoltaïque et de la méthanisation, et soutien au solaire thermique et à la géothermie.
-

- Compenser : Fonds Régional Carbone pour les actions de renouvellement ou de développement de la forêt en région, de promotion de l'agroforesterie et de soutien à des projets de compensation dans des Pays en développement.
- S'adapter : étude de la vulnérabilité des acteurs et territoires, politiques régionale : PRELUDE II et Plan Bois Carbone Durable.

Le département du Tarn a également lancé cette démarche :

- Le conseil général du Tarn et les deux communautés d'agglomération de l'Albigeois et de Castres Mazamet ont adopté leur PCET en 2012 et 2013.
- La communauté de communes de Tarn et Dadou et la commune d'Albi ont quant à elles entamé la réflexion nécessaire à cette réalisation.
- Le Pays de l'Albigeois et des Bastides et le Parc Naturel Régional du Haut-Languedoc se sont engagés volontairement, dès 2009, dans la réalisation d'un PCET.

Les objectifs principaux du PCET du Tarn concernent :

- Les économies d'énergie ;
 - L'aménagement durable du territoire et le développement du recours aux énergies renouvelables.
-

ORGANISATION ET ANALYSE URBAINE

1. *Les origines de Villeneuve-lès-Lavaur*

Une étude très intéressante a été menée par la Société Archéologique & Amis du Musée du Pays Vaurais sur les origines du village de Villeneuve-lès-Lavaur.

A l'origine, le village de Villeneuve était situé au lieu-dit « le Village-Vieux » actuel. D'ailleurs, sur les vues aériennes, on peut encore apercevoir les anciens fossés qui entouraient la motte féodale (un tertre en terre de 50 mètres de diamètre).



Vue aérienne du « Village-Vieux »

Ces mottes étaient bâties entre le X^{ème} et le XIV^{ème} siècle : autour de la résidence du seigneur (le castel), quelques maisons étaient implantées pour former un village castral. Chaque famille se voyait ainsi attribuer un lopin de terre où elle va édifier sa maison et son jardin.

Sur la carte Cassini, on retrouve le nom de Villeneuve (situé à la limite nord de la commune actuelle) ainsi que l'église Saint-Sernin de Vidilhac (située dans l'actuel centre-bourg).



Extrait de la carte Cassini (1769-1775)

Après la Révolution, la chapelle ainsi qu'une partie du château a été détruit par le propriétaire : l'église Saint-Sernin devient alors le lieu de culte, dédié à Saint Eutrope (invocué pour les maux de tête, pour la protection des révoltes et contre les gelées tardives). L'église fut plusieurs fois remaniée : une première réfection eut lieu en 1633 puis entre 1846 et 1858. Jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, un pèlerinage regroupant également les paroisses voisines avaient lieu à Villeneuve le 30 avril. Cette tradition s'est transformé en fête votive le 1^{er} dimanche de mai, et ce jusqu'en 1975.

Sur le plan économique, la vie a été basée de tout temps sur l'agriculture grâce à une terre féconde (dite terrefort). Au Moyen-Age jusqu'au XVII^{ème} siècle, la culture du pastel fit la fortune de riches marchands ; cette culture demandait beaucoup de main d'œuvre, la récolte se faisant feuille par feuille. La manufacture de soie de Lavar (actuellement l'hôpital Georges Guiraud) a entraîné la culture du mûrier pour nourrir les vers à soie. Les derniers mûriers furent arrachés lors du remembrement de 1968. Au XIX^{ème} siècle, le chanvre y était également cultivé : il y avait sept tisserands pour près de 500 habitants en 1841. Au cours du XIX^{ème} siècle, de nombreux fléaux ont ravagé les campagnes, notamment une épidémie de choléra en 1854, qui entraînèrent peu à peu le déclin démographique de la commune.

A. ANALYSE DE LA TRAME URBAINE ET ARCHITECTURALE

Véritable « village éclaté », la structure urbaine traditionnelle de la commune est constituée :

- Du bourg historique organisé autour de quelques habitations, de l'église et des principaux équipements publics de la commune ;
 - De nombreux groupes d'habitations disjoints, de tailles inégales, et ayant parfois une vocation agricole ;
 - D'un habitat individuel dispersé.
-

1. Le centre-bourg

Le centre-bourg, situé en retrait de la RD142, est organisé autour d'un « îlot plot » accueillant notamment la mairie et la salle des fêtes.



L'ensemble des constructions est implanté en alignement de rue offrant ainsi une sensation de compacité, malgré une hauteur limitée des constructions (R+1 maximum). Le bâti du centre-bourg respecte l'architecture traditionnelle du Lauragais : un toit à deux pentes à la déclivité faible et recouvert de tuiles canal, un égout appuyé sur la génoise ou la corniche, des ouvertures verticales ainsi que la présence de fenestrons.



L'église Saint-Sernin demeure véritablement le repère du centre-bourg, visible depuis de nombreux lieux de la commune.



Vue proche du centre-bourg (versant Nord)



Vue lointaine du centre-bourg (versant Est)

Le principal espace public du village se trouve en arrière de la rue principale, au-devant de la mairie et de l'église, avec une place importante accordée au stationnement. On y trouve également des chaises, bancs et tables à l'ombre des chênes permettant une détente.



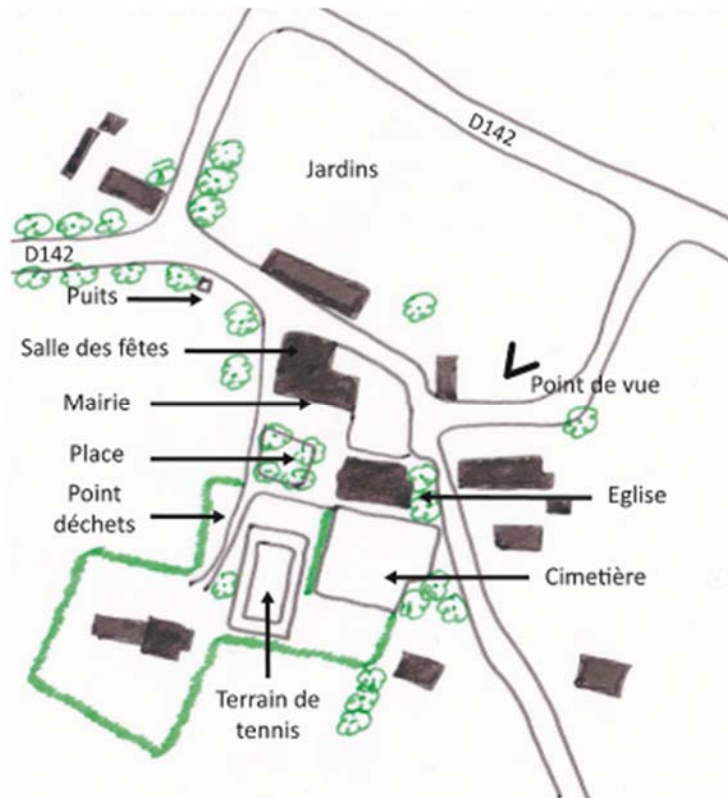
La place ombragée du village

Un terrain de tennis, ainsi qu'une table de tennis de table, viennent compléter l'offre en matière d'équipement sportif et permet de rendre attractif et quelque peu animé le centre-bourg. A noter qu'un point de collecte de déchets a été aménagé à proximité de la place, en lien avec les ateliers municipaux.



Le centre-bourg offre également des fenêtres visuelles particulièrement intéressantes à la fois sur les espaces privatifs mais également sur les espaces cultivés.





Croquis d'organisation générale du centre-bourg

2. Les groupes d'habitations

Villeneuve-lès-Lavaur accueille de nombreux groupes d'habitations dispersés sans constituer toutefois de véritable hameau, ni d'urbanisation linéaire.

Il peut toutefois être différencié deux types d'entités :

- Certaines sont constituées de bâtiments agricoles (maison de l'exploitant, grange et hangars plus récents, dépendances diverses) ;
- D'autres sont (ou sont devenus) à vocation résidentielle (principale et/ou secondaire).

En ce qui concerne les groupements agricoles, les « bordes » ont généralement des volumétries imposantes, avec une organisation compacte, et sont implantés en ligne de crête ou sur les replats afin de préserver les terres fertiles. Le bâti est traditionnellement orienté dans le sens des vents dominants et est souvent cerné par des arbres d'ornement. Les bâtiments d'exploitation se situent souvent à l'écart des voies communales, étant accessibles par un chemin rural parfois bordé d'arbres remarquables.





Exemple de bordes présentes sur la commune

Les autres entités groupées sont à usage d'habitat, soit de façon historique soit par un changement de destination des bâtiments agricoles. Il s'agit de poches d'habitat, plutôt ramassées, qui viennent parfois border la voie. Les groupements les plus importants sont « En Geigne », « Village-Vieux » et « En Pujol ».



Groupement d'habitations, au lieu-dit « En Sarel »

Sur le plan architectural, quelques bâtisses s'avèrent être remarquables tant par leur volumétrie imposante, leur état de conservation (et de réhabilitation) mais également par leur intégration dans le paysage local (Village-Vieux, le Plo, le Cassanel).



La parfaite intégration du « Village-Vieux » dans le paysage agricole

3. L'habitat isolé

On remarque également la présence de quelques constructions isolées, disséminées sur l'ensemble du territoire communal, qui participe au mitage des espaces agricoles.

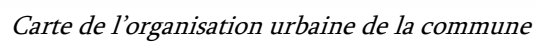
Ces constructions, relativement récentes, sont le plus souvent positionnées le long de la RD42 et RD142 mais également plus en retrait, au cœur du territoire agricole (à l'exemple de « la Pomarède » ou de « La Vernière »).

Ensemble bâti isolé, au lieu-dit « la Pomarède »



Véritable village éclaté, la commune de Villeneuve-lès-Lavaur ne présente pas de véritable « Partie Actuellement Urbanisée » (PAU) ce qui a limité très fortement son développement urbain ces dernières années (commune régit par le Règlement National d'Urbanisme et soumise à la règle de la constructibilité limitée).

Hormis le centre-bourg et quelques groupes d'habitations, l'ensemble de taille modeste, l'habitat s'avère fortement dispersé sur le territoire.



B. ANALYSE DE LA CAPACITE DE DENSIFICATION ET MUTATION D'ESPACES BATIS

La commune de Villeneuve-lès-Lavaur **ne possède pas de Partie Actuellement Urbanisée** (PAU) et ne dispose pas de document d'urbanisme applicable. Ces éléments ont très fortement limité son développement urbain récent (aucune nouvelle construction ces dix dernières années). Aucun secteur de densification n'a pu être repéré au sein des espaces urbanisés existants.

EQUIPEMENT ET SERVICES PUBLICS

A. LES EQUIPEMENTS PUBLICS

La Mairie, la salle des fêtes ainsi que l'église et son cimetière attenant sont tous présents autour de la place principale.

La commune possède également un terrain de tennis (récent), un boulodrome ainsi qu'une table de tennis de table. On peut toutefois noter l'absence de terrain de football/rugby, le plus proche se situant sur la commune de Bourg-Saint-Bernard.

Concernant la vie scolaire, la commune est rattachée :

- À l'école maternelle (4 élèves) et primaire (7 élèves) de Montcabrier ;
- Au collège « Les Claquades » à Lavour (6 élèves) ;
- Au lycée « Las Cases » à Lavour (4 élèves).

B. LA VIE ASSOCIATIVE

Deux associations sont présentes sur la commune :

- L'association de tennis qui s'occupe principalement de la vente de cartes pour jouer sur le terrain de tennis communal ;
- L'association « Villeneuve Loisirs » qui organise un repas annuel (au mois de mai) ainsi que des goûters aux personnes âgées (3 à 4 sur la période hivernale).

Le niveau d'équipement de Villeneuve-lès-Lavour correspond à celle d'une petite commune rurale. Elle dépend des pôles urbains les plus proches, que ce soit au niveau de l'offre scolaire, sportive ou commerciale.

LES RESEAUX

A. ALIMENTATION EN EAU POTABLE

L'alimentation en eau potable est gérée par le Syndicat Intercommunal des Eaux de la Montagne Noire (SIEMN), un EPCI créé en 1957 qui assure la distribution de l'eau aux particuliers dans 47 communes du département du Tarn.

B. ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL ET COLLECTIF

La commune ne dispose d'aucun équipement d'assainissement collectif. L'ensemble de la commune est donc actuellement assainie de manière individuelle.

Une carte d'aptitude des sols a été réalisée en 1997 et préconise les filières d'assainissement individuel, de type filtrant drainé avec rejet des eaux traitées vers le milieu hydrographique superficiel.

La mise à jour du schéma directeur d'assainissement, réalisée en 2010, a permis de valider le scénario d'assainissement non collectif sur l'ensemble de la commune, et ce même au sein du centre-bourg.

Toutefois, pour les habitations où l'assainissement individuel est impossible du fait de l'absence de surface disponible, deux solutions peuvent être envisageables :

- La mise en place des fosses étanches avec des vidanges régulières pour évacuer les effluents ;
- La mise en place de micro-stations qui permettent de traiter les effluents mais un exutoire doit être accessible pour rejeter les eaux traitées. La mise en place de ce type de dispositif est soumise à dérogation et devra faire l'objet d'un accord du SPANC.

C. EAUX PLUVIALES

Le collecteur pluvial principal est le ruisseau du Messal.

Les fossés privés sont bien entretenus d'un point de vue général.

D. IRRIGATION

Le réseau d'irrigation est géré par une association syndicale, cependant il n'est principalement utilisé à ce jour que par les cultures de semence.

E. DEFENSE INCENDIE

Deux bornes-incendie, aux normes, sont localisées au village et au Village-Vieux. Néanmoins, ces points d'eau fournissent un débit d'eau inférieur aux normes en vigueur et ne permettent pas d'assurer une couverture du risque incendie de manière optimale. Certains lieux-dits demeurent à ce jour sans aucune défense extérieure contre l'incendie.

F. DECHETS

Les ordures ménagères sont enlevées par le SICTOM de Lavour et sont déposés à la déchetterie des Brugues, située à Lavour.

La fréquence de ramassage est

- Pour les déchets ménagers : 2 fois par semaine ;
- Pour le tri sélectif : 1 fois par semaine ;
- Pour le verre : 1 fois par mois.

On peut noter la présence de nombreux point de collecte aménagés (ordures ménagères, verre, tri sélectif) sur différents lieux stratégiques de la commune (centre-bourg, En Geigne).

G. COMMUNICATIONS NUMERIQUES

La commune se situant en zone blanche au niveau ADSL, elle est actuellement desservie par le réseau Alsatis qui est à la fois un opérateur Telecom mais également un Fournisseur d'Accès à Internet.

<p><i>Que ce soit en matière d'alimentation en eau potable, de gestion des eaux usées et eaux pluviales, la commune ne rencontre pas de problèmes particuliers.</i></p>

LA TRAME VIAIRE

A. LES DEPLACEMENTS ROUTIERS

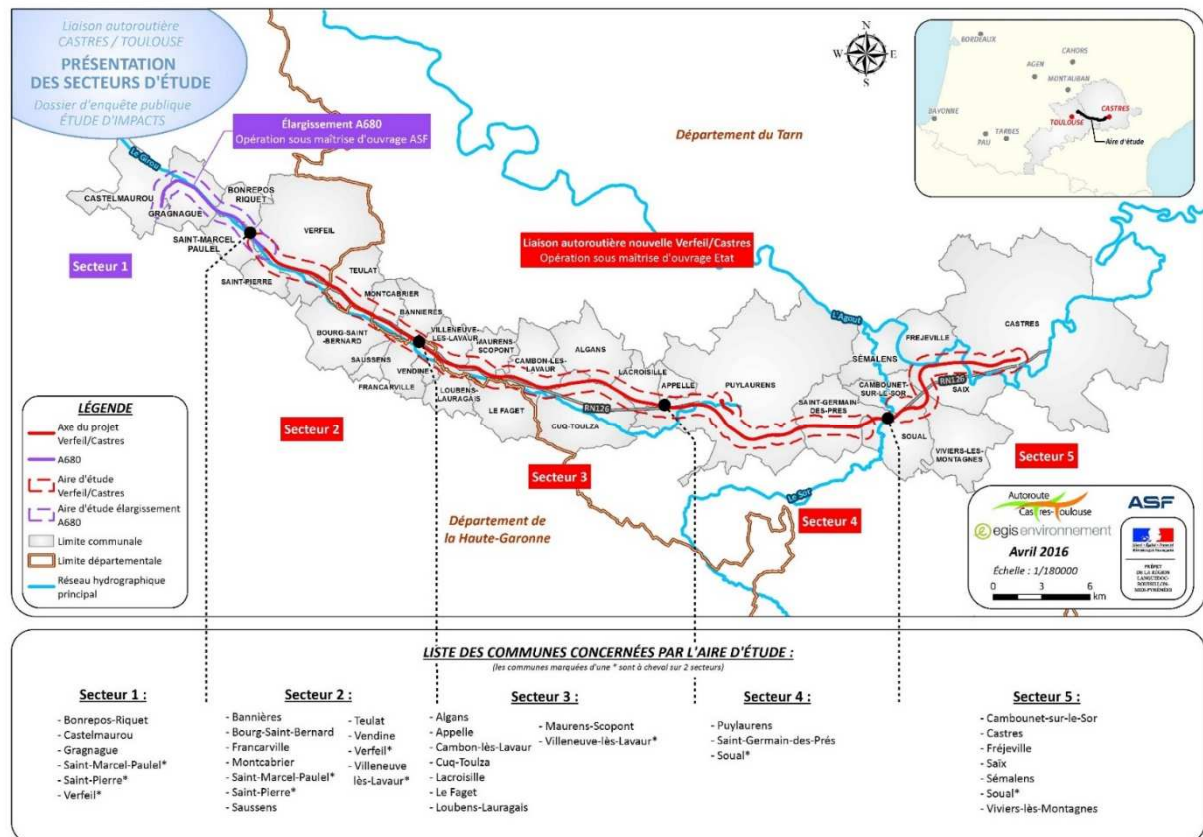
La commune de Villeneuve-lès-Lavaur est accessible depuis la RD20 (à l'ouest) et la RN126 (à l'est) (catégorie 1), ce qui la situe à moins de 40 minutes de Toulouse et de Castres. Elle est également traversée du nord au sud par deux routes départementales, la RD142 (catégorie 3) et la RD87 (catégorie 2) - direction Viviers-lès-Lavaur puis Lavaur, mais dont le trafic automobile est principalement reporté sur cette dernière (*aucune donnée n'est disponible à ce jour sur ces différents axes*).

La commune est dotée également de voies communales permettant de desservir localement les nombreux hameaux et constructions isolées présents sur le territoire. On note également la présence de nombreux chemins ruraux agricoles ainsi que de longues voies d'accès privées permettant d'accéder à certains groupes d'habitations.

Villeneuve-lès-Lavaur est concernée par le projet de liaison routière entre Castres et Toulouse. Celui-ci se décompose en deux opérations majeures :

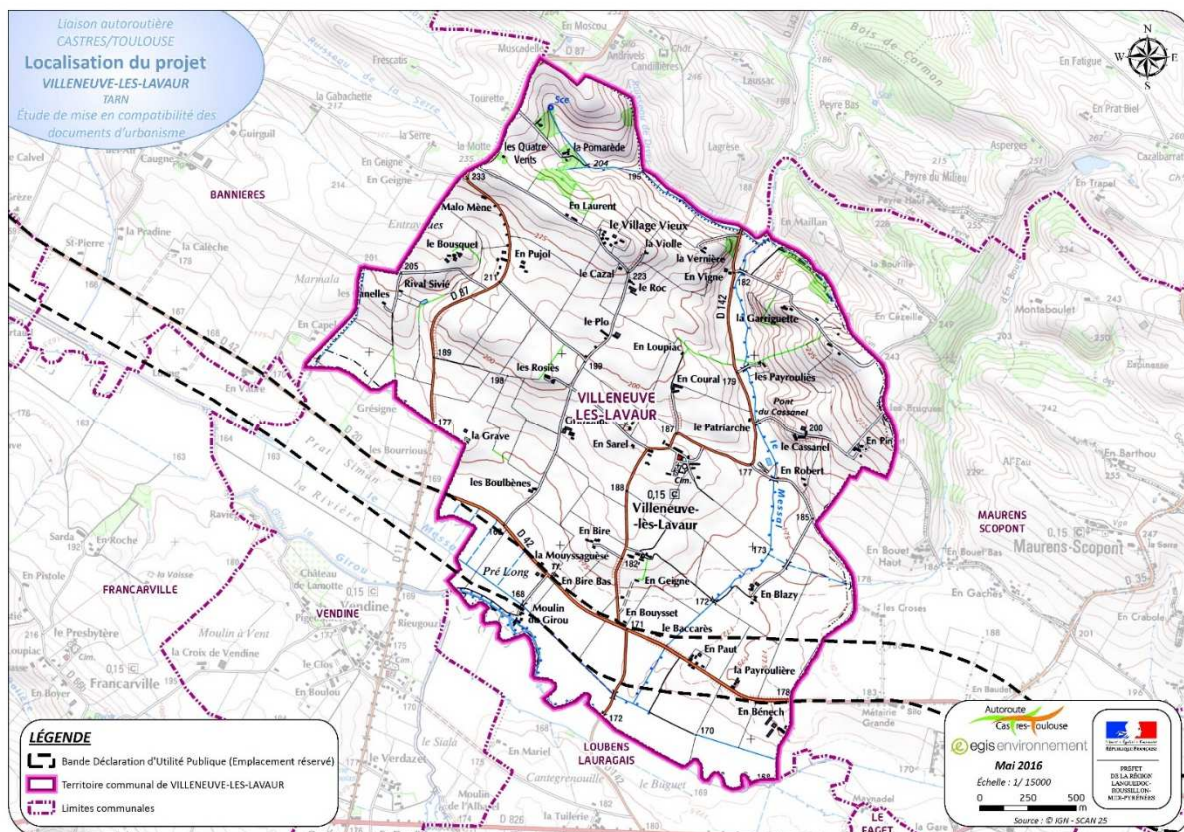
- La réalisation d'un itinéraire autoroutier entre la commune de Verfeil et le périphérique de Castres ;
- La mise à 2x2 voies de l'A 680, bretelle autoroutière, permettant la jonction entre l'A 68 et Verfeil.

Les études ont abouti à un découpage de l'aire d'étude du programme en 5 secteurs. La commune de Villeneuve-lès-Lavaur est incluse dans les secteurs n° 2 et 3 (voir carte ci-dessous).



Sur la commune de Villeneuve-lès-Lavaur, le tracé du projet retenu est neuf et traverse l'extrême sud de la commune tout en se maintenant au nord du Girou mais dans la zone inondable. Il longe par le sud la RD 42 puis la traverse légèrement avant l'intersection avec la RD 142. Le tracé continue ensuite vers le nord jusqu'à la limite communale de Maurens-Scopont à l'est après avoir enjambé le Messal.

Ce tracé est en remblai sur l'ensemble du territoire communal. La carte ci-après situe le projet sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Lavaur. Le PLU devra prévoir un emplacement réservé correspondant à ce tracé.



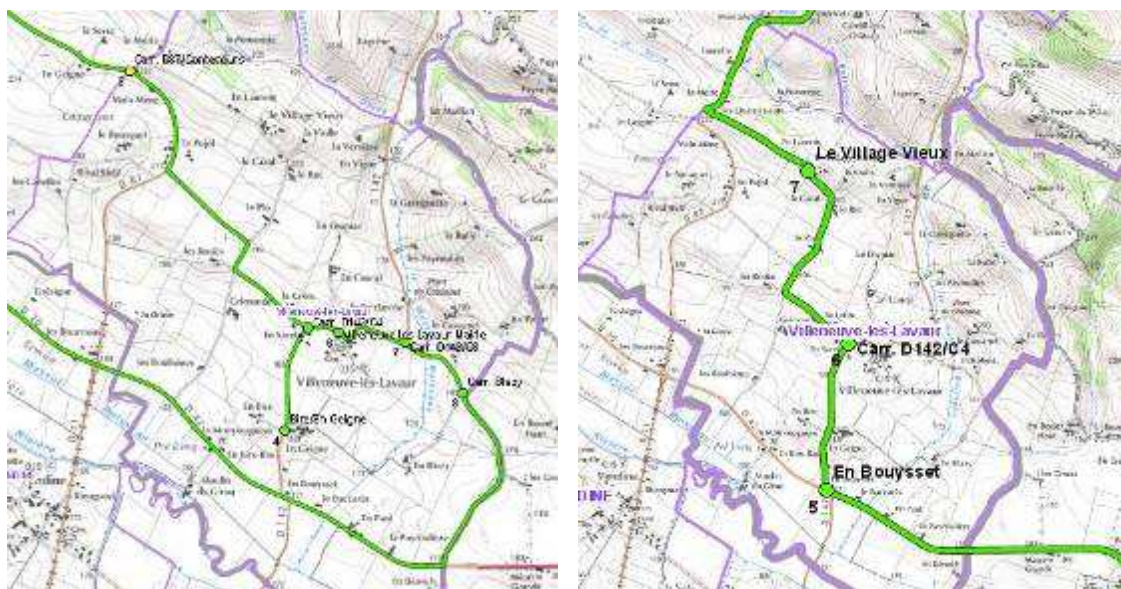
B. ACCIDENTOLOGIE

Il a été recensé deux accidents de la circulation au cours de la période récente, qui ont tous eu lieu sur la RN126 :

- Le 30 juin 2009 (un mort – une jeune fille de 20 ans) avec deux voitures impliquées ;
- Le 1er janvier 2012 (un mort – une enfant de 7 ans) avec trois voitures impliquées.

C. LES TRANSPORTS EN COMMUN

Villeneuve-lès-Lavaur n'est pas desservie par les transports en commun. En revanche, un service de ramassage scolaire est assuré pour les élèves allant à l'école maternelle et primaire de Montcabrier (avec 7 arrêts, avec un passage aller à 8h28 à la mairie, avec un retour à 17h19 – *carte de gauche*). Pour les élèves du secondaire, il existe 3 arrêts de bus sur la commune (passage aller à 7h18 à « En Bouysset » et retour à 17h48 – *carte de droite*).



Source : Fédération Départementale du Transport scolaire dans le Tarn

D. LES DEPLACEMENTS DOUX

On peut noter l'absence de cheminements doux aménagés ainsi que de pistes cyclables sécurisées sur l'ensemble de la commune même si le faible niveau de trafic automobile sur les voies communales permet des déplacements sécurisés. En revanche, les différentes routes départementales s'avèrent dangereuses pour leur pratique.

Une étude sur les sentiers de randonnée est actuellement en cours d'études. Elle est menée par la Communauté de Communes.

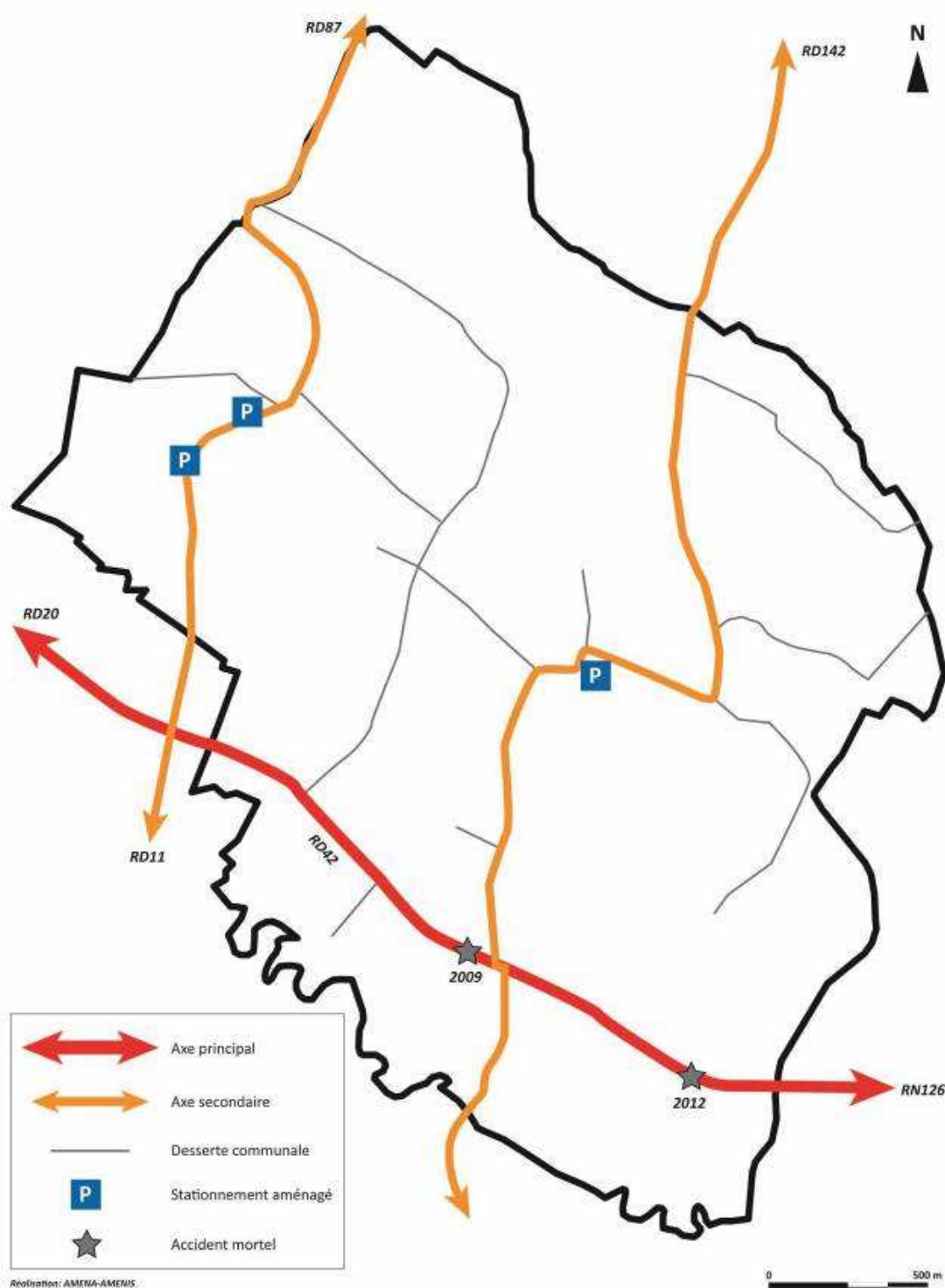
E. LE STATIONNEMENT

Le centre-bourg offre de nombreuses places de stationnement, qui ne font toutefois pas l'objet de marquage au sol. La capacité totale, en dehors de périodes exceptionnelles, est de l'ordre d'une dizaine de véhicules devant la mairie. Sur le reste de la commune, il n'est pas aménagé de stationnement spécifique, hormis deux aires de repos pour poids-lourds et véhicules légers à hauteur de la RD87, au sud d'En Pujol.

Il n'existe pas à ce jour de structure spécifique pour les véhicules hybrides et électriques (bornes de rechargement en particulier), ainsi que pour les vélos (arceaux, abri...).

La commune est bien desservie par les axes de communication (routes nationale et départementale) permettant d'accéder facilement aux grands pôles urbains du département (Lavaur, Castres) et de la région (Toulouse). De plus, le projet autoroutier « Toulouse-Castres » risque de rendre plus attractif la commune, et ce en raison de la proximité éventuelle d'un échangeur.

Mais en raison d'une situation géographique « d'entre-deux », la commune ne possède pas une desserte en transport en commun, hormis pour le ramassage scolaire.



L'ANALYSE PAYSAGERE ET PATRIMONIALE

A. LES GRANDES UNITES PAYSAGERES

La commune de Villeneuve-lès-Lavaur s'inscrit pleinement dans le paysage lauragais, sur la partie la plus au nord.

Ce secteur est constitué de collines au relief très doux, en raison de l'érosion des molasses, avec des croupes larges et longues. Elles accueillent quasi-exclusivement la culture de la céréale. La mécanisation de l'agriculture a produit un paysage de champs ouverts (« openfield ») où la place de l'arbre est devenue marginale, n'occupant plus que les fonds de vallons et le sommet des versants. Ces boisements structurent néanmoins les beaux paysages agricoles de la commune.



Au printemps et à l'été, on peut admirer la palette de couleurs offerts par ces champs.



Le réseau hydrographique vient inciser discrètement ce paysage-mosaïque, selon un axe nord-sud pour les ruisseaux de Dives et du Messal. Il est souvent accompagné d'une ripisylve constituée d'arbres divers (saule blanc, frêne, aulne).



Les masses boisées importantes s'avèrent relativement rares et sont principalement situées sur le versant nord de la commune (la Pomarède, Gariguette). En revanche, de nombreux arbres viennent jalonner les routes et chemins ruraux, soit par des alignements d'arbres souvent irréguliers, soit par des entités isolées.



Il peut également être observé la survivance de quelques haies, qui en plus d'un intérêt écologique et paysager indéniable, permet de limiter la force du vent.



B. LES POINTS DE VUE

Il existe de nombreux cônes de vue intéressants donnant notamment sur la plaine de Girou. Ils sont repérés sur la carte ci-après (*page 68*).

C. LE PATRIMOINE

1. *Patrimoine bâti et petit patrimoine*

On trouve quelques très belles bâtisses traditionnelles ainsi que des granges méritant d'être préservées. Elles sont de plus en plus souvent réhabilitées dans le respect de leur architecture d'origine à des fins de résidences principales.



Quelques calvaires sont également disséminés sur l'ensemble de la commune (place du village, la Croix, Village-Vieux).



Sur la place de la Mairie



Au lieu-dit « la Croix »

De plus, il a été repéré deux puits, situés à proximité du centre-bourg. Sans présenter de qualité de construction exceptionnelle, ils ont fait toutefois l'objet de réhabilitations.

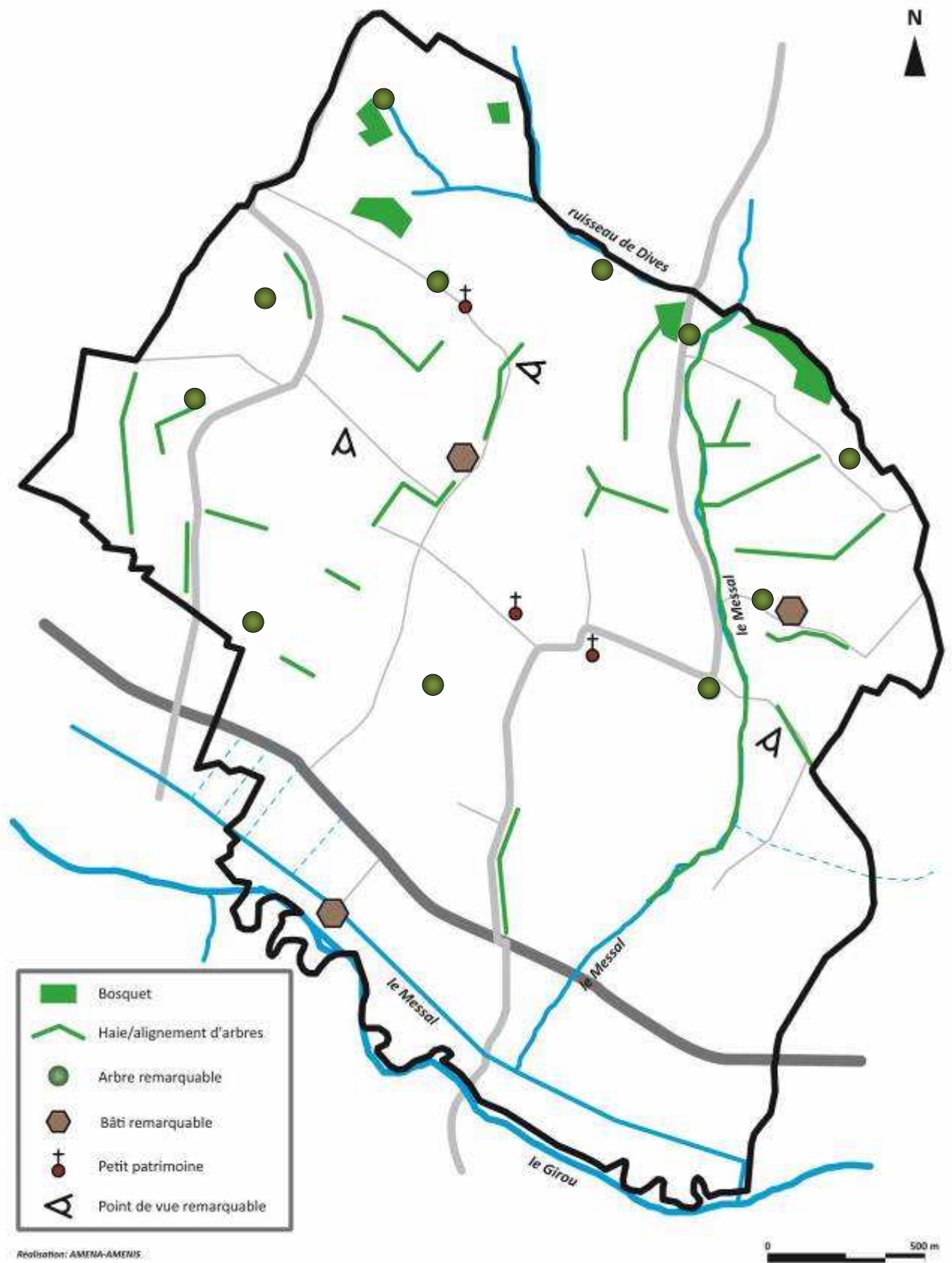
2. Sites archéologiques

Aucun site archéologique n'a été inventorié sur la commune.

3. Arbres remarquables

Un nombre limité d'arbres remarquables a été identifié. Ils sont le plus souvent situés le long des routes communales mais également à proximité de bordes historiques.

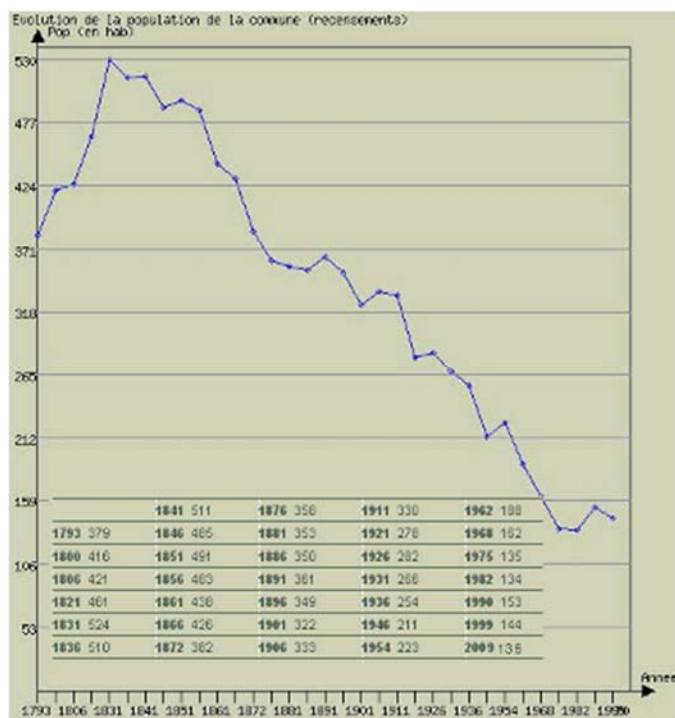
Située en limite nord du Pays Lauragais, la commune présente des atouts tant sur le plan paysager (une mosaïque de couleurs, un maillage vert sauvegardé) que patrimonial (castel bordes, petit patrimoine) qu'il importe de préserver mais également de valoriser dans le cadre du PLU.



BILAN SOCIO-ECONOMIQUE

A. LA DEMOGRAPHIE

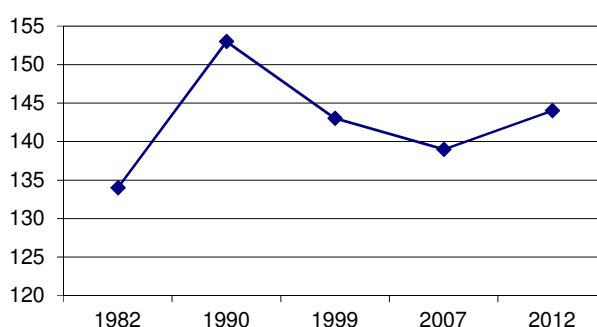
(Source Insee)



Depuis près de deux siècles, la population communale diminue. Villeneuve-lès-Lavaur a atteint son plus bas niveau à la fin des années 70. Depuis cette date, et malgré le sursaut démographique des années 80, la population est quasiment stabilisée autour de 140 / 150 habitants.

Selon les dernières estimations, la commune compterait environ 150 habitants en 2015.

	1982	1990	1999	2007	2012
Population	134	153	143	139	144
Evolution globale	- 0,7% 14,2% - 6,5 3,6%				

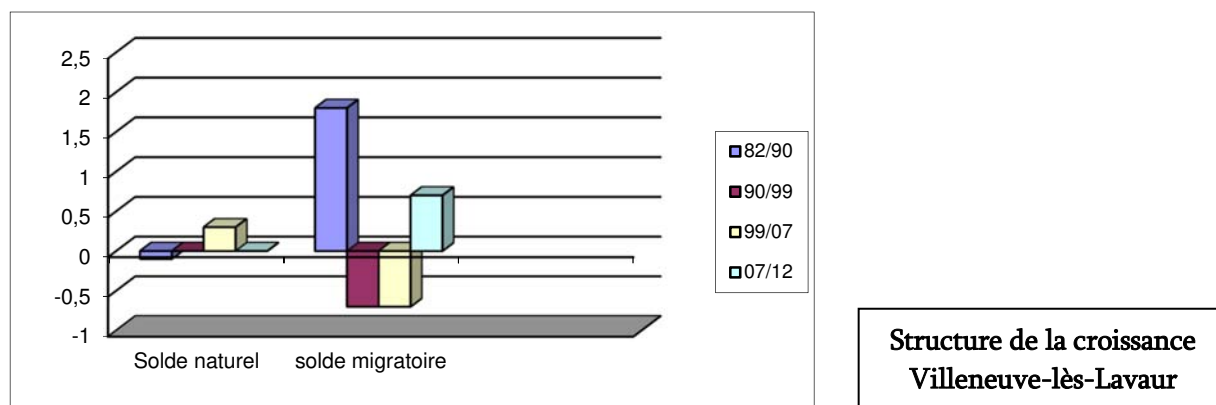


Au cours de la même période (1982/2012), le canton de Lavaur a vu sa population augmenter de 65%.

Les évolutions démographiques d'une commune sont dues à 2 phénomènes qui, selon les cas, se cumulent, s'annulent ou se contrarient : le solde naturel (rapport entre le nombre de naissances et celui des décès) et le solde migratoire (rapport entre le nombre d'installations sur la commune et celui des départs).

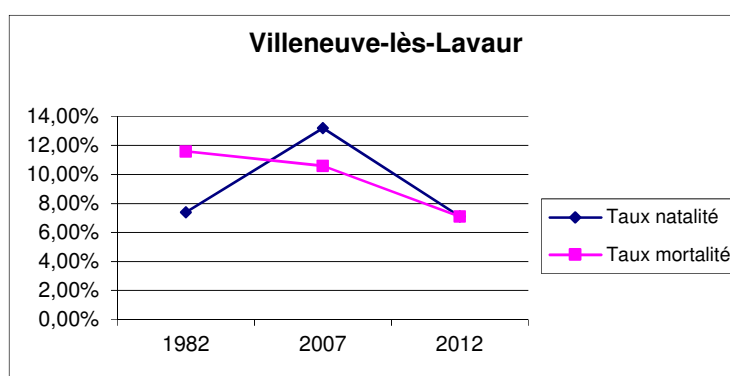
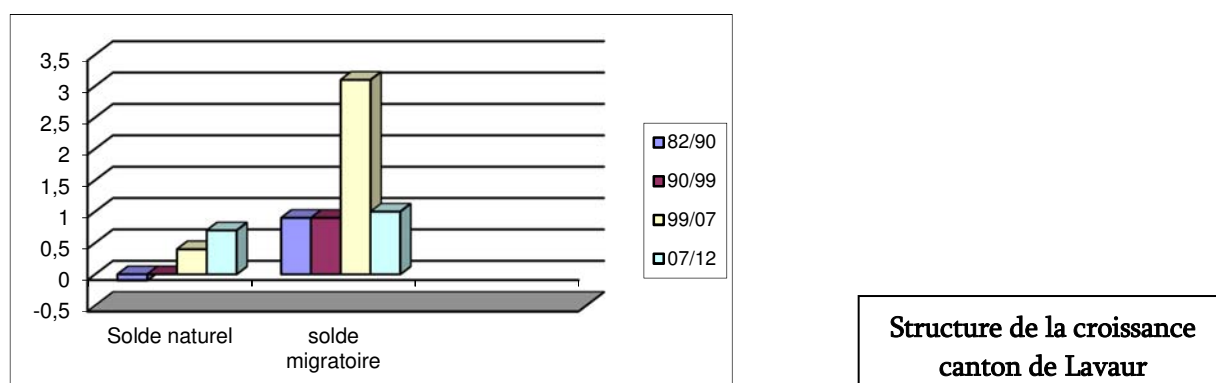
A Villeneuve-lès-Lavaur, les évolutions de ces deux indicateurs sont contrastées : le solde migratoire, positif dans les années 70/80, devient déficitaire à partir de 1990, puis redevient excédentaire depuis 2007. Le solde naturel, longtemps déficitaire, s'améliore progressivement jusqu'à devenir excédentaire jusqu'en 2007, puis à nouveau équilibré. La faiblesse démographique de Villeneuve-lès-Lavaur explique l'irrégularité de ces valeurs.

% d'évolution annuelle	1982/1990	1990/1999	1999/2007	2007/2012
Due au Solde naturel	-0,1	0,0	0,3	0,0
Due au Solde migratoire	1,8	-0,7	-0,7	+0,7



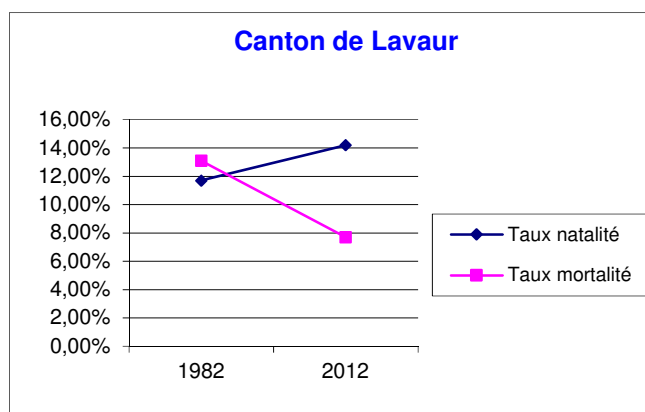
Au niveau cantonal, la croissance est liée au cumul des excédents naturel et migratoire. La dynamique est ancienne et continue.

% d'évolution annuelle	1982/1990	1990/1999	1999/2007	2007/2012
Due au Solde naturel	-0,1	0,0	0,4	0,7
Due au Solde migratoire	0,9	0,9	3,1	1,0



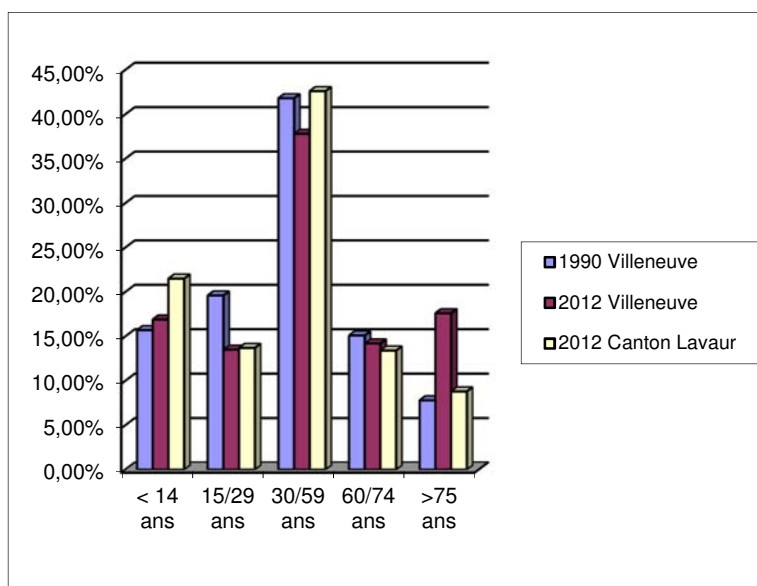
La population est trop faible pour que les évolutions du taux de natalité soient significatives (7,4‰ en 1982, 13,2‰ en 2007, 7,1‰ en 2012), mais on note la diminution continue du taux de mortalité (11,6‰ en 1980, 10,6‰ en 2007, 7,1‰ en 2012). L'excédent naturel enregistré par

Villeneuve-lès-Lavaur entre 1990 et 2006 et le niveau peu élevé du taux de mortalité (similaire à celui relevé dans le reste du canton) témoignent cependant de la relative jeunesse de la population,



Les tendances sont nettement plus accusées pour l'ensemble du canton : le taux de mortalité est aujourd'hui très bas (13,1‰ en 1975, 7‰ en 2011) et le taux natalité très élevé (11,7‰ en 1975, 14,2‰ en 2011).

La structure par âge de la population reflète la relative jeunesse de la population (30,4% de moins de 30 ans) mais révèle une tendance au vieillissement de celle-ci. En 1990, près de 23% de la population étaient âgés de plus de 60 ans, en 2012, ce taux s'élève à 31,8%. Villeneuve-lès-Lavaur se démarque nettement du reste du canton, à la population beaucoup plus jeune puisqu'elle ne compte que 22,2% de personnes de plus de 60 ans en 2012.



	1990 VIL	2012 VIL	2012 Canton
- de 14 ans	15,7%	16,9%	21,5%
de 15 à 29 ans	19,6%	13,5%	13,7%
de 30 à 59 ans	41,8%	37,8%	42,6%
de 60 à 74 ans	15,1%	14,2%	13,4%
+ de 75 ans	7,8%	17,6%	8,8%

Structure par âge population
Villeneuve // Canton

Villeneuve-lès-Lavaur connaît des évolutions démographiques qui se démarquent nettement la commune du reste du canton : quasi-stabilité démographique, amorce de vieillissement de la population. La commune ne participe absolument pas de la forte dynamique locale ce qui n'est pas lié au relatif éloignement de Lavaur puisque les communes environnantes (Viviers-lès-Lavaur, Bannières, Veilhès) voient leurs populations augmenter fortement depuis une dizaine d'années.

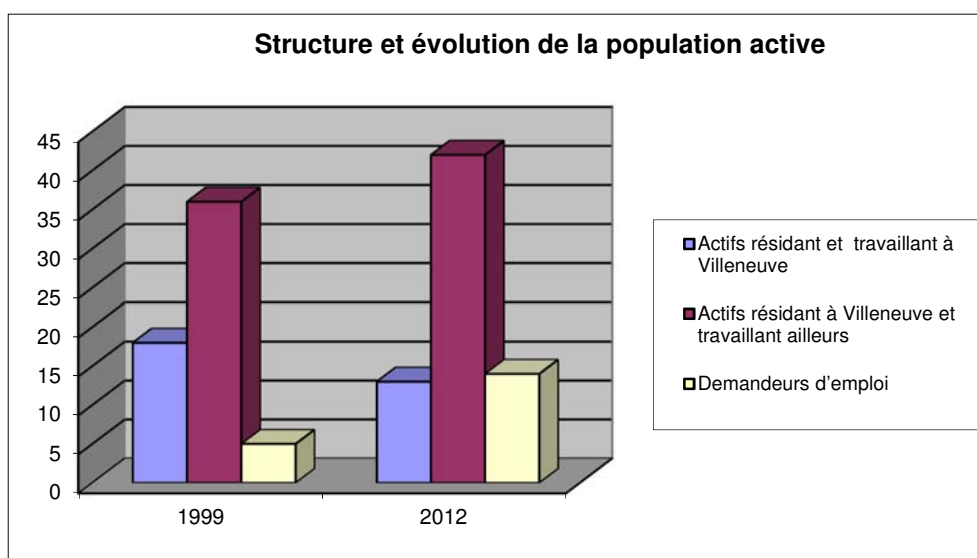
B. LES ACTIVITES ECONOMIQUES

1 - La population active

(Source Insee)

	1999	2012
Nbre d'emplois sur la commune	27	17
Nbre d'actifs résidant à Villeneuve	59	69
Nbre d'actifs ayant un emploi résidant à Villeneuve	54	55
Actifs résidant et travaillant à Villeneuve	18	13
Actifs résidant à Villeneuve et travaillant ailleurs	36	42
Demandeurs d'emploi	5	14

- Le nombre d'actifs vivant à Villeneuve-lès-Lavaur augmente d'environ 18,5% au cours de la période 1999 / 2012 (10 actifs de plus). Cette croissance est étonnante compte tenu du fait qu'au cours de cette période la population reste quasiment stable. De ce fait le taux d'activité communal augmente passant de 49,2% de la population âgée de 15 ans et plus à 56,9%, soit un taux se rapprochant de celui du canton de Lavaur (60,9%) ;
- Cependant, le nombre d'actifs ayant un emploi reste stable sur la période. L'augmentation de la population active est en fait corrélée à celle du nombre de demandeurs d'emploi vivant sur la commune. En effet, le taux de chômage passe de 5,5% de la population active en 1999 à 20% en 2012, taux très supérieur à la moyenne cantonale, par ailleurs assez basse (9,5%) ;
- En 1999, un tiers des actifs travaillaient sur la commune, en 2012, ils ne sont plus que 24% dans ce cas. La dépendance à l'emploi extérieur n'est pas un phénomène récent mais elle s'accroît. A noter qu'en la matière, Villeneuve-lès-Lavaur se situe dans la même moyenne que les autres communes rurales du canton (hors Lavaur) où ce taux de dépendance à l'emploi est de 23%. A son échelle, Villeneuve-lès-Lavaur est une commune de résidence pour des actifs travaillant dans le bassin d'emplois de Lavaur, mais également de Toulouse ;



→ La commune compte peu d'emplois et ceux-ci enregistrent un fort recul entre 1999 et 2012 (-10 emplois). La majorité de ces emplois relève des activités agricoles.

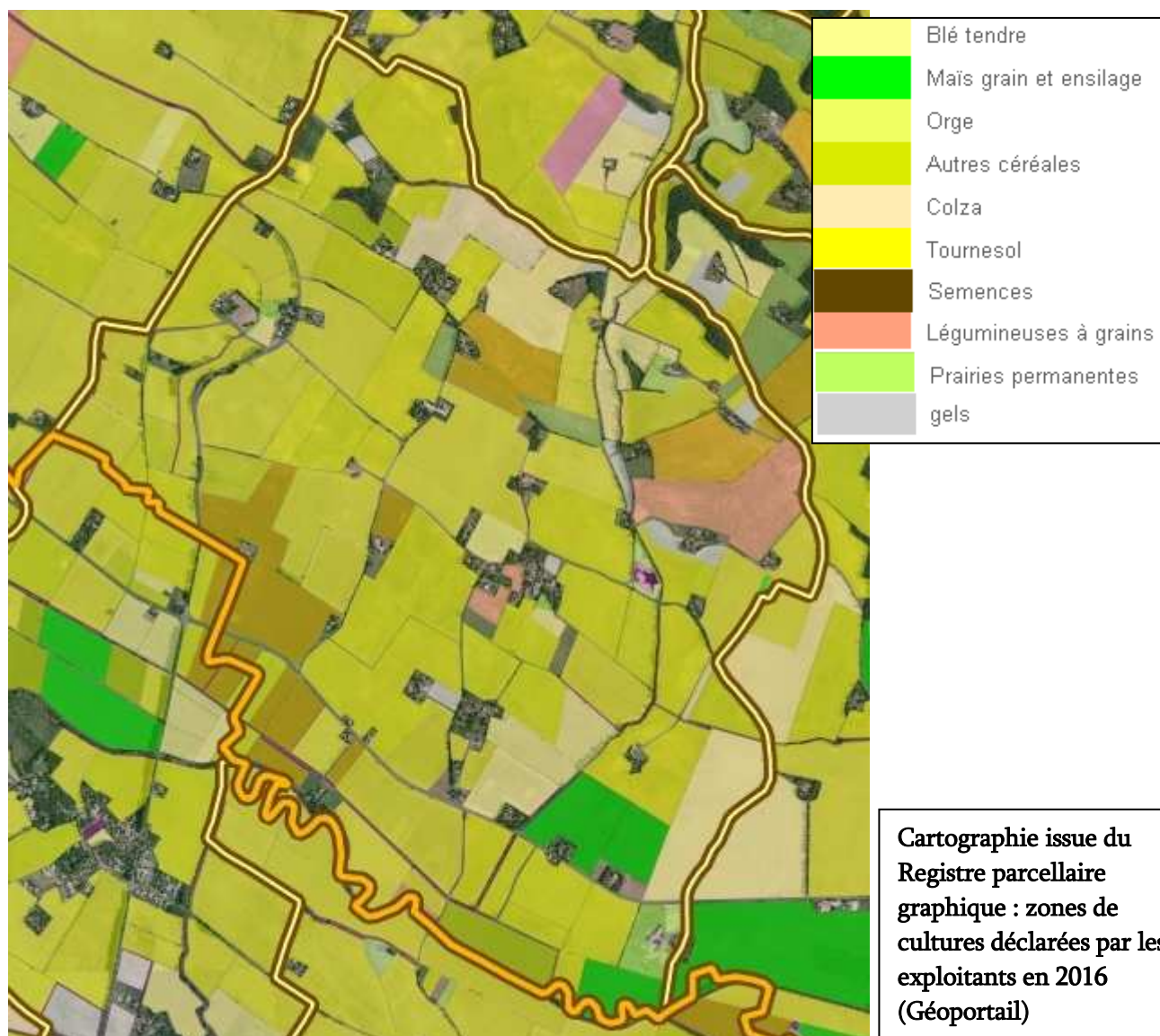
2 - L'agriculture

Le territoire agricole (surfaces déclarées à la PAC) couvre l'immense majorité du petit territoire communal. La commune est maillée par un important réseau d'irrigation. Celui-ci est géré par une association syndicale et est principalement utilisé à ce jour par les cultures de semence.

2.1 Données issues du Recensement de l'Agriculture (2010)

→ Surface Agricole Utile (SAU) :

- En 1988, la SAU exploitée par les agriculteurs de Villeneuve s'élève à 572 ha, dont 96,5% de terres labourables ;
- En 2000, la SAU exploitée par les agriculteurs de Villeneuve s'élève à 544 ha, dont 98,7% de terres labourables ;
- En 2010, la SAU exploitée par les agriculteurs de Villeneuve s'élève à 527 ha, dont 98,7% de terres labourables ;

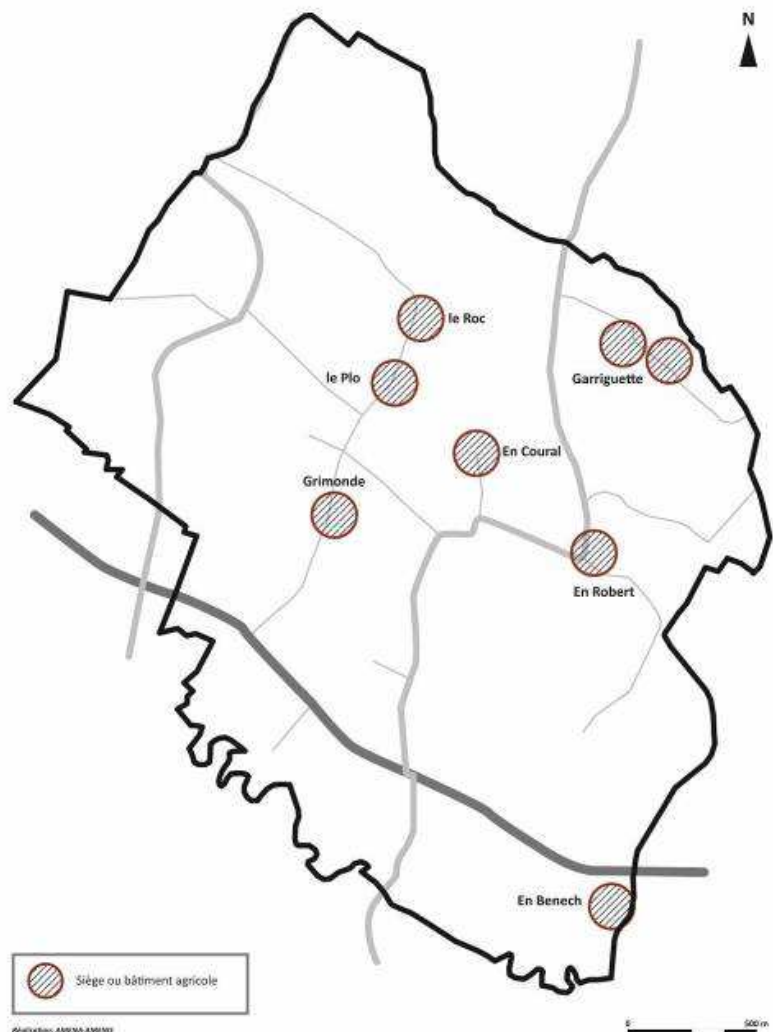


→ **Nombre d'exploitations :**

- En 1988, la commune compte 18 exploitations agricoles ce qui correspond à 18 Unités de Travail Annuel (UTA) ;
- En 2000, 12 exploitations sont recensées pour 10 UTA ;
- En 2010, le Ministère recense 9 exploitations pour 5 UTA ;

→ **Age des chefs d'exploitation :**

- En 2000, 8 agriculteurs sur 12 recensés (67%) avaient moins de 50 ans, dont 3 avaient moins de 40 ans. Ils exploitaient 94% de la SAU. Les autres tranches d'âges (50/60 ans et plus de 60 ans) étaient sous le seuil du secret statistique, ensemble, ils représentaient 1/3 des agriculteurs recensés.
- En 2010, il n'y a plus d'agriculteurs de moins de 40 ans et les 40/50 ans sont passés en dessous du seuil du secret statistique, c'est-à-dire qu'ils représentent moins d'un tiers de l'ensemble. 4 ont entre 50 et 60 ans, ils exploitent 55% de la SAU. Les plus de 60 ans sont toujours sous le seuil du secret statistique.



→ **Succession :**

- En 2000, 8 exploitations n'étaient pas concernées par des problèmes de succession et 4 soit 1/3 de l'ensemble ont été recensées en tant qu'« Exploitations sans successeur connu » ;
- En 2010, les exploitations non concernées par des problèmes de succession sont passés en dessous du seuil du secret statistique et 5, soit 56% de l'ensemble, ont été recensées en tant qu'« Exploitations sans successeur connu »

→ **Evolution pratiques culturales :**

- En 2000, Villeneuve-lès-Lavaur était recensée comme commune productrice de « Céréales et oléo protéagineux (COP) » ; L'élevage est quasiment inexistant sur la commune ;
- En 2010, elle est recensée en tant que commune de « Polyculture et polyélevage ». On constate une augmentation du cheptel sur la commune, bien que les superficies dédiées à l'élevage, déjà très marginales, sont encore réduites (19 ha en 1988, 7 en 2010). La grande culture céréalière reste omniprésente sur le territoire.

→ Bâtiments

Commune céréalière, Villeneuve-lès-Lavaur compte peu de bâtiments générant des périmètres d'inconstructibilité. Un élevage de canard, établissement classé (ICPE), est situé au lieu-dit En Benech à l'extrême sud-est du territoire communal ;

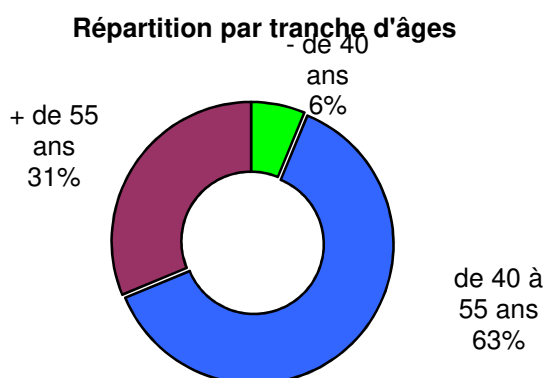
2.2 Données issues de l'enquête réalisée en 2013 dans le cadre de l'élaboration du PLU

16 agriculteurs ont répondu au questionnaire (*sur 26 sollicités, soit un taux de retour de 62%, une relance effectuée en novembre n'a donné aucun résultat*). Ces agriculteurs représentent une SAU totale de 1818 ha, dont 435 ha sur Villeneuve-lès-Lavaur, soit :

- 7 exploitations sur le territoire communal pour une SAU totale de 364,5 ha, dont 210 ha sur le territoire communal.
- 9 exploitations n'ayant pas leur siège social sur la commune pour une SAU totale de 1454 ha dont 226 ha sur le territoire communal.

Une population agricole plutôt jeune

- 1 chef d'exploitation a moins de 40 ans ;
- 10 chefs d'exploitation ont entre 40 et 55 ans soit 62,5% de l'ensemble. 4 d'entre eux ont leur siège social sur Villeneuve-lès-Lavaur ;
- 4 chefs d'exploitation, soit 25% de l'ensemble, ont plus de 55 ans ;
- 1 chef d'exploitation a plus de 65 ans.



Les agriculteurs de moins de 55 ans (environ 69% de l'ensemble) exploitent 1529,5 ha, soit les trois-quarts de la SAU recensée.

Le statut des exploitations

L'exploitation individuelle est très majoritaire.

- 8 exploitations individuelles soit 50% de l'ensemble ;
- 6 EARL (Entreprise Agricole à Responsabilité Limitée) soit 37,5% de l'ensemble ;
- 2 SCEA (Société Civile d'Exploitation Agricole).

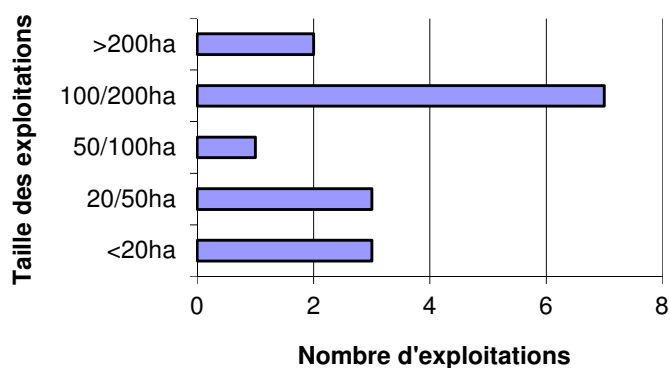
De grandes exploitations

56,5% des exploitations couvrent une superficie totale de plus de 100 ha :

- 3 exploitations couvrent moins de 20 ha ;
 - 3 exploitations couvrent entre 20 et 50 ha ;
 - 1 exploitation couvre entre 50 et 100 ha ;
 - 7 exploitations couvrent entre 100 et 200 ha ;
 - 2 exploitations couvrent plus de 200 ha.
-

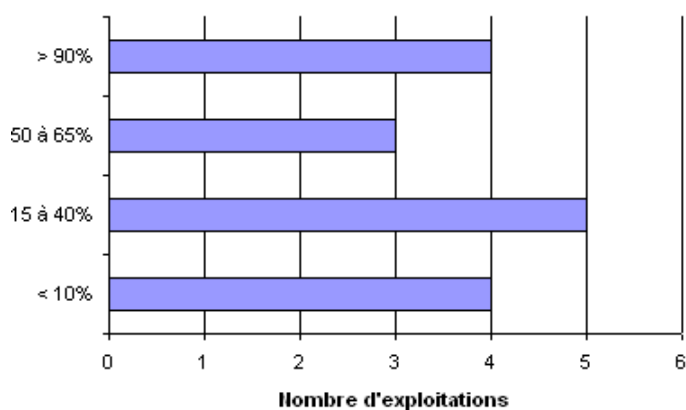
Répartition par statut

Répartition par SAU totale



- 4 exploitations ont plus de 90% de leur SAU sur la commune (pour un total de 69 ha concernés, dont 61 ha exploités par le propriétaire et le reste par une entreprise) ;
- 3 exploitations ont entre 50% et 65% de leur SAU sur la commune (pour un total de 226 ha concernés, dont 40% en fermage) ;
- 5 exploitations ont entre 15% et 40% de leur SAU sur la commune (pour un total de 111 ha concernés, dont 35% en fermage) ;
- 4 exploitations ont moins de 8% de leur SAU sur la commune (pour un total de 29,5 ha concernés, dont 100% en fermage).

SAU sur Villeneuve par rapport SAU totale



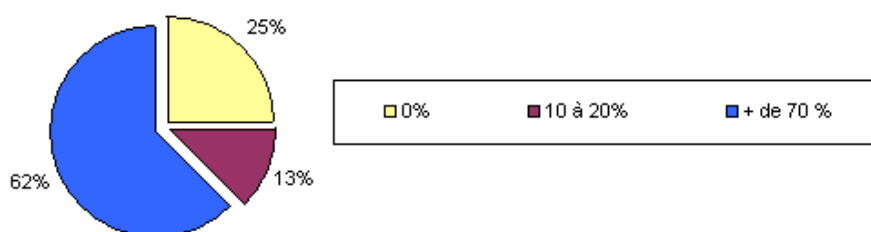
La progression du fermage

1. Par rapport à la SAU totale des exploitations

Le faire valoir direct est aujourd'hui très minoritaire, il ne représente plus qu'un tiers des surfaces exploitées. Le fermage et, plus marginalement, le commodat et le travail en entreprise, progressent très fortement. Ils représentent près de 67% de la SAU totale des exploitations étudiées ;

- 4 exploitations (25%, 119 ha concernés) ne sont pas concernées par le fermage ou le travail en entreprise ;
- 2 exploitations (13%) ont entre 10 et 20% de terres en fermage pour 47 ha concernés, soit 14% de leur SAU totale ;
- 10 exploitations (62%) ont plus de 70% des terres en fermage ou travaillées en entreprises pour 1166 ha concernés soit 85% de leur SAU totale.

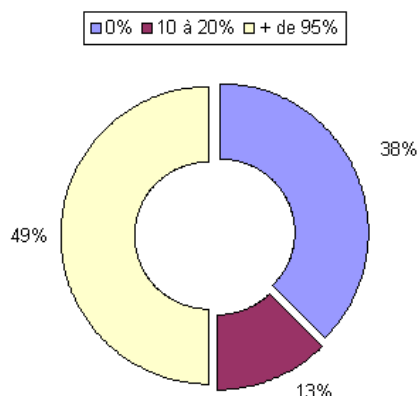
Part du fermage ou du travail en entreprise dans la SAU totale des exploitations



2. Par rapport à la SAU des exploitations sur Villeneuve-lès-Lavaur

- 6 exploitations (38%) n'ont aucune terre en fermage ou travaillées en entreprise. Elles représentent 114 ha exploités sur Villeneuve ;
- 2 exploitations (13%) ont entre 20 et 50% de terres en fermage (43 ha en fermage sur 140 ha exploités sur Villeneuve) ;
- 8 exploitations (49%) ont plus de 95% des terres en fermage ou, marginalement

Part du fermage dans la SAU exploitée sur Villeneuve lès Lavaur



travaillées en entreprise (133ha en fermage sur 177 exploités sur Villeneuve).

Des exploitations pérennes

- 4 exploitations sont en phase de développement (25%) ;
- 6 sont en régime de croisière (37,5%) ;

- 6 n'ont pas répondu à cette question mais le croisement avec les autres critères (âge et succession) témoigne que pour 5 d'entre eux, l'exploitation a atteint son régime de croisière.

En ce qui concerne les agriculteurs âgés de plus de 55 ans, deux ont une succession assurée, ils représentent près de 87% de la SAU exploitée par les agriculteurs de ces tranches d'âges. Trois n'ont pas de successeurs connus à ce jour.

En synthèse 15 des 16 exploitations étudiées sont a priori pérennes.

Une agriculture basée sur la grande culture céréalière

- 1585 des 1818 ha concernant les exploitations étudiées sont consacrés à la culture céréalière soit plus de 87% de l'ensemble ;
- Une seule exploitation se consacre à l'élevage (canards), il s'agit de la seule installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) de la commune. Le plan d'épandage ne concerne pas le territoire de Villeneuve-lès-Lavaur.

Des projets

9 projets ont été recensés pour la plupart non spatialisés. Dans la majorité des cas il s'agit de recherche de terres :

- 5 recherches de foncier ;
- 2 logements dont au moins un siège d'exploitation ;
- 1 projet de création de bâtiments d'élevage (en cours) ;
- 1 atelier (construction réalisée en 2015).

L'agriculture reste le fondement de l'économie et de l'identité de Villeneuve-lès-Lavaur. Les terres présentent un bon potentiel agronomique encore valorisé par l'existence du réseau d'irrigation. Les exploitations sont grandes, à priori pérennes, les exploitants sont jeunes dans leur grande majorité. Les terres sont exploitées par un grand nombre de fermiers et d'exploitants n'ayant pas leur siège social sur la commune, mais également par des entreprises de travaux agricoles.

3 - Les autres activités :

On trouve peu d'activités sur la commune : une boulangerie, une assistante maternelle et quelques entreprises artisanales (métallier/soudeur, charpente/maçonnerie, travaux de terrassement, réparation, fabrication articles de vêtement...), et de service (sécurité incendie, conseil, immobilier, traducteur).

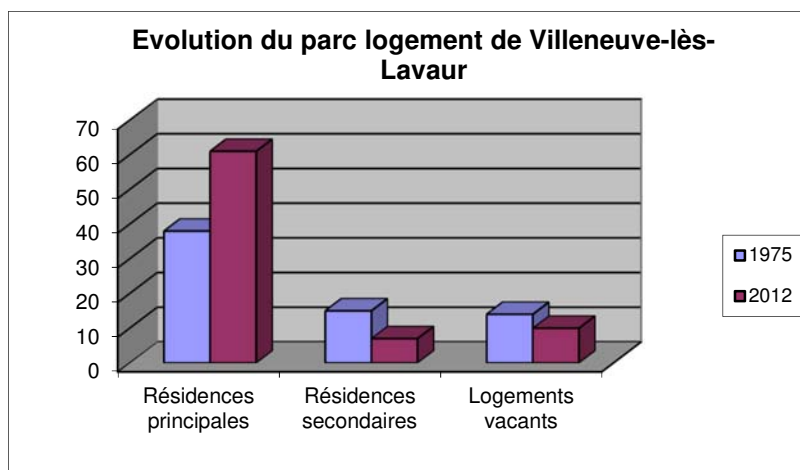
C. LE PARC LOGEMENT

1 - Structure et évolutions du parc immobilier

(Source Insee)

	1975	2012
Parc logement	67	78
<i>Dt résidences principales</i>	38	61
<i>Dt résidences secondaires</i>	15	7
<i>Dt logements vacants</i>	14	10

- Au cours de la période 1975/2012, le parc logement progresse de 16% tandis que la population diminue n'augmente que légèrement (+7%) ce qui s'explique notamment par la diminution constatée dans l'occupation moyenne des logements au cours de la période (3,6 personnes par logement en 1975 pour 2,3 en 2012). A noter, qu'au cours de cette période, les autres communes rurales du canton voient leur parc logement augmenter de plus de 120% ;
- La structure du parc logement de Villeneuve évolue au cours de cette période, son développement est exclusivement le fait des résidences principales dont le nombre augmente de 58% (23 logements supplémentaires). Le parc des résidences principales des autres communes rurales du canton augmente pour sa part de 160% ;
- On assiste à une diminution très significative des résidences secondaires, très probablement transformées en résidences principales, elles ne sont plus que 7 en 2011. Villeneuve-lès-Lavaur devient une commune résidentielle au cours de cette période ;
- Si la part des logements vacants diminue, leur nombre reste relativement élevé. Ceci s'explique par la forme du bâti traditionnel très imposant et dont les remises aux normes s'avèrent onéreuses. On assiste cependant à des réhabilitations de qualité ;
- En 2012, le parc logement est constitué à :
 - 78,2% par des résidences principales pour 56,7% en 1975 ;
 - 9% par des résidences secondaires pour 22,4% en 1975 ;
 - 12,8 % par des logements vacants pour 20,9% en 1975 ;



Ces valeurs se démarquent très fortement de celles des autres communes rurales du canton est depuis longtemps une commune résidentielle (résidences principales : 91,5%, secondaires : 3,2%, vacants : 5,3%).

- En 2012, le parc logement est constitué à 97,5% par des **maisons individuelles** ;
- 86% des résidences principales sont des **grands logements** de type 4 et plus. Il n'y a aucun petit logement sur le territoire ;
- 73% des résidences principales sont occupées par leurs **propriétaires** ;
- **Le parc locatif** représente 2,4% des résidences principales en 2012, ce qui est assez élevé compte tenu du profil de la commune ;
- La commune ne dispose d'aucun logement social mais propose **4 logements communaux**.

2- Dynamique récente :

Il n'y a eu aucune construction neuve à usage d'habitation depuis 1999.

Le parc logement de Villeneuve-lès-Lavaur reflète la ruralité de la commune.

On note l'absence totale de construction neuve au cours des 15 dernières années ce qui est d'autant plus étonnant que la commune se situe dans un secteur particulièrement dynamique.

L'absence de document d'urbanisme, l'importance des activités agricoles et des blocages fonciers expliquent cette situation.

PARTIE II :
CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET
D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT
DURABLES

OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT

Dans un secteur particulièrement dynamique, Villeneuve-lès-Lavaur fait figure d'exception. Située à 45 mn de Toulouse et à 20 mn de Lavaur, elle ne participe absolument pas à la dynamique de ces deux agglomérations. La population communale est quasiment stable quand les communes limitrophes ont des rythmes de croissance très soutenus entre 1999 et 2011, tant dans le Tarn qu'en Haute-Garonne :

- Viviers-lès-Lavaur : +35,2% ;
- Veilhes : +10,5% ;
- Bannières : +46,1% ;
- Vendine : +50,9% ;
- Loubens-Lauragais : 32,1%

Cette situation, fruit d'une volonté locale, a permis de préserver les activités agricoles et l'authenticité du territoire. Mais le faible seuil démographique actuel (environ 150 habitants) fragilise la commune. Le vieillissement de la population est également un indicateur inquiétant quant à l'avenir du territoire.

Villeneuve-lès-Lavaur est aujourd'hui une commune agricole. S'il est essentiel de protéger cette activité, il ne l'est pas moins de permettre à la commune d'améliorer son attractivité résidentielle, seule option pour assurer son maintien démographique.

La faible attractivité de Villeneuve-lès-Lavaur est essentiellement liée à la carence en terrains à bâtir. Cette situation s'explique à la fois par des blocages administratifs (absence de document d'urbanisme) et locaux (problème de rétention foncière), mais également par les formes urbaines présentes sur la commune. Le noyau villageois, très petit, peut difficilement être assimilé à une « Partie Actuellement Urbanisée » (PAU), les autres groupes d'habitations sont encore plus petits (aucun n'atteint le seuil de 5 constructions à usage d'habitation) d'où les avis défavorables donnés à la quasi-totalité des certificats d'urbanisme demandés ces dernières années. Cette situation est très préjudiciable puisqu'elle condamne à terme la commune.

Dans ce contexte, la volonté du Conseil Municipal a été d'élaborer un document d'urbanisme lui permettant d'ouvrir de façon modéré le territoire communal. Compte tenu de la localisation de Villeneuve-lès-Lavaur et des qualités de son cadre de vie, cela devrait permettre de lancer la croissance.

Villeneuve-lès-Lavaur est une des communes rurales identifiées par le SCoT, s'il est considéré que ces communes doivent limiter fortement leur développement, il est cependant reconnu qu'elles constituent une alternative d'habitat et participent à la préservation identitaire du territoire. La volonté communale s'inscrit dans cette logique : permettre un développement très maîtrisé permettant d'assurer la pérennité de son territoire.

L'objectif de développement retenu est basé sur une croissance démographique de l'ordre de 1,3% par an à l'horizon 2028, soit une trentaine d'habitants supplémentaires pour une population de l'ordre de 180 habitants. Cet objectif est ambitieux mais il est rendu nécessaire par la fragilité démographique actuelle de Villeneuve-lès-Lavaur et la longue période de stagnation qu'a connu la commune. Il est essentiel de créer une dynamique résidentielle assez forte dès l'approbation du

PLU, quitte à réduire le rythme quand celle-ci sera amorcée. Ce rythme de croissance est élevé mais reste néanmoins raisonnable et ne devrait pas compromettre l'équilibre communal. Il reste nettement inférieur à celui enregistré par la plupart des communes voisines.

Pour atteindre cet objectif, le projet mise sur la création d'une quinzaine de nouvelles constructions à usage d'habitation sur la base d'un ratio de 2,3 nouveaux habitants par logement, ce qui correspond à l'occupation moyenne des logements de Villeneuve-lès-Lavaur en 2012.

Compte tenu du profil de la commune (ruralité, assainissement autonome, faible niveau d'équipement...) et de la demande existante pour des terrains de taille moyenne, il serait inadapté de prévoir une urbanisation trop dense. Le PLU doit promouvoir des formes d'urbanisation adaptées à la commune tout en restant économe du territoire. C'est dans cette optique que les réflexions sur le dimensionnement des zones constructibles ont retenu une moyenne de 1000 m² par logement créé.

Objectif de développement démographique : une croissance de l'ordre de 20%, pour une population d'environ 180 habitants en 2028.

Objectif de développement résidentiel : 15 nouveaux logements ; environ 1,5 ha constructibles.

PRINCIPES RETENUS

Le développement de Villeneuve-lès-Lavaur dans les années à venir va dépendre de sa capacité à concilier son potentiel d'attractivité résidentielle génératrice de développement démographique avec le maintien de son identité rurale et de son économie agricole. L'enjeu principal du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) est de mettre en place la règle du jeu pour que cette évolution soit réussie. Dans cette optique, ses orientations convergent vers un même objectif : élaborer un projet communal respectueux de l'identité communale, c'est-à-dire adapté à l'échelle et au caractère rural de la commune.

Le PADD s'organise autour d'un principe majeur : **la préservation et la valorisation de l'identité communale** et se décline en 5 orientations générales.

-1-

La protection des espaces et activités agricoles

L'agriculture est le fondement de l'économie, des paysages et de l'identité de la commune, la préservation des terres et la pérennisation des exploitations existantes est donc la priorité absolue du PADD. Les terres présentent un bon potentiel agronomique, elles permettent une diversité intéressante des activités agricoles, le tissu des exploitations est en recul important mais l'immense majorité du territoire est exploitée. L'objectif du PADD est notamment de ne pas créer de situation de conflit ou de concurrence avec le développement de l'habitat. Dans cette optique, le PADD met en place une stratégie d'urbanisation particulièrement économe du territoire et laisse à l'agriculture la très grande majorité du territoire.

-2-

La valorisation des paysages et du patrimoine rural

Villeneuve-lès-Lavaur est une commune aux paysages agricoles remarquables, les perspectives sur son territoire vallonné façonné et entretenu par une agriculture dynamique, sur les beaux bâtis ruraux et sur les chemins verts du Girou et surtout du Messal sont nombreuses. Malgré l'exploitation des terres, quelques boisements, haies et arbres isolés structurent encore le territoire. Le village s'organise harmonieusement autour des équipements publics. Les milieux « naturels » sont présents jusque dans le cœur du village au travers d'arbres d'ornements et d'espaces verts. L'objectif du PADD est de préserver cette structuration de l'espace et de limiter les risques de banalisation et de fermeture des paysages par le mitage des constructions.

-3-

La préservation des espaces naturels et forestiers et la mise en valeur des continuités écologiques

L'exploitation agricole relativement intensive du territoire communal a fait reculer les milieux naturels, mais la topographie et, surtout, le réseau hydrographique ont favorisé le maintien de milieux naturels sur le territoire communal (boisements, cours d'eau et ripisylves). Tous ces espaces sont autant de réservoirs biologiques ou de corridors écologiques qui permettent la circulation des espèces. Ces milieux restent cependant assez dispersés et ne sont pas toujours connectés entre eux. Les milieux naturels les plus importants restent le Girou (connexion Est-Ouest) et le Messal (connexion Nord /sud). La remise en état de la ripisylve dans le tracé sud du Messal permettrait de réduire la distance entre ces deux réservoirs de biodiversité, malheureusement la présence de la route nationale et les évolutions prévues pour cette voie

rendent difficilement envisageable une jonction effective. Une autre continuité écologique est à favoriser au nord du territoire en s'appuyant sur le ruisseau de Dives. L'objectif du PADD est de conserver ces pôles de biodiversités et de maintenir les continuités existantes.

- 4 -.

La prise en compte les contraintes

Il s'agit essentiellement de prendre en compte les risques d'inondation liées aux crues du Girou et du Messal. Le PADD ne prévoit aucun développement de l'urbanisation dans les périmètres concernés. L'autre contrainte concerne les évolutions de la RN 126. Le PADD ne prévoit pas de développement des groupes d'habitations situés à proximité du projet autoroutier reliant Toulouse et Castres.

- 5-

La relance maîtrisée du développement urbain

Comme le reste de la commune, le village s'est très peu développé au cours des dernières décennies. L'absence de document d'urbanisme et une forme urbaine atypique ont conduit à un quasi-gel de la constructibilité sur le territoire communal et ce malgré l'attractivité environnante. La commune apparaît aujourd'hui fragilisée. Afin d'inverser la tendance démographique, le PADD prévoit de créer une offre en terrains à bâtir modérée et centrée exclusivement autour du bourg-centre. Cette stratégie a pour objectif de relancer l'attractivité communale tout en maîtrisant la croissance mais aussi de renforcer la structuration communale en affirmant la centralité villageoise. L'objectif est de mettre en place des formes urbaines adaptées à l'échelle de la commune et respectueuses de l'identité locale. Il s'agit aussi de favoriser la diversité de l'habitat, afin d'accélérer le rajeunissement de la population et de pérenniser les équipements existants. Le développement extérieur au village sera limité à des changements de destination sous réserve que cela ne compromette ni les activités agricoles ni les paysages.

<p>PARTIE III</p> <p>DELIMITATION DES ZONES ET MOTIFS DES</p> <p>LIMITATIONS ADMINISTRATIVES A L'UTILISATION DU</p> <p>SOL</p>
--

LES ZONES URBAINES

d'habitation). Deux d'entre eux ont été plus particulièrement étudiés : En Geigne et En Blazy mais ces réflexions n'ont pas pu aboutir à leur classement en zone constructible car ils ont été jugés trop petit notamment au regard des critères du SCoT qui, de toute façon, ne prévoit pas actuellement d'autoriser les extensions de hameaux.

2. Motifs des limitations administratives à l'utilisation des sols

Art 1 et 2 : afin de préserver l'identité de ces zones, certaines utilisations et occupations du sol ont été interdites ou soumises à conditions afin de :

- ***Pérenniser une forme urbaine*** essentiellement dédié à l'habitat en interdisant les utilisations et occupations du sol trop consommatrices d'espaces ou susceptibles de modifier la topographie : entrepôts, constructions et installations liés à l'hébergement touristique de plein air ou au stationnement des caravanes, exhaussement et affouillements du sol ;
- ***Protéger la population*** :
 - En interdisant ou en soumettant à conditions les utilisations et occupations des sols incompatibles avec le voisinage des lieux habités ou susceptibles de générer des nuisances, notamment les nouveaux bâtiments d'exploitation agricole et forestière ainsi que les constructions à usage industriel et les carrières ;
 - En soumettant à conditions les constructions situées à proximité du canal d'irrigation.

Art 3 : les règles de raccordement au réseau de voirie sont souples et visent à donner les règles minimales de sécurité publique et de sécurité des dessertes sur les voiries, qu'elles soient principales ou secondaires.

Art 4 : les prescriptions visent à tenir compte du fait que le territoire communal relève de l'assainissement autonome. En ce qui concerne les eaux pluviales, les prescriptions visent à assurer la protection de la ressource en eau. Pour les autres réseaux, les prescriptions visent à garantir à la fois la sécurité et l'esthétique.

Art 5 : le PLU tient compte de l'abrogation de la taille minimum des parcelles conformément à la loi ALUR.

Art 6 et 7 : dans ces zones, l'implantation des constructions s'est faite de manière plutôt hétérogène. Dans la zone U, les prescriptions visent à permettre les évolutions des constructions selon la logique existante (la zone est comblée).

Art 10 : les prescriptions visent à tenir compte de la forme du bâti traditionnel et à maintenir une certaine homogénéité.

Art 11 : les prescriptions visent à maintenir une certaine homogénéité du bâti afin de respecter l'identité de la commune. La réglementation des clôtures va également dans ce sens en favorisant l'intégration paysagère des constructions, notamment en limites séparatives et en limite avec les zones A et N.

Art 12 : conformément au Code de l'Urbanisme, 1 seule place de stationnement est exigée pour les logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat. Il en est de même dans le cas de structure d'hébergement pour personnes âgées.

Art 13 : les prescriptions visent à créer des conditions de vie agréable, à sauvegarder une certaine qualité paysagère et la biodiversité y compris en milieu urbain.

Art 14 : le PLU tient compte de l'abrogation du COS conformément à la loi ALUR.

Art 15 : les prescriptions visent à favoriser le recours à des techniques et matériaux relatives aux énergies renouvelables et aux économies d'énergies.

Art 16 : les prescriptions visent à garantir à la fois la sécurité (éviter la dégradation des installations en cas d'évènements climatiques de type tempête, de plus en plus fréquents) et l'esthétique (limiter la multiplication des réseaux aériens peu valorisants).

LES ZONES A URBANISER

Les zones à urbaniser sont repérées par un sigle commençant par les lettres AU. Peuvent être classés dans ce type de zone les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation.

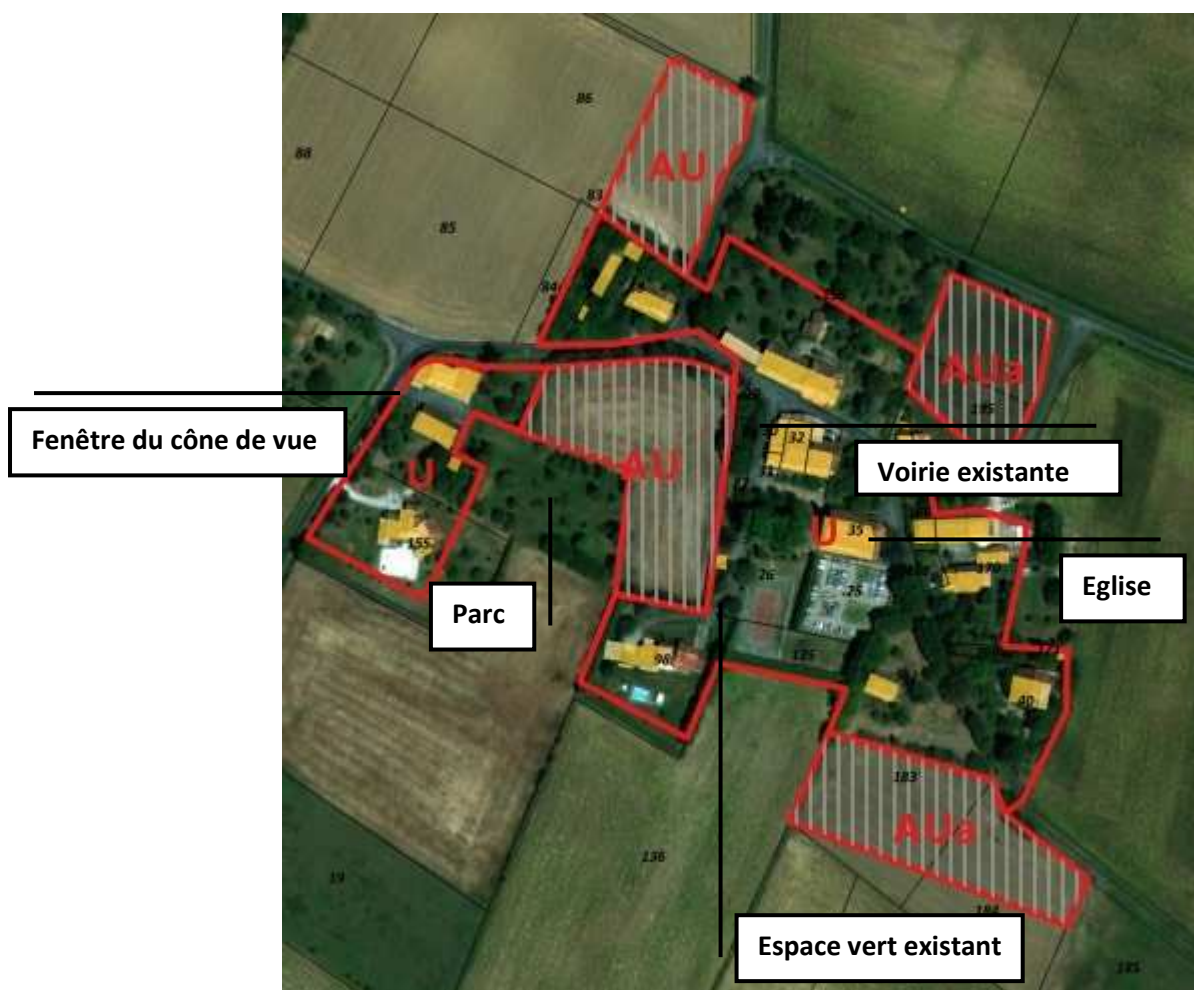
1. Délimitation

L'urbanisation actuelle de Villeneuve-lès-Lavaur se caractérise par la grande dispersion de l'habitat, forme urbaine ici traditionnelle mais peu économe du territoire et incompatible avec les lois encadrant actuellement l'urbanisme, notamment la loi ALUR. C'est dans cette optique que le PLU met en place une stratégie de développement de l'urbanisation essentiellement centrée sur le village.

Le PLU crée 4 zones AU réparties autour du noyau villageois afin de permettre un développement régulier et harmonieux de celui-ci.

Ces zones à urbaniser, couvrant une superficie totale de 1,5 ha, sont destinées à être urbanisées de manière organisée, avec une vocation principale d'accueil d'habitat. Les réseaux existants sont suffisants pour permettre l'urbanisation de l'ensemble de chaque zone.





1.1 Le secteur AU d'En Sarel couvre une superficie de 5800 m² d'un seul tenant. Il s'agit de la partie nord de la parcelle 154a, actuellement exploitée mais quasiment enclavée par le tissu urbanisé (est, ouest et sud-est), par le parc (sud) et par des constructions (habitation et boulangerie) implantées au croisement de la RD 142 et de la voie communale n°4. La RD 142 borde la parcelle au nord mais ne la dessert pas (talus). Cette parcelle est située en vis à vis de la place de la mairie, dont elle est séparée par la voirie et un espace public végétalisé. Par sa localisation et sa topographie, est particulièrement propice au développement de l'habitat. Elle correspond à l'extension la plus logique du village.

→ **Justifications et principes retenus par l'OAP :**

L'urbanisation de cette zone située à l'entrée de village aura un impact important sur le paysage villageois. Celui-ci est très préservé, l'objectif est de favoriser une urbanisation encadrée par une Orientation d'Aménagement et de Programmation assez stricte afin d'optimiser l'occupation du sol et de préserver l'identité communale :

- **Imposer une opération d'aménagement d'ensemble ;**
- **Mise en place d'une densité minimale** (5 logements minimum) : il s'agit de l'enjeu principal du PLU en matière de développement de l'habitat, sa localisation justifie une densité un peu plus importante ;
- **Maîtriser l'implantation et l'orientation** des constructions, afin d'éviter la création d'un simple tissu pavillonnaire, mais plutôt de créer un « effet-rue » souple (création d'une bande d'alignement, possibilité de construire en continuité ou en semi-continuité) ;

- **Créer un seul accès** pour l'ensemble des constructions à partir de la place de la mairie afin de renforcer l'idée de quartier (et non de juxtaposition de maisons individuelles) et de bien insérer celui-ci dans le tissu existant (pas d'accès par la RD 142) ; **Prévoir une attente de voirie** pour prolonger éventuellement celle-ci.
- **Favoriser la création d'espaces verts linéaires** (le long de la voirie, entre celle-ci et le cheminement doux...) afin de ne pas réduire les espaces privatifs ;
- **Valoriser l'identité communale** en préservant le puits, le talus et son alignement d'arbres (bord de RD 142) et en créant une zone *non aedificandi* pour préserver la perspective sur l'église depuis la RD 142 en y préservant la possibilité d'y implanter la voirie, le cheminement doux, les stationnements et des espaces ;
- **Prévoir des stationnements** sur la parcelle et mutualisés (n'imposer qu'une place sur les parcelles compte tenu de leur taille modérée) ;
- **Prévoir un espace-poubelles** à l'entrée du quartier.

1.2 Les secteurs AU Nord : le secteur AU situé au nord-ouest du village en bord de RD 142 et le secteur AUa situé au nord-est du village en bord de la voie communale N°8 offrent chacun une surface constructible de 3300 m² soit, compte tenu de leur localisation et de leur forme, un potentiel de l'ordre de 3 constructions chacun. Ils sont situés de part et d'autre du parc de la maison implantée au nord de la parcelle 156 au cœur du village et dans la continuité d'habitations existantes. L'ensemble est de ce fait assez cohérent. Les parcelles concernées sont actuellement exploitées mais la proximité et leur bonne liaison au cœur de village en font des extensions logiques de celui-ci.

➔ ***Justifications et principes retenus par l'OAP :***

Afin d'optimiser l'occupation des sols, ces zones seront chacune urbanisées sous forme d'opération d'aménagement d'ensemble avec une densité minimale de 3 logements. Le lien avec le village sera renforcé par la reprise du leitmotiv arboré existant au nord de la zone d'En Sarel (bande enherbée d'environ 3 mètres de large plantée d'arbres de haute tige en bord d'emprise publique). Un seul accès par zone sera autorisé afin de renforcer la cohésion du quartier. Pour ce qui est de l'implantation des constructions par rapport aux emprises publiques, une bande d'implantation est imposée en bord de RD 142 afin de prolonger l'effet rue. Par contre, une plus grande souplesse est laissée en bord de voie communale (zone AUa) afin de ne pas imposer un alignement qui pourrait compromettre un aménagement harmonieux de la zone.

1.3 Le secteur AUa Sud-Est : situé dans la continuité du village le long du chemin rural, derrière le cimetière et le tennis, en vis-à-vis de l'ancien couvent. Suite à l'obtention de certificats d'urbanisme pour les parcelles 183, 184 et 185 (aujourd'hui obsolètes), des investissements relativement lourds ont été réalisés par les propriétaires au travers d'une PVR. Plus récemment, de nouvelles demandes de certificats d'urbanisme ont reçu un avis négatif car ces terrains ont été considérés à juste titre comme situés hors PAU. Compte tenu de l'historique de ces terrains, la commune a souhaité réfléchir à l'intégration, au moins partielle, de ces parcelles dans le PLU. Le classement en zone constructible des trois parcelles créerait un étirement de construction sans vis-à-vis, injustifiable et incompatible avec les lois ALUR et Grenelle notamment du fait d'une consommation excessive de terres agricoles (les surfaces concernées représentent 1,3 ha, soit près des deux-tiers du total des surfaces nécessaires à

l'horizon 2028). Le PLU prévoit donc d'ouvrir à l'urbanisation 4500m² (parcelle 183 et, partiellement 184) afin d'amorcer le développement de l'urbanisation dans ce secteur. Cela va également dans le sens de la stratégie à très long terme de la commune d'un développement vers le sud (réserve foncière communale, voir schéma ci-après).

→ ***Justifications et principes retenus par l'OAP :***

Pour assurer la cohérence de l'urbanisation et optimiser l'occupation des sols, cette zone sera urbanisée sous forme d'une opération d'aménagement d'ensemble avec une densité minimale de 4 logements. L'accès à la zone se fera via la parcelle 134 pour ne pas compromettre l'urbanisation future des parcelles limitrophes. En dehors de la voie de desserte, cette zone n'est pas située en bordure de voie publique, une grande souplesse est donc laissée quant à l'implantation des constructions. Cependant, comme pour le reste du village une orientation « sud » des constructions est à privilégier.

Comme toutes les parcelles entourant le village, les terrains concernés sont exploités mais la proximité et leur bonne liaison au cœur de village en font des extensions logiques de celui-ci.



Les zones AU et AUa du PLU correspondent à un potentiel de 15 nouvelles constructions individuelles.

En matière de capacité des réseaux :

- Ces zones sont correctement desservies par la voirie.
- La capacité du réseau d'alimentation en eau est suffisante pour desservir une quinzaine de constructions supplémentaires. Toutefois la desserte de la zone AU Nord-Ouest nécessitera une extension de réseau (environ 80 mètres). A noter également qu'une conduite d'eau traverse la zone AU d'En Sarel ce qui nécessitera soit de prévoir une servitude de passage au droit de cet ouvrage soit de déplacer la conduite sur le domaine public.
- Le réseau d'électricité permettra de desservir les constructions prévues. Si des renforcements s'avèrent nécessaires, ils seront réalisés à la charge du syndicat. La zone AUa Nord-Est nécessitera éventuellement une extension d'une quarantaine de mètres.
- Pour ce qui est de l'assainissement autonome, des exutoires sont présents (fossés en bord de route, épandage sur parcelle et rejet dans les ruisseaux).

2. Motifs des limitations administratives à l'utilisation des sols

Cette zone est la continuité logique de la zone urbaine (zone « U »). Son règlement autorise et interdit les mêmes occupations et utilisations du sol afin de permettre le développement du même genre de tissu urbain. Dans cette optique, le règlement de la zone AU se rapproche de celui de la zone U, mais il privilégie une urbanisation plus dense et plus organisée conformément aux Orientations d'Aménagement et de Programmation définies. L'urbanisation ne pourra se faire que sous la forme d'opérations d'aménagement d'ensemble afin d'optimiser l'occupation des sols.

LA ZONE AGRICOLE

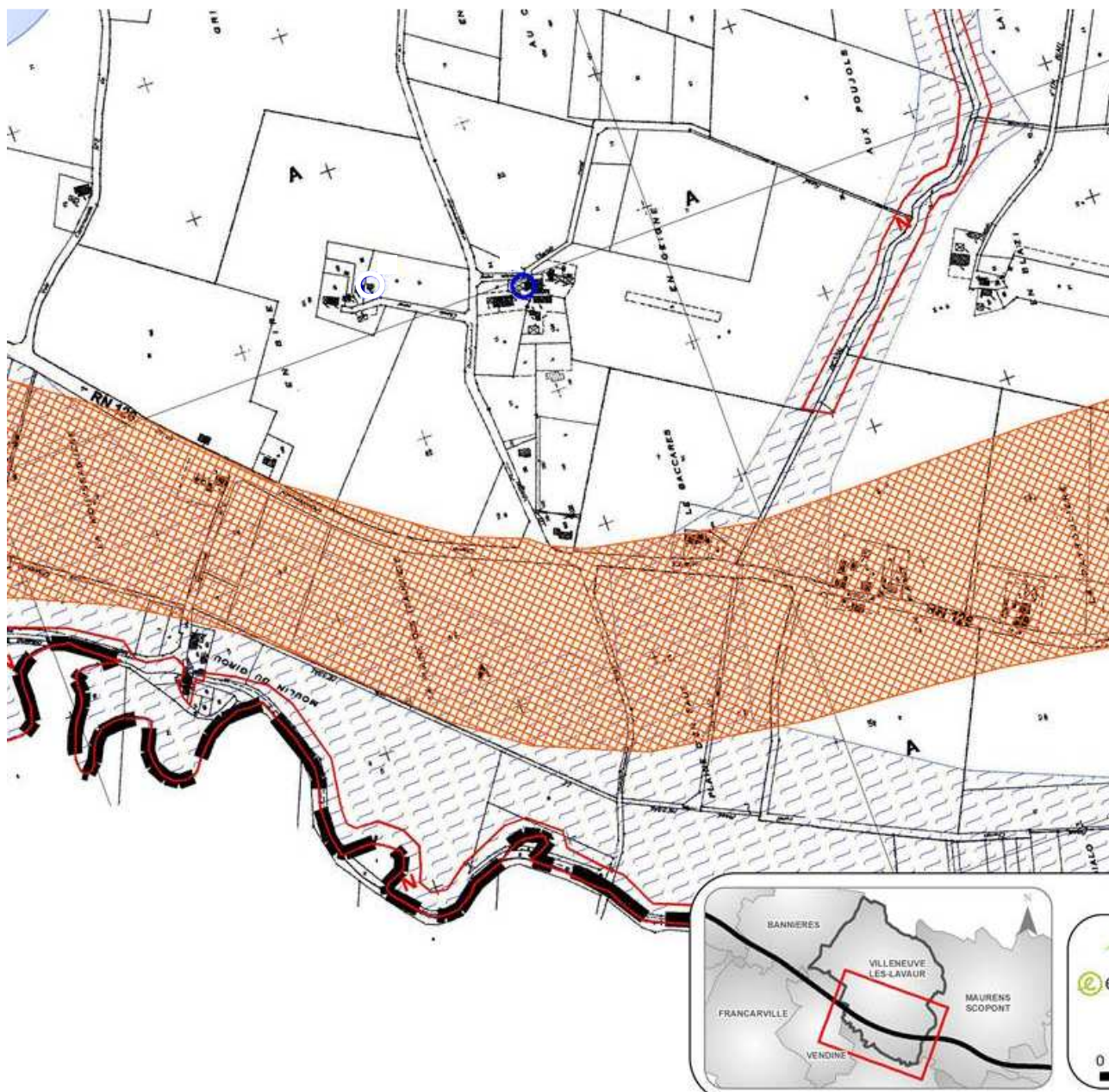
La zone agricole est repérée par un sigle commençant par la lettre A. Peuvent être classés dans ce type de zone les secteurs, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

1. Délimitation

La zone agricole couvre environ 585 ha, soit 94,5% du territoire communal ce qui est logique dans cette commune fertile du Lauragais. La superficie de cette zone est aujourd'hui cohérente avec celle de la SAU communale (527 ha en 2010). Seuls y sont autorisées les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et à des équipements collectifs ou à des services publics.

La zone A concerne donc les terres et bâtiments relevant de l'activité agricole mais englobe également :

- ➔ Les constructions isolées ou en petits groupes qui ne sont pas ou ne sont plus liées aux activités agricoles. Conformément à la Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF) et la loi Macron, les bâtiments d'habitation pourront faire l'objet d'extensions et/ou d'annexes à condition, entre autre, de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.
- ➔ Les bâtiments qui pourront faire l'objet d'un changement de destination à condition de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Ce changement de destination sera soumis à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF). L'objectif est d'encourager la réutilisation des bâtiments existants pour créer ou maintenir des logements tout en luttant contre l'étalement urbain et le mitage, ce qui représente un enjeu majeur dans la mesure où il existe une réelle dynamique de réhabilitation de bâtis anciens sur le territoire de Villeneuve-lès-Lavaur. Dans cette optique, 12 bâtiments ont été identifiés.
- ➔ Des boisements linéaires ou de petites tailles. Ces éléments de la trame verte et bleue permettent d'assurer la continuité entre les différents réservoirs de biodiversité présents sur le territoire communal, à savoir essentiellement le réseau hydrographique et les végétations de bord de rive qui ont été pour leur part classés en zone naturelle.
- ➔ Une haie particulièrement structurante tant pour l'environnement que pour les paysages ainsi que les arbres les plus remarquables sont maintenus en zone agricole mais sont protégés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.
- ➔ Un Emplacement Réservé pour le projet de liaison autoroutière Castres/Toulouse (LACT) et ses aménagements connexes inscrit au bénéfice d'ASF. L'emprise de l'emplacement réservé correspond à la bande dite de déclaration d'utilité publique (bande DUP), large de 200 m en moyenne et incluant le tracé de référence, cette bande est localement adaptée (généralement réduite) aux contraintes environnementales humaines et naturelles, ainsi qu'aux besoins pour le projet (*voir plan en page suivante*).



Le PLU peut, à titre exceptionnel, délimiter dans la zone agricole, des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) dans lesquels peuvent être autorisés :

- ➔ Des constructions ;
- ➔ Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage ;
- ➔ Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

La création de ce type de secteur ne se justifie pas sur le territoire communal, aucun STECAL n'a donc été créé.

2. Motifs des limitations administratives à l'utilisation des sols

Selon l'article R.151-23 du Code de l'Urbanisme, peuvent être autorisées, en zone A les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Les bâtiments destinés au logement de personnes travaillant sur l'exploitation agricole sont autorisés à condition qu'ils soient justifiés par une présence permanente et rapprochée du centre d'exploitation. L'habitation sera implantée à proximité immédiate des bâtiments d'exploitation existants. La charte de constructibilité en milieu rural préconise que le logement de fonction soit implanté dans un rayon de 50 mètres autour des bâtiments d'exploitation. Toutefois, pour tenir compte des conditions locales, cette distance peut être augmentée par des adaptations mineures rendues nécessaires par la nature du sol, la forme ou la situation topographique des parcelles, la nature des bâtiments d'exploitation. Les installations classées seront implantées à au moins 100 mètres des limites séparatives afin de limiter les risques de nuisances et de conflits de voisinage.

Selon L.151-11 du Code de l'Urbanisme, le règlement de la zone A autorise les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs. L'ensemble du tracé du projet de liaison autoroutière Castres-Toulouse sur le territoire communal est situé en zone A. Ce projet constitue un équipement de service public d'intérêt collectif. De ce fait, le règlement du PLU vise à autoriser, dans de bonnes conditions, les constructions, installations et aménagements, y compris les mesures en faveur de l'environnement, liés à la réalisation et au fonctionnement du projet de liaison autoroutière entre Castres et Toulouse ainsi que les affouillements et exhaussements du sol induits (articles A2, A6, A7, A10, A11, A13).

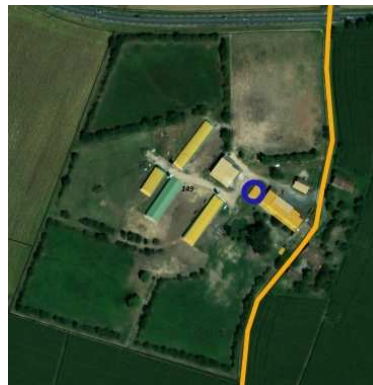
Selon L.151-11 du Code de l'Urbanisme, le règlement de la zone A peut désigner les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination. En conséquence, les constructions repérées par un cercle sur les documents graphiques pourront faire l'objet d'un changement de destination à vocation d'habitation, d'activités dès lors que ce changement de destination restera compatible avec le voisinage immédiat de la construction concernée. Les changements de destination à vocation d'activités ne devront en aucun cas générer des nuisances. Douze bâtiments, présentant pour la plupart un intérêt architectural, ont été repérés ce qui permettra de favoriser la dynamique de réhabilitation du patrimoine traditionnel et de limiter le recours aux constructions neuves.

Conformément à l'article L.151-12 du Code de l'Urbanisme, le règlement de la zone A permet aux bâtiments d'habitation existants de faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. L'objectif est de maintenir un habitat groupé afin de ne pas compromettre l'activité agricole en limitant au maximum l'extension des périmètres de réciprocité et de limiter la banalisation des paysages en maîtrisant les risques de mitage. L'emprise au sol des extensions a été fixée à 30% ou 50% de l'emprise au sol existante en fonction de l'emprise au sol initiale.

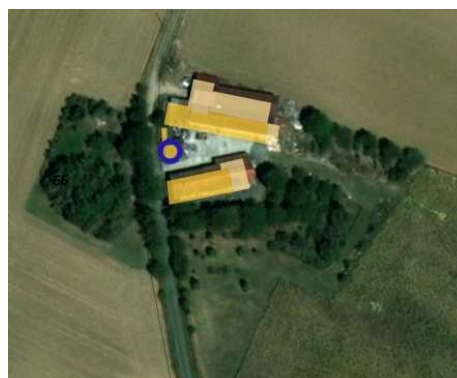
Par ailleurs, les boisements repérés sur les documents graphiques au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme devront être conservés, entretenus, régénérés si besoin. S'ils venaient à être détériorés, ils devront être replantés.

Bâtiments identifiés au titre de l'article L.151-11 du Code de l'Urbanisme

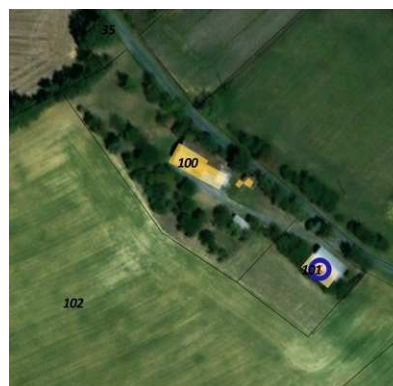
N°1. Située au lieu-dit En Bénech, cette grande grange située au sein de l'exploitation agricole pourrait être valorisée dans le cadre de la diversification des activités agricoles.



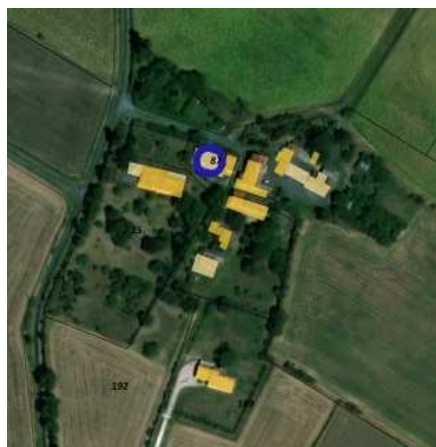
N°2. Située à En Coural, la bâtisse, annexe à un ensemble bâti important et de qualité, est actuellement inoccupée. Le propriétaire souhaite la réhabiliter pour la création d'un logement.



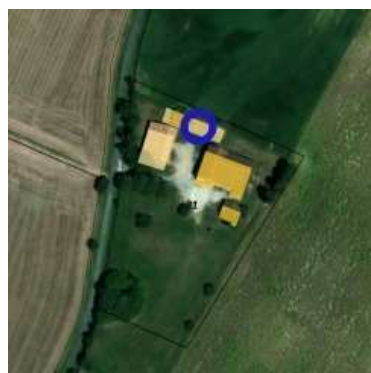
N°3. Située au lieu-dit la Rulle, la réhabilitation de cette ancienne maison permettrait d'améliorer l'aspect de ce secteur qui a déjà fait l'objet de réhabilitations de qualité et de proposer une alternative à la construction neuve.



N°4 : Situé au sein du groupe d'habitations d'En Geigne, la réhabilitation de ce hangar permettrait d'améliorer l'aspect de ce secteur qui a déjà fait l'objet de réhabilitation de qualité et de proposer une alternative à la construction neuve.



N°5. Situé au sein de l'exploitation agricole de Grimonde, cet ensemble traditionnel constitué d'une belle grange et d'un petit bâtiment technique pourrait être valorisé dans le cadre de la diversification des activités agricoles.



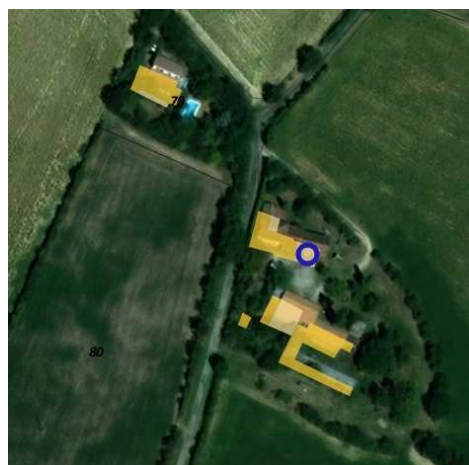
N°6. Située à En Pujol Bas, la transformation de ce bâtiment en bon état en habitation est logique et permettra d'améliorer l'aspect de ce groupe d'habitations qui s'apparente presque à un hameau.



N°7 / 8 / 9. Le Village-Vieux présente un patrimoine architectural et patrimonial remarquable, la plupart des bâtiments a été réhabilitée dans le respect de leur identité. Les trois bâtiments repérés permettront de continuer à préserver ce noyau urbain emblématique de la commune.



N°10. Ce bâtiment technique mitoyen de l'habitation, située au lieu-dit Le Roc, pourrait faire l'objet d'une réhabilitation dans le cadre de la diversification des activités agricoles.



N°11. La qualité architecturale et patrimoniale des parties techniques du remarquable ensemble architectural de Le Plô justifie cette identification.



N°12. Ce bâtiment technique traditionnel, situé au lieu-dit Lagrave, pourrait faire l'objet d'une réhabilitation sans apporter de gêne aux activités agricoles.



LA ZONE NATURELLE ET FORESTIERE

La zone naturelle et forestière est repérée par un sigle commençant par la lettre N. Peuvent être classés dans ce type de zone les secteurs équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

1. Délimitation

Elle couvre environ 30 ha, soit 4,8% du territoire communal. La construction y est interdite.

- Dans cette commune très agricole, la zone N concerne les derniers milieux naturels à savoir le réseau hydrographique (Girou, Messal, ruisseau de Dives...) et ses abords. Quelques boisements de taille significative ont également été classés dans cette zone.
- Par ailleurs, les berges du Girou (sentier rural et ses abords) sont protégées au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

2. Motifs des limitations administratives à l'utilisation des sols

La zone N a été créée pour tenir compte de la qualité écologique de certains espaces.

Elle concerne exclusivement le réseau hydrographique (Girou, Messal, ruisseau de Dives...) et ses abords, ainsi que les derniers boisements de taille significative de la commune. Elle ne compte aucune construction de quelque nature que ce soit.

Elle est totalement inconstructible à l'exception des constructions techniques nécessaires au fonctionnement des équipements publics ou d'intérêt collectif sous réserve que cela soit justifié par des contraintes techniques et que toutes les mesures soient prises pour limiter leur impact paysager sur le site et les perspectives paysagères.

Par ailleurs, les boisements repérés sur les documents graphiques au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme devront être conservés, entretenus, régénérés si besoin. S'ils venaient à être détériorés, ils devront être replantés.

La zone N compte également un secteur tramé « Inondation » où les prescriptions visent à assurer la sécurité des biens et des personnes.

TABLEAU DES SURFACES ET POTENTIEL DE CONSTRUCTION

Zone	Surface totale	Surface libre	Nb logements potentiel
U	3,1 ha	0	0
AU En Sarel	5 800 m ²	5 800 m ²	5
AU Nord-Ouest	3 300 m ²	3 000 m ²	3
AU Nord-Est	3 300 m ²	3 000 m ²	3
AU Sud-Est	4 500 m ²	4 500 m ²	4
A	584,8 ha		
N	30 ha		

Les superficies disponibles dédiées à l'habitat s'élèvent à 1,5 ha et correspondent à un potentiel maximum de 15 nouveaux logements. L'augmentation potentielle de population est de l'ordre de 35 habitants (2,3 habitants par logement en moyenne).

Le projet est cohérent avec les perspectives d'évolution de la commune et les souhaits de la Municipalité.

INDICATEURS POUR L'ÉVALUATION DU PLU

Conformément à l'article L.153-27 du Code de l'Urbanisme, le conseil municipal procède, neuf ans au plus tard après la délibération portant élaboration du Plan Local d'Urbanisme, à une analyse des résultats de l'application de ce plan au regard des objectifs prévus à l'article L. 101-2 du Code de l'Urbanisme, à savoir les conditions permettant d'assurer, dans le respect de des objectifs du développement durable :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Le rapport de présentation doit préciser les indicateurs qui devront être élaborés pour cette évaluation des résultats de l'application du PLU. Le tableau en page suivante présente ces indicateurs, leur périodicité et le partenaire susceptible de réaliser ce suivi.

Le suivi des permis de construire accordés pour des constructions à usage d'habitation permettra notamment d'évaluer la nécessité de réviser ou non le PLU au terme de 9 années d'application.

Le PLU a été élaboré à l'horizon 2028. Il met en place :

- Une offre en terrains à bâtir de 1,5 hectare avec un objectif de 15 constructions nouvelles ;
- 12 possibilités de changements de destination.

Thématique	Indicateur	Description	Périodicité	Organisme source
Agriculture	Suivi du nombre d'agriculteurs sur la commune	Enregistrement du nombre d'agriculteurs et de leur SAU	Annuel	Mairie / Chambre d'Agriculture / RGA
Paysage	Evolution du paysage	Observatoire photographique du paysage (<i>une dizaine de points de vue fixes à définir</i>)	Annuel (même saison)	Mairie
Ressource	Evolution de la consommation d'eau	Suivi de la consommation d'eau (en m ³)	Annuel	Syndicat des eaux
Consommation d'espace	Suivi de la construction neuve	Nombre de logement construit et surface de la parcelle associée	Annuel	Mairie
Habitat	Suivi des changements de destination	Nombre de construction ayant fait l'objet d'un changement de destination	Annuel	Mairie
Démographie	Evolution démographique	Suivi du nombre d'habitants	Triennal	Mairie / INSEE

**PARTIE IV :
COMPATIBILITE AVEC LE SCOT
INCIDENCES DU PLU**

COMPATIBILITE AVEC LE SCoT

La commune de Villeneuve-lès-Lavaur est incluse dans le périmètre du SCoT du Vaurais approuvé en décembre 2016.

Les tableaux en pages suivantes analysent la compatibilité du PLU avec ce document de planification supra communal.

Villeneuve-lès-Lavaur élabore pour la première fois son document d'urbanisme, elle n'est donc pas concernée par l'article L.142-4 du Code de l'Urbanisme (*demande de dérogation au SCoT pour l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation dans le cadre de révision ou de modification de PLU*).

Par ailleurs, le SCoT du Vaurais étant approuvé, le PLU de Villeneuve-lès-Lavaur ne sera pas soumis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) (*article L.153-16 du Code de l'Urbanisme*).

SCoT du Vaurais : Axes du Document d'Orientations et d'Objectifs	Prescriptions / recommandations concernées	PLU de Villeneuve-lès-Lavaur
Une armature urbaine solidaire et équilibrée		
<i>Une production de logements donnant corps aux capacités d'accueil communales</i>	P1 - P3 - P4	Du fait de sa forme urbaine atypique (très petit centre-bourg, pas de village ou hameau au sens du SCoT), les capacités de réinvestissement, densification et de renouvellement urbain de Villeneuve-lès-Lavaur sont inexistantes
	P5	Le projet urbain s'organise autour de 4 zones à urbaniser pour lesquelles des Orientations d'Aménagement et de Programmation ont été définies. Si la maison individuelle reste la « norme » dans cette commune rurale, la possibilité de construire en continuité (fortement recommandée pour la zone d'En Sarel, la plus importante des zones à urbaniser) et la création d'une bande d'implantation (En Sarel) permettra de diversifier l'offre en logements (maisons jumelles) et de développer une extension du bourg s'inspirant de la forme urbaine du bourg (alignement du bâti).
	P7 - P8 R3 - R4	Les 4 secteurs d'extension urbaine se situent en continuité immédiate du bourg. Au-delà de l'habitat, seules y sont autorisées les activités non nuisantes. Des OAP ont été réalisées pour tous les secteurs d'extension urbaine (implantation des constructions, intégration paysagère, desserte, aménagement d'espace commun, gestion mutualisée du stationnement, gestion des eaux pluviales).
	P9	Le développement démographique prévu par le PLU est maîtrisé et ne nécessite pas de besoins nouveaux en matière d'équipement public.
	P10 - P11	Le PLU propose 1,5 hectare constructible pour un potentiel de 15 nouveaux logements, soit une densité moyenne de 10 logements à l'hectare (une densité supérieure à l'objectif du SCoT).
<i>Une répartition géographiques équilibrée du parc résidentiel social</i>	P23 - P24 - P25 R7	Le projet communal ne prévoit pas de création de logements sociaux, la localisation et le faible niveau d'équipement de la commune n'y étant pas favorable.

SCoT du Vaurais : Axes du Document d'Orientations et d'Objectifs	Prescriptions / recommandations concernées	PLU de Villeneuve-lès-Lavaur
Adapter l'attractivité aux contextes géographiques et environnementaux		
<i>Eléments constitutifs de la TVB: les cœurs de biodiversité et les corridors écologiques</i>	P27 - P28 - P31 - P32 - P33 - P34 - P35	Le territoire n'est concerné par aucune zone protection du patrimoine naturel, zones d'intérêt inventoriées, ou cœur de biodiversité ou corridors écologiques identifiés par le SRCE. La zone N du PLU concerne exclusivement le réseau hydrographique (Girou, Messal, ruisseau de Dives...) et ses abords, ainsi que les derniers boisements de taille significative de la commune. Elle ne compte aucune construction de quelque nature que ce soit. Elle est totalement inconstructible. Les bords du Girou, la haie de Payrouliès et les arbres les plus remarquables ont été repérés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.
	P36 - P37 - P38 R8	Le réseau hydrographique est inscrit en zone N. Les constructions ne pourront pas être implantées à moins de 10 mètres des berges des ruisseaux et fossés-mère (recueillant les eaux de plusieurs fossés). En zone agricole, les clôtures doivent être hydrauliquement transparentes (grillage sur piquets de bois ou métal peint et doublées de haies mélangées).
<i>Gestion durable des ressources en eau</i>	P42 -P47 R9	Les OAP demandent aux aménageurs de prévoir des dispositifs de collecte et traitement des eaux pluviales au sein des opérations. Elles prévoient également de limiter au maximum l'imperméabilisation des surfaces et la possibilité d'intégrer des solutions de traitement des eaux pluviales aux espaces verts communs. Le règlement privilégie l'infiltration des eaux sur la parcelle.
	P43 - P44	Le territoire relève de l'assainissement autonome. Le règlement impose que toute construction à usage d'habitation et tout local pouvant servir de jour ou de nuit au travail, au repos ou à l'agrément soit raccordée à un dispositif d'assainissement autonome, conforme à la réglementation en vigueur. Les réseaux existants (voirie, eau, électricité) sont suffisants pour permettre le développement prévu par le PLU.

SCoT du Vaurais : Axes du Document d'Orientations et d'Objectifs	Prescriptions / recommandations concernées	PLU de Villeneuve-lès-Lavaur
<i>Gestion durable des ressources en eau</i>	P45	Les zones d'extension urbaine sont modérées (1,5 hectare au total), toutes situées dans la continuité immédiate du bourg et leur urbanisation se fera selon une densité de 10 logements à l'hectare.
	P47 - P48 R14	Les OAP demandent aux aménageurs de prévoir des dispositifs de collecte et traitement des eaux pluviales au sein des opérations, et prévoient de limiter au maximum l'imperméabilisation des surfaces et la possibilité d'intégrer des solutions de traitement des eaux pluviales aux espaces verts communs.
	P49	Le règlement autorise tout projet de construction faisant appel à des matériaux ou techniques relatives aux énergies renouvelables ou à la réalisation d'économies d'énergies sous réserve d'une bonne intégration dans le site.
<i>La gestion des espaces agricoles</i>	P50	Il n'y a pas d'espace agricole d'intérêt écologique identifié sur le territoire communal. La zone agricole couvre environ 585 ha, soit 94,5% du territoire communal. La superficie de cette zone est aujourd'hui cohérente avec celle de la SAU communale (527 ha en 2010). Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et à des équipements collectifs ou à des services publics sont autorisées.
	P51	Les extensions et les annexes des constructions non agricoles sont règlementées notamment en matière d'emprise au sol, de hauteur et de distance d'implantation par rapport au bâtiment principal.
	P52 - P57	Le PLU confirme la vocation agricole de la commune. La création de zones constructibles n'a pu se faire que sur des terres exploitées et déclarées par leurs exploitants mais le dimensionnement de ces zones s'avère particulièrement modeste (1,5 ha, soit moins de 0,3% de la SAU) et reste compatible avec la vocation agricole de la commune. Les terres concernées sont situées dans la continuité immédiate du village, 3 exploitants sont concernés de façon marginale par rapport à leur activité.
	P 53 - P54	Un diagnostic agricole a été réalisé, avec questionnaire et atelier de travail avec les agriculteurs exploitants le territoire communal. Cela a permis d'identifier les terres agricoles, les pratiques et les éventuels projets.

SCoT du Vaurais : Axes du Document d'Orientations et d'Objectifs	Prescriptions / recommandations concernées	PLU de Villeneuve-lès-Lavaur
<i>La gestion des espaces agricoles</i>	R17	Le PLU règlemente l'aspect extérieur des bâtiments d'exploitation agricole afin d'en améliorer l'intégration paysagère.
	P55	Une douzaine de bâtiments sont identifiés pour pouvoir faire l'objet de changement de destination, dont 4 dans le cadre de la diversification des activités agricoles.
	P58	Par leur dimensionnement et leur localisation, les surfaces constructibles du PLU ne sont pas de nature à compromettre les activités agricoles présentes sur le territoire communal. Le PLU répond aux exigences législatives et supra communales en matière de limitation de la consommation des terres agricoles.
<i>La paysage, un enjeu associé à la TVB</i>	P59	Les abords de la RD 87 sont classés en zone agricole. Seuls y sont autorisées les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, les équipements collectifs ou à des services publics et les évolutions des constructions existantes.
<i>La prise en compte de la nature en ville</i>	P60 R20 - R21	La nature en ville est présente au cœur du bourg avec deux espaces publics végétalisés et arborés qui sont pérennisés par le PLU. Elle est également prise en compte dans les OAP des zones à urbaniser (plantation ou maintien de la végétation existante, création d'espaces verts communs, limitation de l'imperméabilisation des sols...).
	P61	Une zone <i>non aedificandi</i> est créée pour préserver une perspective sur le bourg centre.
	P62	Le règlement autorise tout projet de construction faisant appel à des matériaux ou techniques relatives aux énergies renouvelables ou à la réalisation d'économies d'énergies sous réserve d'une bonne intégration dans le site.
<i>Formes urbaines et possibilités d'extensions</i>	P64 - P65 - P66 - P67	Villeneuve-lès-Lavaur relève de la typologie "centre-ville et bourg" du SCoT. Le territoire communal ne compte aucun village, hameau ou écart au sens du SCoT. Tout le potentiel de constructions neuves à usage d'habitation (hors logement de fonction agricole) est situé autour et en continuité du bourg centre. Un certain nombre de logements pourront cependant être créés sur le reste du territoire dans le cadre des changements de destination des bâtiments identifiés. Le centre-bourg concentre 100% de la consommation foncière de la commune.

SCoT du Vaurais : Axes du Document d'Orientations et d'Objectifs	Prescriptions / recommandations concernées	PLU de Villeneuve-lès-Lavaur
<i>Le phasage du développement dans les PLU</i>	P74	Compte tenu de la modestie des zones constructibles, le PLU n'a pas mis en place de programmation qui pourrait bloquer le développement communal.
<i>Les communications numériques</i>	P75 - P76 R28	Les OAP (concernent les zones à urbaniser) prévoit la pose des fourreaux permettant le passage de la fibre optique.
<i>Se protéger vis-à-vis des risques, nuisances, pollutions</i>	P77 - P78 - P79 - P80	Il n'y a pas de PPR inondation sur le territoire communal. Néanmoins, la cartographie informative des zones inondables a servi de document de référence : la zone potentiellement inondable est reportée à titre informatif sur le document graphique. Elle concerne exclusivement les zones A et N. La zone N est totalement inconstructible et ne compte aucune construction. Dans la zone A, le règlement interdit les constructions à usage d'habitation (logement de fonction) et les bâtiments d'élevage et les autres constructions ne sous admises que sous réserve de ne gêner en aucun cas le libre écoulement des eaux, ni aggraver les nuisances. Le plancher bas devra se situer au-dessus de la côte des plus hautes eaux connues (PHEC) ou à 1 m au-dessus du terrain naturel. Les clôtures devront permettre le libre écoulement des eaux (clôture ajourée). L'imperméabilisation des sols est limitée au maximum (contenu des OAP et règlement littéral).
	P82	La commune relève de l'assainissement autonome pour la totalité de son territoire.
	P83	Le PPR mouvement de terrain – tassements différentiels, approuvé le 13/01/2009, est annexé au PLU.

SCoT du Vaurais : Axes du Document d'Orientations et d'Objectifs	Prescriptions / recommandations concernées	PLU de Villeneuve-lès-Lavaur
Des déplacements vecteurs d'une politique de développement territorial		
<i>Anticiper la montée en puissance des relations avec les territoires voisins</i>	-	Un emplacement réservé est inscrit au PLU de Villeneuve-lès-Lavaur pour la future liaison routière à 2x2 voies entre Castres et Toulouse. Le règlement tient compte des besoins liés à la réalisation de cette infrastructure.
<i>Développer une ville des courtes distances en favorisant les modes de déplacements doux prioritairement au sein des territoires polarisés</i>	P94	Au sein des secteurs soumis à OAP, toutes les voiries créées doivent permettre une circulation des modes doux dans des conditions confortables, agréables et sécurisées.
Conforter l'armature urbaine par la structuration du développement économique		
<i>Favoriser le maintien et le développement des activités économiques liées à l'agriculture</i>	P108 - P109 - P110 - P111	<p>La consommation d'espaces prévue par le PLU s'élève à 1,5 hectare pour 15 nouvelles constructions. Cela correspond à une consommation d'espace de 1000 m² par logement créé (aménagements compris). Cette superficie moyenne est très inférieure à celle des dernières constructions à usage d'habitation de la commune (<i>En Sarel : 4000m², la Pomarède : 4700m²</i>) et répond à l'objectif de modération de la consommation d'espaces et de lutte contre l'étalement urbain.</p> <p>Par leur dimensionnement et leur localisation, les surfaces constructibles du PLU ne sont pas de nature à compromettre les activités agricoles présentes sur le territoire communal. Le PLU répond aux exigences législatives et supra communales en matière de limitation de la consommation des terres agricoles.</p> <p>Les bâtiments identifiés pour pouvoir faire l'objet de changements de destination sont soit éloignés des exploitations agricoles, soit ont été retenus, au contraire, pour permettre la diversification des activités existantes (projet avéré).</p>

Le PLU est compatible avec le SCoT.

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Villeneuve-lès-Lavaur est concernée par le PPRN retrait et gonflement des argiles.

Le PLU n'a pas d'incidence sur cette servitude.

RISQUES

Cinq risques naturels concernent la commune (inondation, remontée de nappes, mouvements de terrain, risque sismique, phénomènes météorologiques). Un PPR est applicable sur le territoire (retrait et gonflement des argiles). La présence du Girou et de son affluent le Messal engendre le risque le plus significatif puisqu'une partie du territoire est en zone inondable. Les coteaux argileux engendrent un risque de mouvement de terrain.

Les zones constructibles du PLU sont essentiellement organisées autour du village ce qui limite les déplacements et réduit les risques d'accidents.

Le PLU a pour objectif de ne pas créer de nuisances ou de risques supplémentaires. Les périmètres concernés par le risque potentiel d'inondation sont éloignés du village et des lieux habités et urbanisables, ce risque est matérialisé sur les documents graphiques par une trame et des prescriptions réglementaires en limitent la constructibilité. Le PLU n'est pas de nature à aggraver le risque d'inondation.

Le PLU n'a pas d'incidence sur les autres risques recensés et n'est pas de nature à les aggraver

Par sa modération, le PLU n'est pas de nature à avoir un impact significatif sur la vulnérabilité du territoire ou l'exposition des populations.

LE PLAN CLIMAT ENERGIE TERRITORIAL

Les objectifs principaux du PCET du Tarn concernent :

- ➔ Les économies d'énergie ;
- ➔ L'aménagement durable du territoire et le développement du recours aux énergies renouvelables.

Les zones constructibles du PLU sont très modérées et essentiellement organisées autour du village, limitant ainsi les déplacements et les émissions de gaz à effet de serre.

Au travers du règlement écrit, le PLU favorise le recours aux énergies renouvelables.

Le PLU de Villeneuve-lès-Lavaur tient compte, à son échelle, des objectifs du PCET.

PATRIMOINE

Il n'y a pas de patrimoine protégé ou de secteur recensé par la DRAC sur le territoire communal
La législation sur l'archéologie préventive s'applique et notamment :

- Art. L531-14 du Code du Patrimoine : obligation de déclarer au Maire de la commune toute mise à jour de monuments, ruines... et plus généralement d'objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique ;
- Art. 322-2 du Code Pénal concernant les peines prévues en cas de destruction, dégradation ou détérioration réalisée sur un immeuble classé ou inscrit, une découverte archéologique faite au cours de fouilles ou fortuitement, un terrain contenant des vestiges archéologiques...

Compte tenu de l'absence de patrimoine recensé, il n'y a pas de prise en compte particulière de ce point par le PLU.

ZONE DE BRUIT

Le territoire de Villeneuve-lès-Lavaur est concerné par l'arrêté préfectoral sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres dans le département du Tarn pour la RN 126.

Il n'y a pas de prise en compte particulière de ce point par le PLU.

ROUTE A GRANDE CIRCULATION

Le territoire de Villeneuve-lès-Lavaur est concerné par l'article L.111-6 du Code de l'Urbanisme dit Amendement Dupont. Cet article concerne les implantations de constructions en bord de route à grande circulation. La commune est donc concernée pour la RN 126. La totalité du tracé communal de cet axe se situe hors Partie Actuellement Urbanisée (PAU) et est donc soumise à l'Amendement Dupont.

Le PLU reprend les règles d'implantation sans dérogation (recul de 75 m par rapport à l'axe de cette voie). Ce recul ne s'applique pas pour les constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières, aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières, aux constructions techniques agricoles et aux réseaux d'intérêt public. Il ne s'applique pas non plus à l'adaptation, la réfection ou l'extension de constructions existantes.

- La réalisation d'un itinéraire autoroutier entre la commune de Verfeil et le périphérique de Castres ;
- La mise à 2x2 voies de l'A 680, bretelle autoroutière, permettant la jonction entre l'A 68 et Verfeil.

Liaison autoroutière CASTRES / TOULOUSE
PRÉSENTATION DES SECTEURS D'ÉTUDE
 Dossier d'enquête publique
 ÉTUDE D'IMPACTS

Élargissement A680
Opération sous maîtrise d'ouvrage ASF

Liaison autoroutière nouvelle Verfeil/Castres
Opération sous maîtrise d'ouvrage Etat

SECTEURS D'ÉTUDE :

- Secteur 1 :**
 - Bonrepas-Riquet
 - Castelmauour
 - Gragnague
 - Saint-Marcel-Paulel*
 - Verfeil*
- Secteur 2 :**
 - Bannières
 - Bourg-Saint-Bernard
 - Francarville
 - Montcabrier
 - Saint-Marcel-Paulel*
 - Saint-Pierre*
 - Saussens
- Secteur 3 :**
 - Algans
 - Appelle
 - Cambon-lès-Lavaur
 - Cuq-Toulza
 - Lacroisille
 - Le Faget
 - Loubens-Lauragais
- Secteur 4 :**
 - Maurens-Scopont
 - Villeneuve-lès-Lavaur*
- Secteur 5 :**
 - Cambounet-sur-le-Sor
 - Castres
 - Fréjeville
 - Salx
 - Sémalens
 - Soual*
 - Viviers-lès-Montagnès

LISTE DES COMMUNES CONCERNÉES PAR L'AIRE D'ÉTUDE :
 (les communes marquées d'une * sont à cheval sur 2 secteurs)

LEGÈNDE

- Axe du projet Verfeil/Castres
- A680
- Aire d'étude Verfeil/Castres
- Aire d'étude élargissement A680
- Limite communale
- Limite départementale
- Réseau hydrographique principal

Autres informations :

- Projet de loi de programmation relative à la transition énergétique
- Projet de loi de programmation relative à la transition énergétique
- Projet de loi de programmation relative à la transition énergétique

A detailed map of the area around Villeneuve-Les-Lavaur. The map shows the Garonne river flowing through the region, with several bridges crossing it. The railway line is depicted as a yellow line, and the main road is shown as a red line. Various towns and landmarks are labeled, including Villeneuve-Les-Lavaur, Rosières, St-Sernin, en Geigne, en Bouet, en Paul, en Pail, en Pinel, Verdade, endine, and Scopont. The map also shows the boundaries of the Garonne and the Tarn departments.

Le PLU ne prévoit aucun développement de l'urbanisation à proximité de la RN 126 et un emplacement réservé au bénéfice d'ASF a été inscrit pour permettre la réalisation de la liaison autoroutière Castres/Toulouse. Le PLU est donc compatible avec ce projet.

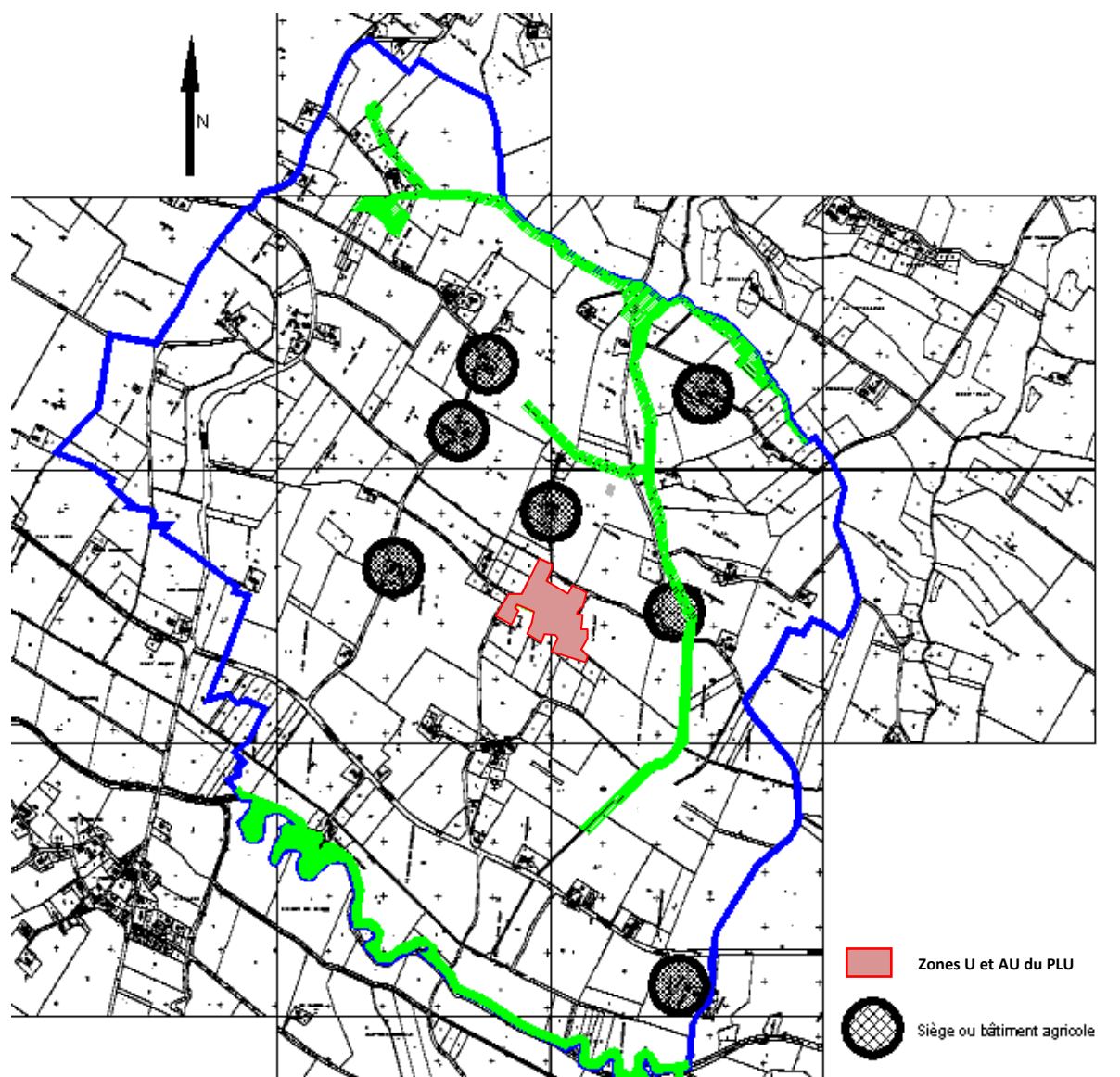
CAPTAGE D'EAU POTABLE

Le territoire de Villeneuve-lès-Lavaur n'est concerné par aucun captage d'eau potable protégé ou périmètres de protection d'un captage situé sur une autre commune.

Le PLU n'est pas de nature à compromettre la qualité de l'eau potable dans le secteur.

AGRICULTURE

Le projet de PLU s'appuie sur la volonté de protéger les terres et activités agricoles et de ne pas créer de situations de conflit ou de concurrence avec le développement de l'habitat. Il crée une offre en terrains à bâtir modérée et essentiellement centrée sur le bourg-centre, il stoppe ainsi le mitage et le cloisonnement de l'espace agricole.



Près de 95% du territoire sont classés en zone agricole. Les zones constructibles (*tramées en rose ci-dessus*) sont concentrées exclusivement sur le village. Ces zones se situent loin des sièges et bâtiments d'exploitation et ne compromettent pas leurs possibilités de maintien et de développement. Il n'y a aucune possibilité de nouvelles constructions non agricoles dans l'espace agricole. Seules les extensions et les annexes des constructions existantes et une dizaine de changement de destination (dont 4 dans le cadre de la diversification des activités agricoles) sont autorisés sous conditions.

Dans cette commune presque exclusivement agricole, la création de zones constructibles n'a pu se faire que sur des terres exploitées et déclarées par leurs exploitants (*voir ci-après l'extrait du Registre Parcellaire Graphique – dit RPG - de 2016*).

Cependant, le dimensionnement de ces zones est modeste (1,5 ha, soit moins de 0,3% de la Surface Agricole Utile exploitée par les agriculteurs de la commune) et reste compatible avec la vocation agricole de la commune. Les terres concernées sont situées dans la continuité immédiate du village et représentent les seules possibilités de développement du village. L'accueil de population nouvelle est une priorité pour Villeneuve-lès-Lavaur dont l'équilibre est fragilisé par un seuil démographique très bas et une amorce de vieillissement de sa population. La pérennité de la vie locale et des équipements publics nécessite un développement qui ne peut venir que d'une certaine attractivité résidentielle.



En 2016, l'agriculture est toujours une activité communale essentielle. Les exploitations sont grandes, *a priori* pérennes, et les exploitants sont jeunes dans leur grande majorité. Dans l'état actuel du projet de PLU, seuls 3 exploitants sont réellement impactés (la zone AU située au nord-est du village est déclarée en jachère).

- ➔ La zone AUa située au nord-ouest du village est exploitée par son propriétaire (par ailleurs double-actif). La surface concernée (3300 m²) représente environ 1% des terres travaillées sur la commune par cet exploitant ;
- ➔ La zone AU d'En Sarel est travaillée par une entreprise. La surface concernée (5800 m²) représente 20% des terres travaillées par cette entreprise sur la commune, mais moins de 0,3% des surfaces totales qu'elle travaille (187 ha) ;

- La zone AUa située au sud-est du village est exploitée par le propriétaire de la parcelle 183 (l'ensemble des terrains concerné appartient à la même famille). Suite à l'obtention de certificats d'urbanisme pour les parcelles 183, 184 et 185 (aujourd'hui obsolètes), des investissements relativement lourds ont été réalisés par les propriétaires. Avant l'élaboration du PLU, de nouvelles demandes de certificats d'urbanisme ont reçu un avis négatif car ces terrains ont été considérés comme situés hors PAU. Compte tenu de l'historique de ces terrains, le conseil municipal souhaitait inclure ces parcelles dans la zone constructible dans le PLU. Mais en raison du contexte législatif et intercommunal récent, l'intégration totale n'était pas envisageable (surdimensionnement, consommation de terres agricoles, impact sur les paysages, absence de cohérence urbaine...). L'option finalement retenue est cohérente puisque la zone AUa se situe en continuité immédiate du village et en vis-à-vis de constructions existantes. Compte tenu de la superficie concernée (4 500 m²) et du fait que les demandes de mise en constructibilité de ces parcelles émanent de leurs propriétaires dont celui qui exploite les terres, l'impact sur l'activité agricole reste peu significatif.

Au cours des dix dernières années aucune nouvelle construction à usage d'habitation n'a été autorisée. De ce fait, il n'y a pas eu de réduction des terres agricoles, naturelles et forestières.

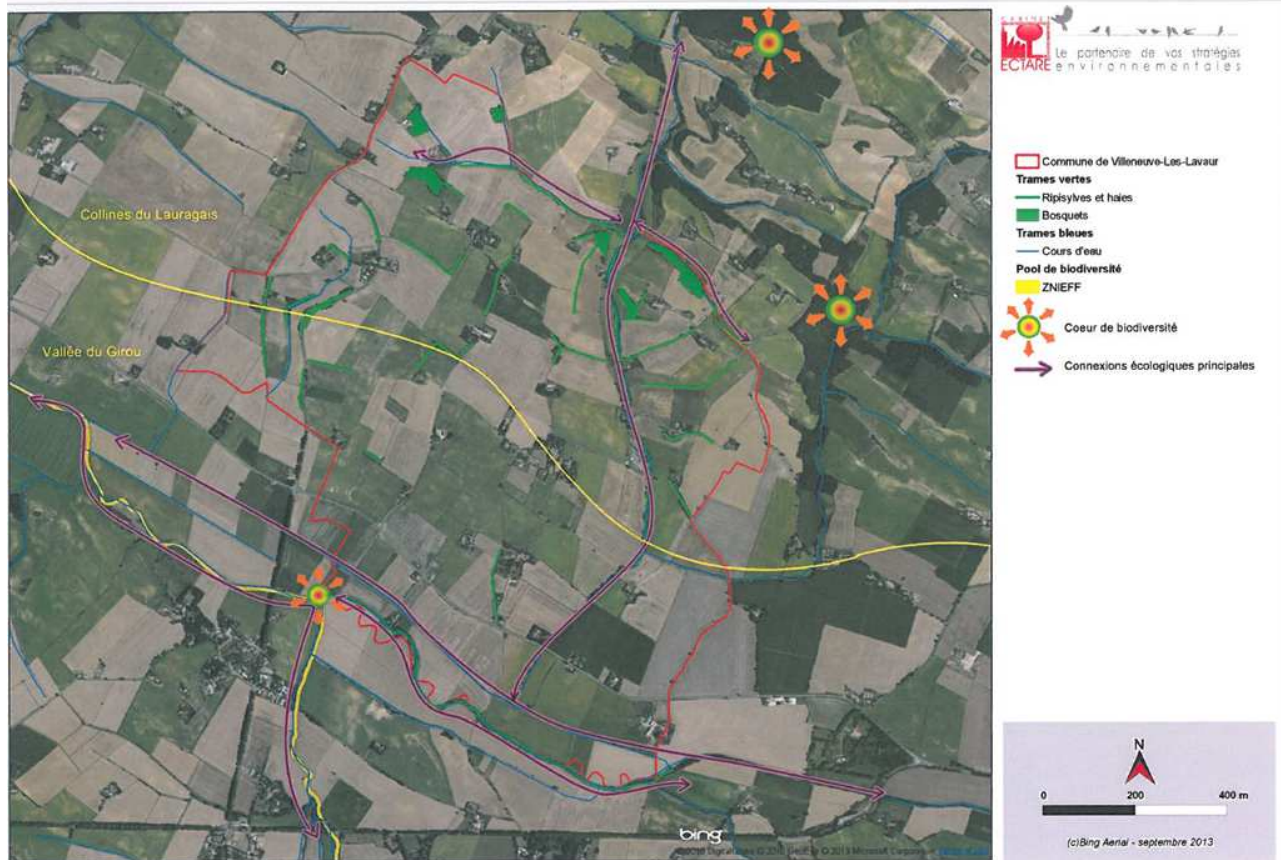
La consommation d'espaces prévue par le PLU s'élève à 1,5 ha pour 15 nouvelles constructions. Cela correspond à une consommation d'espace de 1000 m² par logement créé (aménagements compris). Cette superficie moyenne est très inférieure à celle des dernières constructions à usage d'habitation de la commune (*En Sarel : 4000m², la Pomarède : 4700m²*) et répond à l'objectif de modération de la consommation d'espaces.

Par leur dimensionnement et leur localisation, les surfaces constructibles du PLU ne sont pas de nature à compromettre les activités agricoles présentes sur le territoire communal. Le PLU répond aux exigences législatives et supra communales en matière de limitation de la consommation des terres agricoles.

MILIEUX NATURELS ET PAYSAGES

Villeneuve-lès-Lavaur n'est concernée par aucun inventaire des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF), Zone Spéciale de Conservation (ZCP), Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO), Arrêté préfectoral de protection de biotope (APPB), Parc ou réserve national ou régional.

Néanmoins, les milieux naturels sont présents sur le territoire communal notamment au travers du réseau hydrographique et de quelques boisements. Ces milieux sont identifiés en tant que réservoirs et corridors écologiques par la Trame verte et bleue.



Tous les milieux identifiés ont été classés en zone naturelle inconstructible, notamment les ripisylves et les boisements isolés. Les berges du Girou (sentier rural et ses abords), la haie structurante située entre les Payrouliès et la parcelle communale située au bord du chemin de la Rulle et les arbres les plus remarquables sont protégés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme. Les autres éléments boisés du territoire, bosquets, haies ou alignements d'arbres, sont classés en zone agricole. Le PLU contribue ainsi au maintien des continuités écologiques.

Avec un maximum de 15 nouveaux logements à l'horizon 2028, l'impact sur les milieux naturels de la commune, essentiellement lié à la gestion des eaux usées, sera extrêmement limité du fait de la densité relativement faible de l'urbanisation (10 logements à l'hectare en moyenne). Les terrains concernés sont essentiellement constitués de terres labourables. La végétation existante sera conservée et des plantations sont préconisées dans le cadre des orientations d'aménagement et de programmation, les eaux pluviales seront infiltrées sur les parcelles.

Il n'y a pas de projet de création d'unité de production d'énergies renouvelables sur le territoire communal.

La commune se situe à, au moins, 10 km du site NATURA 2000 le plus (Zone Spéciale de Conservation FR7301631 « vallées du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou »). De part cet éloignement et sa modération, le PLU de Villeneuve-lès-Lavaur n'est manifestement pas de nature à avoir un impact sur ce site.

Du point de vue des paysages, Villeneuve-lès-Lavaur est incluse dans l'entité paysagère du Lauragais caractérisée par un relief collinaire très doux occupé quasi-exclusivement par une culture céréalière en champs ouverts (« openfield »). La topographie soulignée par quelques boisements et les ripisylves des cours d'eau structurent le paysage. L'ensemble offre de beaux panoramas emblématiques de la région, notamment sur les anciennes fermes lauragaises implantées en ligne de crête. En stoppant le mitage et en protégeant les milieux naturels, le PLU protège également ces paysages. Les orientations d'aménagement et de programmation visent également à maîtriser l'urbanisation des entrées de village et à préserver l'identité paysagère de la commune. Une zone *non aedificandi* a été créée pour préserver une perspective sur le cœur du village (En Sarel).

L'article R.421-12 du Code de l'Urbanisme permet de soumettre à la procédure de déclaration préalable, l'installation des clôtures sur le territoire de la commune, pour s'assurer du respect des règles fixées par le PLU afin d'éviter la multiplication de projets non satisfaisants du point de vue de l'intégration paysagère, notamment en limites séparatives et en limite avec les zones A et N. Le conseil Municipal a décidé, par délibération du 10 octobre 2017, d'instaurer la déclaration préalable pour l'installation d'une clôture sur le territoire communal. Les dispositions concernant l'aspect des clôtures édictées par le règlement écrit ne s'appliquent pas aux clôtures agricoles.

Concernant le projet de liaison autoroutière entre Castres et Toulouse, le PLU de Villeneuve-lès-Lavaur se limite strictement à permettre la réalisation et le fonctionnement du projet au travers de l'inscription d'un emplacement réservé et sa prise en compte dans le règlement écrit ;

Les effets du projet sur l'environnement ont fait l'objet d'une analyse spécifique au titre de l'étude d'impact, avec présentation de l'ensemble des mesures envisagées pour les réduire, les éviter ou les compenser. Une évaluation environnementale liée au projet de liaison autoroutière Castres/Toulouse a également été réalisée afin de démontrer que celle-ci n'est pas susceptible d'avoir des incidences sur l'environnement.

Le PLU de Villeneuve-lès-Lavaur n'est pas soumis à Evaluation Environnementale (arrêté préfectoral du 17 juillet 2015) et n'est pas de nature à avoir des incidences significatives sur l'environnement et les paysages de la commune et des communes environnantes.